

LES ASSURANCES SOCIALES

DANS

L'INDUSTRIE MINIÈRE EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 13 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

Henri MARTEL

JURY DE LA THÈSE

Président : M. William OUALID.

Suffragants { M. LESCURE.
M. MAUNIER.

LYON

BOSC Frères, M. et L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

—
1932

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES ASSURANCES SOCIALES

DANS

L'INDUSTRIE MINIÈRE EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 13 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

Henri MARTEL

JURY DE LA THÈSE

Président : M. William OUALID.

Suffragants { M. LESCURE.
M. MAUNIER.

LYON

BOSC Frères, M. et L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

—
1932

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions doi-
vent être considérées comme propres à leurs auteurs.***



LES ASSURANCES SOCIALES DANS L'INDUSTRIE MINIÈRE EN FRANCE

Introduction

Le développement du machinisme et l'apparition de la grande industrie qui ont favorisé au milieu du siècle dernier, la naissance et l'extension croissante de grandes agglomérations ouvrières marquent une modification profonde dans la vie sociale des travailleurs. Pendant longtemps l'ouvrier a été suffisamment enraciné dans son milieu pour y trouver facilement une aide efficace dans les périodes difficiles de son existence. La famille, les amis, les voisins le soignaient, portaient secours à ses enfants, et allaient même jusqu'à adopter l'orphelin, lors du décès du chef de famille. Des personnes charitables, à la tête desquelles il n'était pas rare de rencontrer la femme de l'industriel, s'occupaient des malades, les faisaient hospitaliser et veillaient à ce que la famille frappée par le malheur ne manquât pas du nécessaire.

Ce régime d'entr'aide et de secours, formant un système d'assurance sociale fondé sur la bienveillance et la philanthropie, a presque aujourd'hui totalement disparu; non peut-être par un fléchissement des sentiments de solidarité, mais plutôt par suite des conditions de l'industrie qui a entraîné l'essor des

entreprises et l'augmentation du personnel. Aux ouvriers du terroir est venue s'adjoindre une main-d'œuvre recrutée dans des régions éloignées et même à l'étranger. C'est ainsi qu'a peu à peu disparu un milieu d'affinités naturelles et de philanthropie qui permettait aux travailleurs éprouvés par le sort de trouver l'aide et le réconfort dont ils avaient besoin.

L'accroissement d'un personnel devenu anonyme pour ses chefs a été enfin accompagné de la transformation des entreprises individuelles ou familiales en entreprises sociétaires. La concentration des vieilles affaires dans des sociétés de capitaux de plus en plus importants a coupé les derniers liens personnels qui subsistaient entre le patron et ses ouvriers.

Il résulte de cet ensemble de faits que le travailleur ne peut plus très souvent compter au cas de maladie, d'invalidité et de décès, sur le secours de ses compagnons de travail, ni sur celui de son employeur.

Si la collectivité ne veut pas laisser les malades ou les invalides sans soins, livrés au désespoir ou à la misère, la veuve et les orphelins réduits au dénuement le plus complet avec toutes ses conséquences sociales, elle est obligée d'intervenir et de réaliser par une assurance générale et obligatoire, l'œuvre que quelques grandes affaires privées auraient peut-être pu mener à bien par leurs propres moyens, mais qui dépasse souvent les possibilités des autres entreprises aux proportions plus modestes.

Le seul remède est le recours à l'assurance. Celle-ci est une institution de date relativement récente, car elle suppose des conditions qui ne peuvent se ren-

contrer que dans des Sociétés très civilisées. Au point de vue technique, il faut que la science mathématique et la statistique aient atteint un degré de perfection élevé. Au point de vue économique, il convient que le milieu soit large, homogène, que la richesse mobilière soit abondante et la monnaie stable.

« On désigne sous le nom d'Assurances Sociales, dit M. H. Capitant, les institutions d'assurances destinées à protéger les salariés et plus généralement tous ceux qui tirent leurs ressources de leur travail, contre les risques qui les menacent et qui sont : la maladie, l'invalidité, le chômage, la vieillesse, la mort prématurée, au moyen de primes ou cotisations payées en partie seulement par les assurés eux-mêmes ».

Toutefois, parmi ces risques, il ne faut pas comprendre les accidents du travail, bien qu'ils y rentrent normalement, car en France le système organisé par la loi du 9 avril 1898, pour l'indemnisation d'un salarié victime d'un accident du travail, est basé sur un principe différent.

La loi du 5 avril 1928 modifiée par la loi du 30 avril 1930 est venue instaurer en France les Assurances Sociales. Avant la mise en vigueur de cette réglementation, on peut dire que la masse des travailleurs n'était protégée contre aucun des risques sociaux.

Il existait cependant, pour certaines catégories déterminées de personnel des lois qui avaient organisé à leur profit l'assurance obligatoire contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse.

Ces institutions sont :

Pour les marins, la Caisse des Invalides de la ma-

rine qui date du xvii^e siècle et qui vient d'être réorganisée par la loi du 1^{er} janvier 1930 et le décret du 30 juin 1931.

Pour le personnel des chemins de fer, les lois du 21 juillet 1909 et du 22 juillet 1922 modifiées par le décret du 30 juin 1931.

Pour les ouvriers mineurs, la loi du 29 juin 1894 qui a institué des caisses de retraites et de secours et la loi du 25 février 1914 qui a créé la Caisse autonome; institutions modifiées depuis et dont nous examinerons le fonctionnement au cours de cette étude.

Enfin des institutions privées fournissaient à certains de leurs membres des secours, en cas de maladie et une petite pension de retraite. C'étaient les Sociétés de secours mutuels créées par de grands établissements commerciaux et industriels et fonctionnant d'après la loi du 1^{er} avril 1898.

Le régime général des Assurances Sociales a donc été précédé de régimes spéciaux à certaines industries particulièrement importantes. Il nous a semblé intéressant d'étudier le système qui fonctionne depuis plus de trente ans dans une branche fondamentale de notre activité industrielle; l'industrie minière.

Celle-ci produit plus de 52 millions de tonnes de houille par an et ses mines de fer extraient un minerai dont on retire 10 millions et demi de fonte brute. Le nombre des ouvriers employés dans les houillères est de 300.000 environ auxquels on a payé pour 3 milliards de salaires en 1930. Sur ces sommes 19 % ont été employés en œuvres de prévoyance sociale,

C'est dire l'importance de cette industrie.

Comme le remarquait M. H. de Peyerimhoff, Président du Comité Central des Houillères de France, dans un article de la *Revue des Deux Mondes*, du 15 avril 1931, « dès l'origine, l'exploitation houillère (et l'on peut en dire autant de l'exploitation minière en général), revêt les caractères de la grande industrie, dont elle apparaît d'ailleurs comme la doyenne : masse de capitaux, masse de production, masse de personnel attirant, fixant autour de la mine une population de densité exceptionnelle, où n'entrent pas seulement les ouvriers des fosses et leurs familles, ceux qui les servent ou les dirigent, mais aussi les effectifs croissants des industries qui, par une loi sans exception ou peu s'en faut, s'installent sur le charbon ».

C'est donc un vaste champ d'expériences humanitaires auquel se sont appliquées pendant une période déjà longue les diverses institutions d'assurances et de prévoyance sociales.

Leur étude offre un grand intérêt, non seulement en tant que régime spécial fonctionnant depuis plus de trente ans avec des perfectionnements sans cesse apportés aux institutions minières de prévoyance; mais encore au point de vue de l'évolution de ce régime qui a servi de base et souvent de modèle aux rédacteurs des lois du 5 avril 1928 et du 30 avril 1930 sur les Assurances Sociales.

La corporation minière a eu l'honneur de servir de type au grand système de prévoyance sociale actuellement en vigueur; c'est pourquoi il nous a paru

d'une bonne méthode de ne pas nous restreindre à l'étude stricte de l'organisation actuelle des Assurances Sociales dans les mines, mais d'envisager l'évolution des institutions minières; puis, nous étendant à la grande masse des travailleurs aujourd'hui protégée des risques sociaux, de comparer relativement aux mineurs la position de l'ensemble des salariés.

Qu'il nous soit permis, en terminant cette introduction, d'adresser nos remerciements respectueux à M. P. Cheminais, chef du Contentieux du Comité Central de Houillères de France, et à M. Sauvanet, chef de section à la Caisse autonome des Ouvriers Mineurs, auprès desquels nous avons toujours trouvé l'accueil le plus bienveillant, et qui ont bien voulu, en mettant à notre disposition une documentation abondante et précieuse, nous aider de leurs conseils éclairés et de leur haute compétence.

Le plan de cette étude sera le suivant :

I. — Précocité de l'institution des Assurances Sociales dans les Mines.

II. — Evolution du régime.

III. — Le régime des Assurances Sociales chez les Mineurs.

IV. — Etude comparative des Assurances Sociales dans les mines et dans la législation générale.

V. — Le décret du 30 juin 1931.

VI. — Les Assurances Sociales des Mineurs en droit comparé.

Conclusion.

CHAPITRE PREMIER

Précocité de l'institution des Assurances sociales dans les mines

§ I. — Les ouvriers mineurs devant l'opinion publique

On peut se demander pourquoi les ouvriers des mines ont plus tôt que les autres obtenu, au point de vue social comme à d'autres d'ailleurs, satisfaction aux revendications qu'ils adressaient. Sont-ils plus intéressants que les agriculteurs, les ouvriers du bâtiment ou les métallurgistes ? Leurs revendications très ardentes sont, il faut le reconnaître, très écoutées du Parlement pour des raisons d'ordre sentimental, d'ordre politique, et d'ordre social ⁽¹⁾.

RAISONS D'ORDRE SENTIMENTAL. — Celles-ci dérivent de l'idée pour ainsi dire innée que le grand public se fait du travail dans les mines. Les techniciens démontrent qu'il n'est ni plus pénible, ni plus dangereux qu'un autre et que la journée de travail y est moin-

(1) Cf. Chaudié. Les Retraites des ouvriers mineurs. *Thèse, Paris*, 1907.

dre que dans les autres industries. Les statistiques font ressortir que les accidents n'y sont pas sensiblement plus élevés (1). Néanmoins, le travail du mineur apparaît à la masse comme un labeur inconnu et mystérieux, accompli dans des conditions dangereuses, sans lumière et sans air.

Notre esprit, façonné par l'antiquité et par ses souvenirs, considère le travail loin du soleil comme réservé aux parias. Les Romains condamnaient aux « mines » les criminels de droit commun et les esclaves rebelles et notre atavisme latin n'est pas sans s'en souvenir. De nos jours, les Russes envoient aux mines de Sibérie leurs condamnés politiques et de droit commun.

(1) Accidents pour 1.000 ouvriers. *Revue de l'Industrie Minérale*, 15 décembre 1931, page 407 (extrait du *Kohle und Erz*, 1930).

Année	Mines de charbon	Chemins de fer	Minoteries	Carrières	Autres mines	Navigation fluviale
-------	------------------------	----------------------	------------	-----------	-----------------	------------------------

A) Nombre total d'accidents

1924	9,35	10,87	9,89	8,26	10,36	5,78
1925	13,00	12,07	9,87	10,06	14,49	9,56
1926	13,85	11,17	11,37	12,68	15,02	8,05
1927	15,12	10,40	10,40	12,59	13,79	9,67
1928	16,05	8,68	10,41	14,53	16,30	10,17

B) Accidents mortels

1924	1,72	1,52	1,07	1,36	0,92	1,42
1925	2,07	1,41	1,05	1,34	1,30	1,83
1926	1,96	1,32	0,87	1,36	1,18	1,15
1927	1,91	1,28	0,82	1,56	1,14	2,17
1928	1,85	1,25	1,11	1,36	1,25	2,11

Enfin, ce sentiment de sympathie et de pitié a été entretenu et attisé par toute une littérature dont nous subissons à notre insu l'influence. Nous voyons toujours un peu le mineur à travers les romans de Zola qui n'ont pas peu contribué à la formation, certains diront à la malformation de son image. Quoi qu'il en soit, fondées ou non, ces raisons sentimentales existent et leur influence s'est faite fortement sentir sur toute notre législation minière. Elles y ont été aidées par le facteur politique.

LES RAISONS D'ORDRE POLITIQUE. — L'industrie minière à la différence des autres qui s'établissent souvent en un point quelconque, est liée aux gisements qu'elle exploite. Les ouvriers qu'elle emploie se trouvent donc groupés en un endroit du territoire en nombre suffisant pour constituer à eux seuls, comme l'a remarqué M. Chaudié, « un collège électoral ». Leurs représentants, et ceci est un avantage considérable dans un pays de suffrage universel, sont donc à peu près exclusivement chargés de défendre les intérêts des mineurs, leur circonscription n'en ayant souvent pas d'autres. Ils ne risquent pas, comme cela peut se produire ailleurs, en satisfaisant une partie des électeurs, de mécontenter les autres, et sont ainsi bien plus à même de tirer parti de leur mandat. Dévoués à une tâche dont l'unité facilite l'accomplissement, ils sont plus les représentants d'une corporation que d'une circonscription et comme tels, ils mettent au service exclusif des mineurs, toute l'ardeur et toute la compétence que d'autres sont contraints de dépenser au profit d'intérêts divers et souvent contradictoires.

LES RAISONS D'ORDRE SOCIAL. — Enfin, la corporation minière est sans contredit la plus fortement organisée. De bonne heure, les hommes politiques, les publicistes ont fait son éducation et se sont intéressés à elle pour des raisons politiques ou sentimentales. Jules Guesde dans une lettre au Congrès des Mineurs de Commentry des 5-9 mars 1891 s'exprimait ainsi :

« Il faut réduire la question sociale à sa plus simple expression et s'attacher à une seule corporation, les mineurs, parce que :

1° plus que tout ouvrier, le mineur est à même de comprendre la nécessité d'une transformation sociale ;

2° parce qu'il est la plus complète survivance du serf féodal et de l'esclave antique, s'il n'en est une aggravation ;

3° parce qu'il tient dans ses mains la source de l'industrie moderne et par suite de la société entière.

Il faut faire de la corporation minière la corporation d'élite. »

Les mineurs ont été les premiers à profiter des avantages que la législation ouvrière pouvait leur rendre. Groupés en syndicats, ils n'ont cessé par des congrès tant nationaux qu'internationaux de faire valoir leurs revendications. Ce sont les seuls qui ont obtenu des délégués ouvriers à la sécurité.

Cette ardeur à soutenir leurs idées et à les propager a donné aux mineurs une cohésion qui fait d'eux une force sociale supérieure à celle que représentent d'autres industries au personnel aussi nom-

breux mais plus disséminé et moins conscient. Ils sont bien, selon le mot de Guesde, « la corporation d'élite ». Les mineurs qui se sont ainsi, par leur nette compréhension de ce que devait être le travailleur moderne, placés à l'avant-garde de la classe ouvrière, ne méritaient-ils pas, à ce seul titre, de bénéficier de quelques avantages spéciaux quelque trente ans avant leurs camarades des autres industries ?

— Nous allons voir dans les pages qui suivent combien large est leur part d' « avantages sociaux » et comment ils surent l'accroître peu à peu.

§ II. — Les institutions sociales favorisent le recrutement d'un bon personnel

Les Compagnies minières par le fait même de leur situation ont beaucoup de difficulté à recruter de la main-d'œuvre. Elles ne peuvent y arriver que par des avantages de salaires d'abord et d'institutions sociales très développées ensuite.

C'est sur ces dernières que l'employeur compte surtout — en particulier sur la construction de maisons ouvrières — pour retenir près des puits le personnel nombreux dont il a besoin.

L'activité sociale des Compagnies minières s'est manifestée dans tous les domaines. Elles y ont été poussées non peut-être par philanthropie pure, mais par la véritable compréhension de leurs intérêts d'industriels. Le but est d'attirer vers elles un personnel nom-

breux, de le retenir et d'améliorer son état d'esprit souvent hostile au patronat.

Laissant provisoirement de côté les caisses de secours et la Caisse autonome des retraites, pièces capitales des institutions sociales, dont nous traiterons dans les chapitres suivants, nous dirons quelques mots des autres moyens employés par les exploitations minières pour améliorer le sort des travailleurs. Ils sont nombreux et variés à l'infini, mais nous nous bornerons à parler

des cités ouvrières,
des jardins ouvriers,
de l'enseignement ménager,
des œuvres sociales diverses,
des allocations familiales.

a) *Les cités ouvrières.*

La plupart des Compagnies minières ont construit des habitations pour leur personnel, déjà depuis de longues années. Les « corons » du Nord, les « casernes » dans les mines du Midi sont célèbres par leur aspect morne et sale. Depuis la guerre, un gros effort a été fait par les Compagnies, obligées de recruter un personnel plus nombreux et de plus en plus rare.

Des villages-jardins éclatants de blancheur ont été édifiés en plein « pays noir », dans des cadres de fraîche verdure. Des coquets pavillons entourés de jardins s'élèvent à la place des cités ouvrières dont le style et la forme s'inspirent des nécessités locales. Il faut mentionner les cités-jardins de Dourges, Anzin, Lens, Liévin, Béthune, Carmaux, Le Creusot, des Mi-

nes domaniales de potasse d'Alsace (4.000 maisons et 12 écoles).

MM. d'Audon et Douffiagues (*Annales des Mines*, 13^e Série, t. I, 2^e liv. 1932) indiquent qu'aux Mines domaniales de Potasse d'Alsace, il existe :

Maisons d'ingénieurs	66
Logements d'employés	282
Logements pour familles d'ouvriers	3.087
Places pour ouvriers célibataires	661

Les logements pour familles d'ouvriers aménagés depuis la guerre se présentent pour la presque totalité, sous la forme de maisons doubles, groupées en cités établie à proximité des mines.

Quant aux ouvriers célibataires, ils disposent de bâtiments spacieux, dont il existe, en principe, un par cité et qui constituent de véritables hôtels, pourvus de l'eau courante, de l'électricité et du chauffage central, et comportant, à côté de chambres particulières, des cuisines, des réfectoires, des lavabos, une buanderie et une remise à bicyclettes.

M. Condevaux ⁽¹⁾ cite l'exemple de la Société des Mines de Lens. Celle-ci, pour une production de 4 millions de tonnes et un personnel de 25.000 ouvriers, a prévu 12.000 logements capables de loger 16.000 ouvriers, soit les deux tiers du personnel. Ce chiffre de 12.000 correspond, estime-t-il, à la construction d'une ville de 50.000 habitants, entraînant une dépense de 400 millions de francs, soit 8.000 francs par habitant.

Pour montrer l'importance des dépenses engagées pour loger le personnel, il cite le prix de construc-

(1) Cf. Le mineur du Nord et du Pas-de-Calais. *Thèse Paris*, 1928.

tion d'une fosse qui coûte 8 à 9 millions, alors que celle de la cité est de 25 millions, soit 3 fois plus environ. Les taux de location varient de 14 francs par mois pour un logement de 6 pièces à 6 francs pour certains logements de 4 pièces. Ils ne couvrent même pas les frais d'entretien.

La plupart des logements sont construits sous forme de pavillons entourés de jardins, égayant par leur verdure, l'aspect autrefois si triste des corons. On s'est efforcé, dit M. Condevaux, « de donner une âme à la cité et d'établir un lien moral entre ses habitants », en créant dans chacune une église, des écoles, un terrain de jeux, une salle des fêtes, en fondant des sociétés sportives et musicales, en organisant des fêtes et des concours entre les sociétés des diverses cités.

L'effort financier des Compagnies minières pour le logement mérite d'être remarqué. Il ressort d'une statistique du Bureau International du Travail de 1925 que les Sociétés françaises consacrent des sommes représentant 9,6 % des salaires, alors que la proportion est de 1,1 % pour l'Angleterre, 1,4 % pour la Belgique, 4,5 % pour la Pologne. Dans aucun pays européen, l'ouvrier ne bénéficie d'avantages comparables à ceux du mineur français pour le logement.

b) *Les jardins ouvriers.*

L'intérêt de l'œuvre est que le jardin est une source de profits assez importants pour l'ouvrier (on l'évalue à 1.200 francs par an environ); il occupe l'ouvrier à sa sortie de la mine et l'éloigne du cabaret. Le jardin est un élément de stabilité du personnel, une oc-

casion de multiplier les contacts entre l'ouvrier et le patronat et de créer dans les cités un noyau susceptible d'avoir du dévouement et de la sympathie pour ses chefs.

c) *L'enseignement ménager.*

Il a pour but de rendre bonnes ménagères les femmes et les filles des mineurs. Sous l'influence d'un foyer mieux tenu, l'ouvrier sera plus content de son sort et, plus heureux, écoutera moins crûdement les fauteurs de désordres prêchant la lutte des classes.

Comme pour les jardins, les cours ménagers créent des occasions de contact entre le patronat et le monde ouvrier.

d) *Les diverses œuvres sociales.*

Les Compagnies de mines suivant leur importance ont encore créé :

des ouvroirs comprenant des salles de couture et de réunion, une salle à manger, une cuisine, une buanderie et un jardin-école ;

des ateliers de couture où les ouvrières travaillent à façon pour les grands magasins et les confectionneurs. La répartition des sommes gagnées est faite intégralement entre les ouvrières ;

des sociétés sportives et musicales ;

des écoles maternelles et primaires dont le personnel enseignant appartient soit à l'enseignement libre, soit à l'enseignement public ;

des églises ;

des cantines ;

des pavillons de santé comme aux Mines de Potasse d'Alsace;

des coopératives de consommation. L'intervention de ces sociétés facilite grandement l'approvisionnement des familles ouvrières et limite à des taux raisonnables le prix des marchandises vendues dans les cités par les commerçants de plus en plus nombreux, dont les automobiles viennent offrir, aux portes mêmes des maisons, toutes les marchandises désirables.

MM. d'Audon et Douffiagues dans un article paru dans *les Annales des Mines* (13^e Série, t. I, 2^e liv. 1932) rapportent les mesures d'assistance et de prévoyance appliquées aux Mines domaniales de Potasse d'Alsace.

« Indépendamment, disent-ils, des soins médicaux et pharmaceutiques donnés aux ouvriers par l'intermédiaire des caisses de malades, mais qui ne comportent pas de relations directes avec l'employeur et les médecins, les Mines domaniales ont tenu à être renseignées sur l'état physique de leur personnel, de manière à pouvoir prendre éventuellement des dispositions particulières que ne comportent pas les Assurances Sociales.

A cet effet, d'une part, les candidats à l'embauchage subissent une visite médicale très approfondie, complétée au besoin par un examen radiologique et des prises de sang, et, d'autre part, les ouvriers déjà en service sont soumis à des visites collectives purement facultatives pour eux, mais auxquelles ils se prêtent très volontiers, en raison de l'intérêt personnel qu'ils peuvent y trouver...

En ce qui concerne la lutte contre la tuberculose et les maladies vénériennes, un dispensaire fonctionne à Mulhouse depuis 1926, alimenté presque exclusivement par les fonds des Mines domaniales et des Mines de Kali Sainte-Thérèse. »

e) *Les allocations familiales* (1).

La première application connue de ce genre d'allocation (2) remonte à 1854 à l'usine de Val-des-Bois. Depuis 1890 les Compagnies de Chemins de fer ont successivement introduit des allocations familiales dans leurs règlements. En 1910 certaines administrations publiques, puis en 1916 les maisons Michelin de Clermont-Ferrand et Régis Joya en adoptaient successivement le principe.

Là, comme dans beaucoup d'autres domaines de l'activité sociale, les mines ont été à l'avant-garde.

Dès le 15 juillet 1911, la Compagnie des Mines de la Grand'Combe allouait aux pères de famille 5 fr. par mois et par enfant de moins de 13 ans, à partir du troisième, et à partir du premier enfant pour les veuves.

De nombreuses améliorations ont été apportées depuis à ces subventions.

L'exemple s'est rapidement étendu aux Compagnies suivantes :

Mines de la Péronnière (juin 1912) ; Commentry-

(1) La loi du 11 mars 1932 rend obligatoire l'institution des allocations familiales dans les professions industrielle, commerciale, agricole et libérale.

(2) Cf. Cheminai. Les allocations familiales obligatoires. *Revue de l'Industrie Minérale*, 15 février 1932, page 56.

Fourchambault et Neuves-Maisons (mars 1914) ; La Mure (juillet 1914) ; Charbonnages des Bouches-du-Rhône (juin 1915) ; Blanzey (juillet 1915) ; Bessèges (septembre 1915) ; Fonderies et Forges d'Alais (octobre 1915) ; Nord d'Alais (octobre 1915) ; Epinac (juin 1916) ; Mines du Bassin de la Loire (mai 1916) ; Graissessac (juin 1916) ; Commentry-Fourchambault-Decazeville (1917-18) ; Mines du Bassin du Pas-de-Calais (novembre 1917).

A l'heure actuelle pour la seule industrie houillère, le montant total annuel des allocations familiales atteint environ 90 millions de francs. Il s'élevait à 100 millions en 1927, représentant environ 4 % des salaires totaux.

Les ouvriers mineurs reçoivent, à l'heure actuelle, en moyenne :

- 25 francs par mois pour 1 enfant ;
- 62 fr. 50 par mois pour 2 enfants ;
- 112 fr. 50 par mois pour 3 enfants ;
- 162 fr. 50 par mois pour 4 enfants ;
- 212 fr. 50 par mois pour 5 enfants ;
- 262 fr. 50 par mois pour 6 enfants.

Certaines Compagnies octroient de très larges allocations, dans le double et précieux dessein d'aider les familles et d'encourager les plus nombreuses. Citons la Compagnie des Mines de Carmaux qui, aux allocations proprement dites, ajoute des primes de natalité qui s'élèvent à 300 fr. pour le premier enfant, 1.200 fr. pour le deuxième, 3.000 fr. pour le troisième, 4.000 fr. pour le quatrième et s'élèvent successivement à 10.000 fr. pour le dixième. Un ouvrier qui au-

rait dix enfants dans cette Compagnie recevrait ainsi, outre son salaire, une allocation familiale de 600 fr. par mois, et un capital de 53.000 francs.

Pour l'année 1929, la statistique du Bureau International du Travail donne les moyennes suivantes pour l'industrie minière française :

Allocations familiales moyennes par journée de travail :

	France entière	Nord et Pas-de-Calais
Ouvriers du fond	1,37	1,30
Ouvriers du jour	0,92	0,82
Ensemble	1,24	1,17

Afin de donner un tableau d'ensemble des institutions d'Assurances Sociales qui viennent en aide au mineur, nous ne saurions mieux faire que de citer un passage de l'article de M. de Peyerimhoff, Président du Comité Central des Houillères de France, paru le 15 avril 1931 dans *La Revue des Deux Mondes*, sous le titre : Le charbon :

« Un système complet d'Assurances sociales abrite depuis près de 40 ans le mineur contre les risques de l'existence ouvrière, sauf le risque de chômage, trop exceptionnel ici pour donner lieu à cotisations et à prestations spéciales... Le total (des allocations pour Assurances sociales) monte à 19 % des 3 milliards de salaires en espèces payés en 1930 : la part que l'exploitation minière doit couvrir représente 8 fr. 75 par tonne marchande de houille.

86.000 maisons ouvrières ou logements dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, plus de 100.000 dans

l'ensemble du bassin français, le double du chiffre de 1913, sont à la disposition du personnel. La moitié de l'effectif en général, les trois quarts dans le Nord et le Pas-de-Calais sont logés à titre quasi-gratuit, moyennant une contribution mensuelle de l'ordre de 15 francs aux charges d'entretien, qui ne représente qu'une part, à l'évidence infime, des charges de logement assumées par l'industrie. Fournitures de charbon gratuit ou à prix réduit, allocations familiales, pour un montant annuel de 100 millions de francs, jardins ouvriers, œuvres variées, telles que dispensaires, hôpitaux et cliniques, écoles, terrains de sport, salles de jeux et de récréation, bibliothèques, portent l'ensemble des dépenses sociales à la charge de l'exploitant à près de 700 millions de francs annuellement, le total du « budget social » assumé par la production houillère française à 840 millions de francs. »

Tel est le magnifique bilan des institutions de prévoyance dans les Mines. Parmi elles, deux organismes méritent de retenir plus particulièrement notre attention, car ils sont la base du système d'assurances sociales minières: ce sont les Caisses de Secours et la Caisse autonome de retraites, dont nous étudierons successivement l'évolution, et le fonctionnement.

CHAPITRE II

Evolution du régime des Assurances sociales dans les mines

I. — Les caisses de retraites et de maladie jusqu'en 1894

a) ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Avant 1894, date de l'institution des premiers organismes de prévoyance par l'Etat, l'initiative des Compagnies avait créé des caisses diverses soumises à une réglementation variant selon les Compagnies.

M. Gruner, secrétaire général du Comité des Houillères de France, dans un rapport présenté le 26 novembre 1901 à la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociales constate que :

« Sur un nombre de 120.068 ouvriers composant au 31 décembre 1894, le personnel des exploitations, sur lesquelles a porté notre statistique, 104.869 étaient appelés à jouir de pensions par la libre initiative des Compagnies, parmi eux 85.179 étaient au régime des pensions accordées directement par les exploitants et 19.690 au régime du livret individuel.

Dans les districts où les exploitations étaient anciennes et où la population travaillait aux mines depuis de nombreuses années (Gard, Lozère, Centre), on avait très naturellement, pour accorder les pensions, posé la double condition de 55 ans d'âge et de 25 ou 30 ans de service.

Au contraire, dans les districts du Nord et du Pas-de-Calais où l'exploitation n'avait pris un rapide essor que dans les 20 dernières années et où le personnel s'était constitué par embauchage d'ouvriers d'âge très divers et dépassant souvent 35 et parfois 40 ans, les Compagnies s'étaient gardées de poser une durée de service prolongée ».

Parmi les caisses de secours et de retraites fonctionnant avant 1894 on peut citer dans le bassin du Nord : celles d'Anzin, Aniche, Vicoigne, Azincourt, l'Escarpelle, Douchy ; dans le Pas-de-Calais : Lens, Courrières et Liévin ; dans la Saône-et-Loire : Blanzy ; dans le Gard : Bessèges.

Les œuvres sociales de la Compagnie des Mines de Bessèges étaient assez développées.

De 1843 à 1872, il n'existait à la Compagnie de Bessèges qu'une seule caisse prenant à sa charge tous les services de secours et de prévoyance, pour les malades, les blessés, les invalides et leurs familles.

De 1872 à 1887, on organise 2 caisses. Enfin, en 1887, les services sont remaniés complètement et la prévoyance sociale est assurée par 3 organismes distincts :

- a) la Caisse des malades ;
- b) la Caisse des accidents ;
- c) la Caisse des retraites.

La plupart des Caisses fonctionnaient avec une retenue sur les salaires et une participation de l'exploitant.

b) CRITIQUE DU SYSTÈME

La création des diverses Caisses de secours ou de retraites n'avait pas été suivie dans toutes les exploitations. Le nombre des institutions était insuffisant. Quant à celles qui fonctionnaient, de nombreuses critiques étaient formulées à leur égard qui étaient de 4 ordres différents ⁽¹⁾.

1° *Diversité des règlements*

Certaines caisses étaient alimentées conjointement par les ouvriers et par les patrons, d'autres par les uns et non par les autres; parfois les caisses de retraites et les organismes de secours se confondaient; le service des prestations était confié à une caisse spéciale ou bien à une Compagnie d'assurances. Enfin les retenues et les taux de la retraite variaient d'une caisse à l'autre dans des proportions considérables.

2° *Dépendance des caisses vis-à-vis des Compagnies minières*

La sujétion des organismes de prévoyance sociale vis-à-vis de la Société exploitante était presque complète, le conseil de la caisse se confondant la plupart du temps avec celui de la Société industrielle; en tout

(1) Cf. L. Chaudié. Les retraites des ouvriers mineurs. *Thèse, Paris*, 1907.

cas, le directeur en était à peu près régulièrement le président et exerçait une influence prépondérante sur les ouvriers membres du conseil, soigneusement choisis par lui.

En outre, le sort financier de la Caisse était intimement lié aux aléas commerciaux de l'entreprise ainsi que l'avait montré la faillite des Compagnies de Terrenoire et de Bessèges qui avait entraîné l'arrêt des opérations de la Caisse de secours et de retraites.

3° Mauvaise situation financière des Caisses

La plupart de ces organismes étaient dans une situation financière peu brillante. Sauf dans les dix Compagnies qui avaient adopté le système du livret individuel avec versement à la Caisse Nationale des Retraites, le déficit était partout. Pas de fonds de réserve, dans ces organismes d'assurances sur la vie, base des institutions de cet ordre. Les Caisses, comme on l'a dit, présentaient un remarquable exemple d'« imprévoyance dans la prévoyance ».

4° Clause de déchéance

La clause de déchéance constituait un énorme inconvénient pour les ouvriers. Tout ouvrier quittant volontairement la Compagnie ou qui en est renvoyé perd tous droits à la retraite. Cette stipulation rivait ainsi le personnel à l'entreprise.

II. — Les caisses de secours et de retraites de la Loi du 29 Juin 1894

C'est pour tenir compte de ces nombreuses critiques et de ces inconvénients qu'a été promulguée la loi du 29 juin 1894.

Celle-ci instaure, pour toute la corporation minière, un régime complet d'assurances sociales, plus de trente ans avant le système général que nous possédons aujourd'hui pour la majorité des salariés.

Cette loi fondamentale ne fut cependant obtenue qu'après une forte lutte des travailleurs du sous-sol.

Des précédents législatifs nombreux avaient posé les principes de la loi. Ce sont les propositions de MM. Nadaud (11 décembre 1879), Brossard (11 décembre 1880), Rayneau et Gilliot (21 novembre 1882); Brousse (30 novembre 1882), Waldeck Rousseau (30 novembre 1882), Chavanne et Girodet (13 mars 1883).

La loi elle-même, votée par la Chambre le 5 juillet 1889, renvoyée au Sénat le 12 juillet 1889, ne fut définitivement votée que le 9 juin 1894, pour être promulguée le 29 juin 1894 sous la pression des trois grèves des bassins du Nord et du Pas-de-Calais en 1889, 1891 et 1893.

a) ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Personnel assujetti. — Il comprend les exploitants de mines, les ouvriers et employés de ces exploitations. Ceux dont les appointements dépassent 2.400 fr.

ne bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la loi.

La loi pose le principe de l'obligation et prévoit deux organismes distincts :

- 1° les organismes destinés à payer les pensions;
- 2° les caisses de secours.

1° *Pensions de Retraites*. — Elles sont constituées par un versement mensuel de 4 % du salaire des ouvriers ou employés dont moitié à prélever sur le salaire et moitié à fournir par l'exploitant lui-même.

Ces prélèvements sont remis à la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse ou à des caisses syndicales ou patronales de retraites autorisées par le Gouvernement. Ils sont inscrits sur un livret individuel au nom du bénéficiaire, à capital aliéné ou à capital réservé.

A 55 ans, les titulaires du livret perçoivent la rente produite par la capitalisation à leur compte individuel.

2° *Société de secours*. — L'article 6 de la loi de 1894 prévoit que :

« La Caisse de chaque Société de secours sera alimentée par :

1° un prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier ou employé dont le montant sera fixé par le Conseil d'administration de la Société sans pouvoir dépasser 1,50 %...

2° un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers ou employés... »

L'article 7 de la même loi décide que :

« Les Statuts des Sociétés de secours doivent fixer :

1° la nature et la quotité des secours et des soins à donner aux membres participants que la maladie ou des infirmités empêcheraient de travailler;

2° en cas de décès des membres participants, la nature et la quotité des subventions à allouer à leurs familles ou ayants droit.

Les Statuts peuvent autoriser l'allocation de secours en argent et de soins médicaux et pharmaceutiques aux femmes et enfants des membres participants et à leurs ascendants... »

Administration. — Elle est assurée par un Conseil de neuf membres au moins dont le tiers sera nommé par l'exploitant, et le reste par les ouvriers et employés.

b) CRITIQUE DU SYSTÈME

La loi n'a pas été également heureuse dans la constitution des deux organismes.

Les Sociétés de secours ont donné de bons résultats et tous les intéressés ont été unanimes à reconnaître le bien-fondé de l'institution. Une statistique de 1904 indique que 199 Sociétés fonctionnant à cette époque dans 33 départements ont groupé 193.548 participants, dont 186.556 ouvriers et 6.992 employés. En fait, la presque totalité du personnel fait partie des Sociétés de secours. Le nombre des malades a été de 128.722 soit 66 % des sociétaires, le nombre de jours de maladie a été de 2.188.652, soit 17 jours en moyenne par malade.

L'établissement des Caisses de retraites a été beaucoup moins bien accueilli.

Tout d'abord, l'échéance lointaine à laquelle les ouvriers voyaient la réalisation de leurs droits et la précarité de la retraite ainsi obtenue semblaient aux jeunes ouvriers hors de proportion avec les sacrifices que l'on exigeait d'eux. Quant aux vieux ouvriers le peu d'annuités versées par eux ne leur permettaient d'obtenir qu'une pension dérisoire.

Les lois de finances du 31 mars 1903, du 17 avril 1906 et du 27 février 1912 avaient essayé de pallier à ce dernier inconvénient, en décidant l'inscription annuelle de crédits au budget de l'Etat en vue d'accorder des majorations aux ouvriers titulaires de pensions d'âge ou d'invalidité de plus de 50 fr. par application du titre IV de la loi de 1894, et des allocations à l'âge de 55 ans aux ouvriers justifiant de 30 années au moins de services dans les mines; ces majorations et allocations étant réversibles sur la tête du conjoint non remarié.

Mais les deux critiques les plus sérieuses furent adressées au système du livret individuel et à celui du partage entre conjoints.

Le livret individuel est parfait en théorie puisque les versements effectués au nom de l'ouvrier à un organisme central lui garantit, malgré des déplacements fréquents, une pension proportionnelle aux annuités constituées.

Mais la procédure d'emploi offre par sa complexité des inconvénients dus aux changements d'employeur. Deux ans après la mise en application de la loi le nombre des livrets en souffrance atteignait 16.000.

Le système du partage entre conjoints offre des dif-

ficultés d'un autre ordre. Pour jouir de la retraite complète, il faut que les deux conjoints arrivent tous deux à l'âge légal; si la femme prédécède, son mari n'a plus droit qu'à une partie de la pension. Enfin le célibataire par ce régime se trouvait avantagé, ce qui encourageait le célibat ou l'union libre, résultat que la loi n'avait certes pas cherché.

La loi du 29 juin 1894 n'était pas parfaite, bien que marquant un incontestable progrès social. Une vaste enquête entreprise en 1903 dans les milieux miniers fit ressortir que les desiderata des travailleurs pouvaient se résumer ainsi :

a) défiance inspirée par la Caisse Nationale des Retraites, organisme lointain échappant à tout contrôle des intéressés, et qui chaque année bénéficie de plusieurs millions, grâce aux nombreux livrets abandonnés par leurs titulaires;

b) désir de la gérance d'une caisse spéciale ou tout au moins admission de délégués ouvriers dans le Conseil d'administration;

c) rapport annuel sur la situation de la Caisse adressé aux syndicats ;

d) calcul des retraites d'après les données d'une table de mortalité professionnelle qui devait être plus rapide que la table de mortalité générale et surtout que la table de la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse à laquelle ouvriers et employés cotisaient en exécution de la loi du 29 juin 1894. La capitalisation devait donc donner sur les bases envisagées, de meilleurs résultats.

Ce sont ces diverses considérations appuyées par

des interventions énergiques des syndicats miniers et de leurs représentants au Parlement qui a amené le législateur à la création de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs par la loi du 25 février 1914 dont nous allons étudier les grands principes.

III. — La caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs (Loi du 25 Février 1914)

L'organisme créé par la loi du 25 février 1914 fonctionne actuellement sur des bases peu différentes de celles posées à sa fondation. Il nous suffira donc d'indiquer les principes fondamentaux qui le régissent puisque l'étude complète de la Caisse autonome sera étudiée dans le Chapitre III, Section II.

Principes et fonctionnement. — Le législateur fonde une Caisse autonome jouissant de la personnalité civile, chargée d'assurer grâce à des versements ouvriers et patronaux, des retraites de vieillesse, d'invalidité et l'allocation de secours divers.

L'administration est exercée par un Conseil de 18 membres élu un tiers par les ouvriers, un tiers par les exploitants, un tiers par l'Etat. Les membres élus pour quatre ans et rééligibles sont renouvelables par moitié tous les deux ans.

Les versements sont constitués par une somme de 2 % des salaires, à la charge exclusive des exploitants et 2 % à prélever sur la paye des ouvriers et employés. Toutefois ceux dont les appointements dépassent

sent 3.000 francs, ne bénéficient que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la loi.

Les versements sont inscrits sur un livret individuel au nom du bénéficiaire.

La gestion financière est confiée à la Caisse des Dépôts et Consignations qui effectue les placements que lui prescrit la Caisse autonome.

Les pensions sont accordées aux mineurs comptant cinquante-cinq ans d'âge et trente ans de services (dont 7.920 journées au minimum).

La retraite constituée est de 730 francs par an.

L'Etat verse en outre une allocation de cent francs par an aux ouvriers remplissant les conditions ci-dessus. La liquidation anticipée de la pension est rendue possible.

La grande innovation de la loi est le fonds spécial. Il introduit dans un régime de retraites basé sur la capitalisation, un élément de répartition qui s'accroîtra au fur et à mesure jusqu'à obtenir la prépondérance dans le système.

Le fonds spécial de majoration ou fonds de répartition est alimenté principalement par une retenue de 1 % effectuée sur les salaires de tous les ouvriers et employés des mines, une contribution patronale de même valeur, et une contribution forfaitaire de l'Etat qui ne pouvant être inférieure à 2 millions s'est élevée à 5.700.000 dès 1918. Ce fonds sert à compléter les retraites de certaines catégories d'ouvriers, à allouer des secours aux veuves, et à donner une retraite d'invalidité aux ouvriers atteints d'une incapacité de travail.

IV. — Les modifications de la législation de 1914 à 1930

L'évolution du régime posé par les deux lois fondamentales du 29 juin 1894 et du 25 février 1914 s'est poursuivie, sous la poussée des syndicats ouvriers, vers une augmentation du montant des cotisations entraînant un relèvement des pensions et vers une extension du nombre des bénéficiaires.

1° AUGMENTATION DES COTISATIONS

Sociétés de secours. — La loi du 24 décembre 1923 a augmenté la quotité des versements patronaux, qui auparavant étaient de 50 % de celle des ouvriers, pour la porter à 100 %.

La loi du 21 mars 1930 qui a porté de 1,50 % à 1,75 % le maximum de prélèvement sur les salaires des ouvriers, et augmenté en conséquence la cotisation patronale. Cette même disposition législative a autorisé un prélèvement de 0,25 % sur les salaires pour la fondation d'établissements d'hygiène.

On peut signaler, aussi l'abrogation de la faculté pour les Sociétés de secours de confier leur service à une Compagnie d'assurances.

Caisse autonome. — C'est dans son domaine que les changements ont été les plus marqués.

Sans vouloir citer les très nombreux textes qui sont venus augmenter d'un côté les ressources de la Caisse, de l'autre les retraites et allocations diverses dont elle assure le service, nous signalerons seulement la loi

du 24 décembre 1923 modifiée par les lois des 11 juillet 1925, 11 août 1926, 29 février 1928 et 16 avril 1929 dont les dispositions essentielles se résument ainsi.

Les ressources du fonds spécial de la Caisse, afin de faire face à des dépenses toujours accrues, sont augmentées de la manière suivante :

Le prélèvement sur le salaire de l'ouvrier ou de l'employé fixé par le Conseil d'administration, et qui ne pouvait dépasser 2 1/2 %, sera uniformément de 3 % à partir du 1^{er} juin 1929 et de 3,5 % à dater du 1^{er} janvier 1930.

Le versement patronal, égal à celui de l'ouvrier, est augmenté dans la même mesure.

La cotisation annuelle de l'Etat de 1 % sur les salaires jusqu'en 1930 passe à une somme de 4,5 % sur les salaires à dater du 1^{er} janvier 1930.

Le tableau ci-dessous donne une idée de l'augmentation des retraites depuis la création de la Caisse autonome.

Loi du 25 février 1914...	730 fr.
Loi du 29 mars 1919	970 fr.
Loi du 9 mars 1920	1.500 fr.
Loi du 24 décembre 1923.	2.000 fr.
Loi du 11 juillet 1925	2.500 fr.
Loi du 11 août 1926	3.000 fr.
Loi du 24 juillet 1927 ...	3.500 fr. pour 1927.
Loi du 29 février 1928 ..	3.500 fr. consolidé.
Loi du 30 mars 1928	3.750 fr. pour 1928.
Loi du 28 février 1929 ..	3.750 fr. jusqu'au 30 mai 1929.
Loi du 16 avril 1929	5.000 fr. à compter du 1 ^{er} juin 1929.

Les pensions des veuves suivent naturellement le même rythme d'accroissement, en même temps que les nouvelles catégories de bénéficiaires créées par les lois de 1914 à 1930 profitent dans des proportions sensiblement analogues des mêmes réajustements.

2° AUGMENTATION DU NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES

La loi du 9 mars 1920 (art. 4) prévoit l'attribution d'une retraite en faveur des ouvriers comptant 30 années de travail salarié, dont 15 au moins dans les mines; cette retraite (art. 5 de la même loi) est réversible sur la tête de la veuve. Une retraite est également accordée (art. 3 de la même loi) aux veuves d'ouvriers décédés avant l'âge de 55 ans s'ils comptent 30 années au moins de service à la mine. La loi du 9 mars 1920 (art. 8) prévoit, sous certaines conditions, l'assimilation des administrateurs de syndicats aux délégués mineurs, pour les obligations et les avantages de régime de retraite minière.

La loi du 30 avril 1920 étend le bénéfice de la législation de retraite minière aux ouvriers ardoisiers et à leurs veuves.

La loi du 24 décembre 1923 (art. 10b, 5°) supprime l'obligation de justifier de services salariés en dehors des mines pour les retraités proportionnels et leurs veuves; elle accorde des pensions (art. 10b, 6°) aux veuves dont les maris décédés avant l'âge de 55 ans, comptaient 15 années au moins de services à leur décès. Elle prévoit (art. 10b, 7°) de nouvelles catégories de veuves et d'orphelins susceptibles de bénéficier de l'allocation au décès. Enfin, elle crée (art. 2) la re-

traite d'invalidité en faveur des ouvriers atteints d'une incapacité de travail égale aux deux tiers.

La loi du 28 décembre 1923, envisage, sous certaines conditions, l'extension de toute la législation au profit des ouvriers et employés des industries annexes des mines.

La loi du 11 juillet 1925 (art. 4) améliore sur certains points la retraite d'invalidité, accorde (art. 1^{er}, 2^o) des majorations supplémentaires aux ouvriers comptant plus de 30 années de travail à la mine avant l'âge de 55 ans et prévoit (art. 6) des allocations renouvelables en faveur des orphelins des ouvriers mineurs âgés de moins de 12 ou 14 ans.

Cette étude de l'évolution des organismes de prévoyance sociale dans les mines nous a paru présenter un certain intérêt. Elle nous a montré les progrès accomplis, les perfectionnements apportés d'année en année, fruits de l'expérience financière des Caisses de secours et de retraites, les augmentations des prestations améliorant au fur et à mesure la situation des vieux travailleurs, des invalides, de leurs veuves et de leurs enfants.

Il importe à présent d'entrer dans un examen plus approfondi de ces institutions déjà trentenaires, d'en exposer le fonctionnement actuel et d'en apprécier les résultats.

CHAPITRE III

Le régime des Assurances sociales chez les mineurs

Deux organismes différents couvrent d'une manière que l'expérience a montré satisfaisante les divers risques (vieillesse, invalidité, maladie, grossesse, décès, charges de famille) auxquels est soumis l'ouvrier mineur. Ce sont :

- 1° le Sociétés de secours mutuels ou Caisses de secours ;
- 2° la Caisse autonome des ouvriers mineurs.

Section I. — Les Sociétés de Secours mutuels

Elles sont régies par la loi du 29 juin 1894 plusieurs fois remaniée sur des points de détails par les lois des 16 juillet 1896, 25 février 1914, 23 novembre 1918, 24 décembre 1923. Enfin la loi du 21 mars 1930 est venue apporter des modifications profondes à l'institution.

C'est l'organisme créé par ces dispositions que nous allons étudier.

Les deux principes fondamentaux sont l'obligation du personnel et la répartition des risques.

Personnel assujetti.

Les exploitants des mines et les ouvriers et employés de ces exploitations sont soumis aux obligations et jouissent des avantages de la législation protectrice. Les Statuts des Sociétés de secours stipulent généralement que par le fait même de son inscription au contrôle de la mine, l'ouvrier ou l'employé est considéré comme participant à la Société de secours.

Les employés et ouvriers dont les appointements annuels dépassent 15.000 francs ne bénéficient que jusqu'à concurrence de cette somme des dispositions de la loi.

La loi du 21 mars 1930, paragraphe 1^{er}, a augmenté les catégories de personnel assujetti : Elle assimile aux mines pour l'application de la présente loi :

1° les minières, ardoisières et carrières souterraines ou à ciel ouvert qui ont été ou seront assimilées aux mines par arrêté du Ministre du Travail et du Ministre des Travaux publics;

2° les industries annexes des exploitations minières qui ont fait ou feront l'objet d'un arrêté d'assimilation conformément à la loi du 28 décembre 1929;

3° les lignes de chemins de fer concédées à des compagnies minières, en ce qui concerne les agents agrégés à la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs.

Cotisations aux Caisses de secours.

La Caisse est alimentée, d'après la loi du 21 mars 1930, par :

1° un prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier et employé dont le taux sera fixé par le Conseil d'administration de la Société, sans pouvoir dépasser 1,75 % du salaire;

2° un versement de l'exploitant égal à celui des ouvriers et employés;

3° les sommes allouées par l'Etat sur les fonds de subvention aux Sociétés de secours mutuels;

4° les dons et legs;

5° le produit des amendes encourues pour infractions aux Statuts et de celles infligées aux membres participants par application du règlement intérieur de l'entreprise.

Une nouvelle ressource est encore possible, elle a été accordée par l'article 3, dernier alinéa, de la loi du 21 mars 1930.

« Un prélèvement supplémentaire exceptionnel de 0,25 % sur les salaires et un versement égal de l'exploitant pourront être autorisés en faveur d'une Caisse de secours ou d'une union de Caisses de secours, par décret rendu en Conseil d'Etat, sur la proposition du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, du Ministre des Travaux publics et du Ministre des Finances en vue d'une constitution d'un fonds spécial destiné à permettre la création d'établissements cliniques, curatifs ou prophylactiques ou de services centralisés ».

M. François Lefèvre, député, avait proposé que les

Sociétés de secours puissent créer des maisons de mutualité, des dispensaires d'hygiène sociale, des préventorias, des sanatorias, des cliniques chirurgicales et obstétricales, des hôpitaux, des maisons maternelles, des consultations pré-natales, des consultations de nourrissons, de gouttes de lait, et en général toutes œuvres de prophylaxie et d'hygiène, etc., etc.

La loi du 21 mars a réduit l'extension des Caisses de secours aux œuvres d'hygiène proprement dites.

Administration de la Société.

La Société est administrée par un Conseil composé de six membres au moins et de dix-huit au plus, dont les deux tiers sont élus au scrutin de liste par les ouvriers et employés dans les conditions prévues par l'article 10 de la loi du 21 mars 1930 et l'autre tiers désigné par l'exploitant.

Il sera procédé en même temps à la nomination d'un nombre égal de suppléants destinés à pourvoir aux vacances et au remplacement des administrateurs empêchés.

L'article 8 de la loi du 21 mars 1930 stipule que : si l'exploitant renonce, au moment d'une élection, à faire usage en tout ou partie de la faculté qui lui est réservée, les membres du Conseil non désignés par l'exploitant sont élus par les ouvriers et employés.

Les décisions prises par le Conseil ne sont valables que si plus des deux tiers des suffrages ont été exprimés ; néanmoins, les décisions sont prises à la majorité quel que soit le nombre des suffrages exprimés.

Le Conseil nomme parmi ses membres un président, un secrétaire, un trésorier.

Renouvellement du Conseil. — L'article 10 de la loi du 21 mars 1930 précise que « les administrateurs et suppléants sont nommés pour six ans et renouvelables par moitié tous les trois ans. Le tour de rôle des administrateurs et suppléants sortants sera établi lors de la première réunion du Conseil d'administration par voie de tirage au sort.

Electorat. Eligibilité.

Sont électeurs tous les ouvriers et employés français jouissant de leurs droits politiques, âgés de 21 ans, inscrits sur la feuille de la dernière paye.

Sont éligibles, à la condition de savoir lire et écrire, et en outre de n'avoir jamais encouru de condamnations, aux termes des dispositions de la loi du 21 mars 1930, soit de la loi du 21 avril 1810, et du décret du 3 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code Pénal les électeurs âgés de 25 ans accomplis ayant été occupés dans une exploitation française depuis cinq années au moins, dont deux dans celle à laquelle se rattache la Société de secours où ils sont candidats. Sont également électeurs et éligibles les délégués-mineurs et leurs suppléants (loi du 21 mars 1930, article 9).

Le vote a toujours lieu au scrutin de liste un dimanche. Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart du nombre des électeurs inscrits.

Au deuxième tour de scrutin auquel il doit être procédé le dimanche suivant, la majorité relative suffit. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu (loi du 21 mars 1930, article 10).

Contestations sur les élections.

Les contestations sur la formation des listes et sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de quinze jours à dater de l'élection, devant le juge de paix de la commune où les opérations ont eu lieu.

La décision du juge de paix est en dernier ressort, mais elle peut être déférée à la Cour de Cassation.

Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Soins et allocations.

Le législateur prévoit dans l'article 4 de la loi du 21 mars 1930 que les Statuts des Sociétés de secours doivent fixer :

1° la nature et la quotité des secours ou des soins à donner aux membres participants que des maladies, blessures ou infirmités auxquelles ne s'appliquerait pas la législation sur les responsabilités des accidents du travail, empêcheraient de travailler;

2° la nature et la quotité des secours à allouer, en cas de décès des membres participants, à leurs familles ou ayants droit.

Les Statuts peuvent autoriser l'allocation de secours en argent et de soins médicaux et pharmaceutiques aux femmes et aux enfants des membres participants et à leurs ascendants. Ils peuvent aussi pré-

voir des secours journaliers en faveur des femmes et des enfants des sociétaires appelés à accomplir une période obligatoire d'instruction militaire, des allocations exceptionnelles et renouvelables en faveur des veuves ou des orphelins d'ouvriers ou employés décédés après avoir participé à la Société de secours;

3° les conditions de la dissolution volontaire de la Société et les bases de la liquidation à intervenir.

Il résulte des dispositions de la loi que la quotité des allocations et des soins ainsi que la qualité des bénéficiaires varient suivant les Sociétés de secours mutuels. Toutefois les Caisses de secours des grandes Compagnies houillères accordent des prestations sensiblement équivalentes.

Généralement, le Conseil d'administration est chargé d'organiser le service médical et pharmaceutique. Il peut, à cet effet, passer chaque année des conventions avec les médecins, pharmaciens, sages-femmes, directeurs d'hôpitaux et d'hospices et autres établissements ainsi qu'avec l'exploitant et rédiger les instructions et règlements nécessaires au bon fonctionnement de ces services.

La Société de secours des mines de Lens accordait en 1929 les avantages suivants :

Assurance-maladie. — Tout sociétaire, reconnu par le médecin de la Société de secours incapable de travailler par suite de maladies ou d'infirmités, jouira gratuitement des soins médicaux et pharmaceutiques, dans les limites des règlements.

Il recevra à partir du troisième jour de la suspen-

sion du travail, une indemnité quotidienne fixée au tableau ci-après :

Mariés ou veufs avec enfants	7 fr.
Veufs sans enfant et célibataires de plus de	
20 ans.	7 fr.
de 18 à 20 ans	5 fr. 75
de 16 à 18 ans	5 fr. 25
de 14 à 16 ans	4 fr. 50
au-dessous de 14 ans et filles	4 fr.

Si le sociétaire est marié ou veuf, l'indemnité ci-dessus est majorée de un franc au maximum pour chacun de ses enfants âgés de moins de 13 ans et à sa charge.

Pendant toute la période de maladie entraînant suppression de salaire, la Société de secours versera au compte individuel du sociétaire participant à une caisse de retraites, une somme au moins égale à 5 % de l'indemnité de maladie qui lui sera personnellement payée.

Généralement, les Statuts prévoient un minimum de temps de cotisation à la caisse pour bénéficier des prestations qu'elle délivre.

Les soins et médicaments sont largement répartis dans la plupart des Sociétés de secours non seulement au cotisant lui-même, mais à sa famille ; ce qui donne lieu parfois à des abus.

Aux Mines de Lens : les femmes, enfants et ascendants des membres participants ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques lorsqu'ils sont à la charge du sociétaire et habitent avec lui.

Peuvent recevoir les mêmes soins :

1° les ouvriers et employés de la Société des Mines de Lens pensionnés, ainsi que leurs femme et enfants, quand ils sont à leur charge et habitent avec eux;

2° les veuves des sociétaires attachés, au moment de leur décès depuis un an aux Mines de Lens, ainsi que leurs enfants, quand ils sont à leur charge et habitent avec elles;

3° les orphelins de père et mère ayant moins de 13 ans révolus, des sociétaires attachés au moment de leur décès, depuis un an au moins à la Société des Mines de Lens.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, les bénéficiaires qui ne cotisent pas et qui obtiennent des soins et des médicaments sont très nombreux.

Enfin, il est souvent décidé que sur avis du médecin de la Société, le cotisant ou ses ayants droit, les veuves, les orphelins et les pensionnés pourront être envoyés dans un hôpital ou dans un établissement spécial pour y être traités aux frais de la Caisse de secours.

Dans ce cas, l'indemnité quotidienne n'est pas perdue; une quotité de cette somme peut être allouée à la famille sur la décision du Conseil d'administration.

Maternité. Primes de naissance.

Les frais inhérents à l'accouchement sont couverts par l'assurance maladie. Mais en outre des secours extraordinaires sont souvent accordés.

De nombreuses Caisses de secours versent des primes de naissance à partir d'un certain nombre d'enfants dans la famille,

A Lens, il est alloué :

50 fr. pour une naissance portant le nombre des enfants vivants de la famille à	3
60 fr. pour une naissance portant le nombre des enfants vivants de la famille à	4
75 fr. pour une naissance portant le nombre des enfants vivants de la famille à	5
90 fr. pour une naissance portant le nombre des enfants vivants de la famille à	6
100 fr. pour une naissance portant le nombre des enfants vivants de la famille à	7 et plus

En cas de naissance double, le secours est cumulé.

Secours divers. — Dans la mesure des fonds disponibles, des secours renouvelables mensuellement sont accordés aux veuves, enfants et orphelins de moins de 13 ans révolus et aux ascendants de certains membres participants. Ceux-ci sont, en réalité, modiques : un franc par jour pour la veuve et les ascendants, 0 fr. 50 par enfant.

Les familles des militaires appelés à faire une période militaire comme réservistes peuvent obtenir des secours variant de 1 fr. 50 à 5 fr. par jour.

Décès. — Les indemnités sont très variables suivant les Sociétés de secours.

A *Dourges*, le secours ne dépasse pas 50 francs pour les grandes personnes et 25 francs pour les enfants de moins de 13 ans.

A Lens, il s'échelonne de 80 à 200 francs, et en outre la Caisse règle les frais funéraires.

Contrôle des malades et secourus. — Il est exercé par le médecin et par les membres du Conseil d'ad-

ministration. Durant la maladie, il est interdit au cotisant de se livrer à aucun travail.

Comptabilité. Statistique. Contrôle administratif.

La comptabilité et les registres statistiques sont tenus par les soins du trésorier et du secrétaire sous la surveillance du président. Le contrôle est exercé par les agents désignés par le Préfet.

La loi du 21 mars 1930 prévoit dans son article 13 la communication des livres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature au Préfet et aux Ingénieurs des Mines.

Les Sociétés adressent chaque année, par l'intermédiaire du Préfet, au Ministre chargé de la Prévoyance sociale et dans les formes déterminées par son administration, le compte rendu de leur situation financière et un état des cas de maladie, ou de mort éprouvés par les participants dans le courant de l'année.

Placement de fonds. — Les Sociétés de secours devaient, aux termes de l'article 16 de la loi de 1894, déposer à la Caisse des dépôts et consignations les sommes excédant leurs besoins. Elles peuvent, depuis la loi du 21 mars 1930, article 14, effectuer leurs placements de la manière suivante :

en dépôt aux Caisses d'Epargne, à la Caisse des dépôts et consignations, en rentes sur l'Etat, bons du Trésor ou autres valeurs, créées ou garanties par l'Etat,

en obligations du département et des communes, du Crédit Foncier de France.

Enfin, les Sociétés de secours peuvent être autorisées par décret en Conseil d'Etat, à acquérir les immeubles nécessaires à l'installation de leurs services.

A la fin de chaque année, le Conseil d'administration fixe, sur les excédents disponibles, les sommes à laisser dans la Caisse pour en assurer le service et celles à employer. Ce placement est effectué par le Conseil d'administration dans le délai d'un mois, sous la responsabilité solidaire de ses membres sans préjudice, le cas échéant, de l'application de l'article 408 du Code Pénal.

Le total de la réserve ne peut dépasser le double des recettes de l'année.

Sanction à l'inexécution des Statuts ou violation de la loi.

Dans ces deux cas, la dissolution du Conseil d'administration peut être prononcée par le Ministre chargé de la Prévoyance sociale, après avis du Conseil général des Mines, sans préjudice de la responsabilité civile ou pénale encourue par les administrateurs.

Les électeurs devront être réunis pour procéder à la nomination du nouveau conseil, au plus tard dans un délai de deux mois. Dans l'intervalle, la Caisse sera gérée par un délégué du Préfet.

Union des Sociétés de secours.

Il peut être établi entre les Sociétés de secours, en conservant d'ailleurs à chacune d'elles son autonomie, des unions se proposant la création des établissements

visés à l'article 3, paragraphe 2, de la loi du 21 mars 1930.

Dissolution de la Société.

Les cas de dissolution sont prévus par les Statuts de chaque Caisse ainsi que le mode de liquidation et de partage des biens de la Société.

Il est généralement stipulé que la dissolution peut être demandée en cas de modifications apportées à la délimitation de la circonscription de la Caisse. Elle est prononcée par une assemblée convoquée à cet effet.

La dissolution est de droit en cas de suspension définitive des travaux.

Au cas où la dissolution est décidée, le Conseil d'administration donne connaissance du vote au Président du Tribunal de l'arrondissement, qui désigne un liquidateur.

Après paiement de toutes les charges, l'actif disponible est réparti entre les membres au jour de la dissolution, au prorata de leurs années de participation à la Société de secours, pour être transmis à celles des Sociétés auxquelles seront affiliées ceux des membres qui continueront à travailler dans les établissements soumis à la présente loi et pour être versé à la Caisse des retraites, au livret individuel de ceux des membres qui cesseraient d'y être soumis.

Les Sociétés de Secours des Mineurs

TABLEAU SYNOPTIQUE

<i>Prestations :</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Salarié au-dessous de 15.000 fr.} \\ \text{Au-dessus assujetti à concurrence} \\ \text{de 15.000 fr.} \end{array} \right.$	
<i>Assujettis :</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Salarié: 1, 75 \% maxi-} \\ \text{mum (+0,25 \% ex-} \\ \text{ceptionnel).} \\ \text{Patron : 1, 75 \% maxi-} \\ \text{mum (+ 0,25 \% ex-} \\ \text{ceptionnel).} \end{array} \right.$	3,50 (+0,50)
<i>Cotisations :</i>	$\left\{ \begin{array}{l} \text{Maladie: Soins médicaux et phar-} \\ \text{maceutiques intégralement (y} \\ \text{compris les membres de la fa-} \\ \text{mille).} \\ \text{Indemnité: 4 fr. à 7 fr. par jour.} \\ \text{Versement à la Caisse autonome} \\ \text{(5 \% de l'indemnité quotidienne).} \\ \text{Maternité : Accouchement : assu-} \\ \text{rance-maladie.} \\ \text{Primes naissance: 50 fr. à 100 fr.} \\ \text{Décès : Indemnités: 50 fr. à 200 fr.} \\ \text{Secours divers: Veuves, orphelins,} \\ \text{réservistes.} \end{array} \right.$	

Section II — La caisse autonome de retraites

C'est le second grand organisme des Assurances Sociales dans les Mines.

A l'exception de la maladie, garantie par les Sociétés de secours existant dans la plupart des exploitations minières, et des accidents du travail à la charge de l'exploitant, la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs couvre tous les autres risques auxquels est exposé le travailleur, savoir : la vieillesse, l'invalidité, la mort.

L'institution est régie par la loi du 25 février 1914 qui a établi le statut fondamental de la Caisse. Celui-ci a été modifié successivement par les lois du 9 mars 1920, 6 août 1920, 20 juillet 1921, 24 décembre 1923, 11 juillet 1925, 11 août 1926, 29 février 1928, 16 avril 1929. Ces dispositions législatives ont principalement porté sur une amélioration des pensions et des prestations.

§ 1. — PRINCIPES DU FONCTIONNEMENT ET CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI

Principes du fonctionnement.

L'organisation des retraites repose à la fois sur les principes opposés de la capitalisation et de la répartition qui, par empirisme, arrivent à jouer simultanément d'une façon parfaitement logique, au moyen

du fonds d'assurance et du fonds spécial de répartition.

Le deuxième principe est que l'assurance des mineurs est obligatoire pour tous les ouvriers ou employés de mine ou de carrière d'ardoise.

La procédure d'affiliation à la Caisse autonome est réglée par les articles 22 et suivants, du décret du 13 juillet 1914 portant règlement général pour l'application de la loi du 25 février 1914.

L'ouvrier, lors de son entrée à l'exploitation minière doit, s'il n'est pas déjà inscrit à la Caisse autonome, fournir à l'employeur un acte de l'état civil ou un acte de notoriété pour fixer son identité exacte (art. 22, § 1, du décret du 13 juillet 1914).

L'exploitant doit demander l'inscription de l'ouvrier à la Caisse dans les 10 premiers jours du trimestre qui suit celui dans lequel l'ouvrier est entré à son service.

La Caisse autonome ouvre sous un numéro spécial, un compte individuel au nom de l'assuré et lui établit sous le même numéro, un livret individuel (art. 27, § 1, du décret).

Si l'assuré est déjà inscrit au moment de son embauchage, il se borne à remettre à son nouvel employeur, le certificat d'inscription que son dernier employeur a dû lui remettre à son départ.

Champ d'application de la loi.

Le régime des retraites des ouvriers mineurs s'applique aux seuls salariés (ouvriers et employés) des

exploitations minières, c'est-à-dire liés à leur employeur par un contrat de travail.

Une circulaire du Ministre des Travaux publics du 30 juin 1894, rendue en exécution de la loi du 29 juin 1894, a précisé les catégories de salariés auxquelles s'applique le régime qui était en principe réservé aux ouvriers mineurs; de nombreuses lois en ont par la suite étendu le champ d'application.

Sont obligatoirement assujettis, d'après la circulaire ministérielle :

1° tous les ouvriers du fond;

2° les ouvriers du jour occupés dans les opérations accessoires se rattachant légalement à l'extraction proprement dite ou s'exécutant dans des lieux, ateliers ou chantiers qui forment des dépendances légales de la mine en droit minier français;

3° les employés occupés à l'extraction, depuis l'Ingénieur en chef jusqu'aux surveillants;

4° les employés de bureau dont les écritures, les bureaux ou les occupations les rattachent directement sur place à l'exploitation proprement dite de la mine ou aux opérations accessoires qui y sont assimilées.

Des lois successives ont ajouté à ces salariés:

1° Facultativement, en application de la loi du 2 avril 1906, les délégués préposés à la sécurité des ouvriers mineurs: leur affiliation a été rendue obligatoire depuis le 1^{er} septembre 1914, par la loi du 25 février 1914, article 12.

2° Obligatoirement, en application de l'article 8 de la loi du 9 mars 1920, les administrateurs de syndicats ou d'unions de syndicats d'ouvriers et d'employés de mines.

3° Obligatoirement les ouvriers du fond et du jour et les employés des carrières d'ardoise (loi du 30 avril 1920).

4° Obligatoirement les ouvriers et employés des industries annexes des mines, gérées par les exploitants de mines et ayant fait l'objet d'un arrêté interministériel d'assimilation (art. 1^{er}, loi du 28 décembre 1923).

5° Facultativement et sous certaines conditions insérées à l'article 2 de la loi du 28 décembre 1923, certains ouvriers occupés dans des établissements annexes de la mine n'ayant pas fait l'objet d'un arrêté d'assimilation, ou ayant cessé d'être gérés par des exploitants de mine.

6° Obligatoirement les employés rétribués des Sociétés de Secours (art. 7 de la loi du 11 juillet 1925).

Tout ouvrier ou employé entrant dans les catégories d'assujettis obligatoires doit, quelle que soit la durée de son travail, quelle que soit la dénomination sous laquelle il est embauché, être soumis à la législation minière.

Le régime s'applique sans distinction de sexe, ni d'âge, ni de nationalité. La loi du 9 mars 1920 dans son article 10 a prévu qu'un salaire maximum serait fixé jusqu'au maximum duquel les salariés seraient assujettis. Le Conseil d'administration de la Caisse autonome en a fixé le chiffre à 12.000 francs.

La loi n'est pas applicable aux colonies et aux pays de protectorat, ni à l'Alsace-Lorraine soumise à un régime particulier.

§ 2. — RISQUES COUVERTS ET PRESTATIONS

La Caisse assure les ouvriers mineurs contre l'invalidité, la vieillesse et le décès. La caractéristique du système est de faire dépendre les prestations de la durée des services et non de l'importance des salaires perçus par l'assuré.

A. — ASSURANCE-INVALIDITÉ

a) *Définition de l'invalidité indemnisée et détermination du degré d'invalidité*

L'invalidité est définie réglementairement. Il suffit, d'après l'article 1^{er} de la loi du 24 décembre 1923, que l'ouvrier soit atteint d'une incapacité de travail minier ou autre. Pour peu que le salarié puisse être embauché dans les mines ou en dehors des mines, il n'est pas considéré comme invalide.

L'incapacité doit être des deux tiers, c'est-à-dire que l'intéressé doit être incapable de gagner dans une profession quelconque un salaire de plus du tiers de celui qu'il gagnait normalement avant son invalidité.

Il n'est pas nécessaire que l'invalidité du malade soit permanente puisque la loi du 24 décembre 1923, article 2, organise le retrait de la pension en cas d'amélioration. L'article 2 de la même loi indique que ne donnent pas lieu à pension d'invalidité :

1° les maladies ou blessures rentrant dans les cas prévus par la loi de 1898 sur les accidents du travail;

2° les maladies, blessures et infirmités résultant soit d'une faute intentionnelle, soit d'un crime ou

d'un délit commis par l'ouvrier ou l'employé.

La détermination du degré d'invalidité a été minutieusement réglée par les articles 4 et suivants du décret du 9 septembre 1924.

Le médecin traitant l'ouvrier établit un certificat indiquant la nature, la date de début de la maladie, l'incapacité de travail et sa durée probable. Cette pièce est envoyée au médecin de la Caisse de Secours qui examine le requérant et établit un rapport au médecin de la Caisse autonome. Celui-ci, sans examen du malade et sur le vu des pièces transmises, décide si à son avis le degré d'incapacité exigé par la loi pour l'attribution des pensions d'invalidité (art. 7, § 1) est atteint.

Au cas de difficulté sur le taux d'incapacité provenant des appréciations du médecin traitant, de celui de la Caisse de secours ou de la Caisse autonome, un nouveau médecin peut être appelé à donner son avis. Il fournit un rapport au Conseil d'administration de la Caisse autonome qui statue sur l'incapacité de l'intéressé.

Le degré d'incapacité est déterminé par un barème prévu par le décret du 9 septembre 1924. Celui-ci n'a pas été dressé, un projet a été soumis au Ministère du Travail. En attendant, on utilise le barème des pensionnés de la guerre prévu par la loi de 1919.

b) Conditions d'attribution des prestations

L'article 1^{er} de la loi du 24 décembre 1924 exige trois conditions :

1° l'ouvrier ou l'employé doit avoir effectué 10 ans au moins de travail dans les mines françaises, représentant 2.640 jours de travail ou de maladie et avoir fait les versements légaux pendant cette période;

2° il doit avoir accompli 500 journées de travail effectif durant les deux années qui ont précédé le début de la maladie ou la survenance de l'infirmité ou de l'accident qui ont entraîné l'incapacité de travail;

3° il doit enfin avoir reçu pendant 6 mois les soins de la Société de secours à laquelle il est affilié.

c) Nature et montant des prestations

Il y a lieu de distinguer deux cas :

1° pendant une période de 5 ans (art. 2, § 1^{er} de la loi du 24 décembre 1923) commençant à l'expiration du sixième mois de maladie, l'assujetti a droit à une allocation mensuelle de 300 fr. Cette prestation est à la charge de la Caisse autonome pour 230 fr. et de la Caisse de secours pour 70 fr. La part à la charge de la Caisse autonome est avancée par la Caisse de secours qui surveille par son intervention plus immédiate que celle de la Caisse autonome l'état des invalides temporaires;

2° à l'expiration de ces 5 années, si l'intéressé n'a pas atteint l'âge de 55 ans, il a droit à une pension annuelle de 3.600 fr., formée :

d'une part, de la liquidation anticipée de la rente inscrite au compte individuel d'assurance de l'intéressé à la Caisse autonome;

d'autre part, d'une majoration à la charge du fonds spécial de ladite Caisse.

Si l'invalidé atteint l'âge de 55 ans avant l'expiration de la cinquième année qui suit l'invalidité, il est procédé à la liquidation de sa pension de vieillesse. Si la cinquième année échoit avant ses 55 ans, sa pension est consolidée.

Quel changement survient-il dans le taux de la pension si l'invalidité varie ?

Lorsque l'invalidité augmente le montant de la pension reste le même, puisque le pourcentage d'invalidité est uniforme ($2/3$). Au contraire, si l'amélioration de l'état de l'intéressé, lui rend une capacité de plus du $1/3$, la loi du 24 décembre envisage le retrait de la pension. L'invalidé doit se soumettre dans ce but aux visites médicales des Caisses de secours et de la Caisse autonome.

B. — ASSURANCE-VIEILLESSE

a) *Conditions d'attribution des pensions*

L'âge d'entrée en jouissance des pensions est 55 ans (art. 6, § 1^{er} de la loi du 25 février 1914). Alors, le compte d'assurance de l'intéressé est arrêté, en vue de la liquidation de la rente produite par les versements qui y sont inscrits, et aucun autre versement ne peut plus y être opéré.

Toutefois l'article 6, alinéa 2, de la loi du 25 février 1914, prévoit que les ouvriers encore occupés à la mine à 55 ans, et qui ne comptent pas 30 années de service ont le droit de continuer à verser au fonds d'assurance, soit jusqu'à ce qu'ils réunissent cette durée de service, soit seulement jusqu'à ce qu'ils réu-

nissent une durée de service supérieure à celle dont ils justifiaient à l'âge de 55 ans, en vue d'obtenir dans l'un et l'autre cas une pension plus élevée que celle qu'ils auraient obtenue à cet âge. La liquidation de leur pension est alors ajournée jusqu'au jour où les intéressés présentent leur demande.

L'ouvrier pensionné peut continuer à travailler à la mine, toutefois il verse le même pourcentage que l'ouvrier en cours d'acquisition de pension et cette retenue ainsi que celle de l'employeur sont versées au fonds de majoration (art. 2, § 2, de la loi du 11 août 1926); car le compte d'assurance de l'intéressé est clos du jour de la liquidation de sa pension.

b) Montant des pensions

Il est facteur du nombre d'années de services accomplis et il faut distinguer nettement deux cas:

1° L'ouvrier compte moins de 15 ans de services.

2° L'ouvrier compte plus de 15 ans de services.

1° L'ouvrier compte moins de 15 ans de services. —

Dans ce cas, la pension se compose uniquement des rentes correspondant aux versements faits au compte ouvert au nom des intéressés. Ces rentes dépendent de l'âge des intéressés au moment des versements, de l'importance de ces versements et du taux des tarifs appliqués à l'époque des versements.

2° L'ouvrier compte plus de 15 ans de services. —

La pension dépend uniquement dans ce cas du temps de travail à la mine et non du montant des salaires.

Le calcul du temps de travail est prévu par l'article 10d, § 3 et 4, de la loi du 25 février 1914 : « Les

périodes de travail effectuées par les intéressés... entrent en ligne de compte pour leur durée effective sous réserve que la moyenne des journées de travail pour l'ensemble de ces périodes corresponde à 264 jours par an ». Pour les délégués-mineurs, la moyenne annuelle des journées de travail est de 240.

La loi du 25 février 1914, art. 10d, § 3, assimile aux périodes de travail effectif le temps de chômage pour blessure ou maladie.

Les temps de service n'entrent en ligne de compte que s'ils sont « contrôlés au moyen des versements effectués au compte individuel d'assurance des intéressés à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse ou à la Caisse autonome » (art. 10d, § 1, de la loi du 25 février 1914).

Ce principe souffre des exceptions importantes découlant des lois des 7 avril 1918, 31 juillet 1925, 25 janvier 1928.

Ces lois prévoient que :

1° les ouvriers mineurs et ardoisiers occupés dans les mines ou ardoisières au moment de leur mobilisation, au cours de la guerre 1914-1918, bénéficient d'une dispense de versements pour leur période de mobilisation;

2° les ouvriers mineurs et ardoisiers occupés dans des mines et ardoisières dont l'exploitation a dû être arrêtée en raison de l'invasion étrangère ou de la proximité des lignes ennemies, bénéficient d'une dispense de versements pour les périodes durant lesquelles ils ont séjourné en territoire envahi ou en France non occupée, lorsqu'ils ont été évacués.

*c) Eléments constitutifs de la pension payée
pour plus de 15 ans de services*

L'article 10b, 2°, alinéas 2 et 3, de la loi du 25 février 1914, mentionne deux éléments constitutifs de la pension :

1° les pensions de base;

2° la majoration servie par la Caisse autonome.

1° Les pensions de base comprennent, soit les pensions dues par les Compagnies minières en vertu de la loi du 29 juin 1894, soit les rentes de la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse, constituées aux ouvriers en application de l'article 2 de la loi du 29 juin 1894, soit des rentes de la Caisse autonome constituées en application de l'article 4 de la loi du 25 février 1914.

2° La majoration servie par la Caisse autonome sur le fonds spécial sert à augmenter l'ensemble des pensions de base jusqu'aux chiffres de retraite obligatoire et qui varient selon les services miniers.

Ces retraites sont à partir du 1^{er} juin 1929 de 5.000 francs par an pour l'ouvrier comptant 30 ans de services. Si le retraité, âgé de 55 ans, n'a pas 30 ans de services, il a néanmoins droit à une rente annuelle décroissante qui varie de 1.500 fr. pour 15 ans de services à 4.470 fr. pour 29 années.

Le barème des pensions des ouvriers et veuves d'ouvriers comptant de 15 à 43 ans de services est donné dans les statistiques annexées au présent chapitre.

Enfin le chauffage gratuit accordé aux mineurs retraités pour vieillesse ou invalidité, ainsi qu'aux veu-

ves des mineurs, constitue pour les intéressés une augmentation de la retraite.

C. — ASSURANCE-DÉCÈS OU ASSURANCE DES SURVIVANTS

Il y a lieu de distinguer deux sortes de prestations au cas de décès : les indemnités payées une fois pour toutes, c'est-à-dire non renouvelables, et les pensions.

a) *Indemnités non renouvelables*

Elles sont régies par les articles 10b, 7°, et 10c, § 1, de la loi du 25 février 1914, l'article 4, § 3, de la loi du 11 juillet 1925, l'article 2 de la loi du 29 février 1918 et attribuées à deux catégories d'ayants droit : les orphelins âgés de moins de 16 ans, et à leur défaut aux veuves des ouvriers.

1° Orphelins de moins de 16 ans. — Les orphelins de moins de 16 ans des ouvriers ou employés en cours d'acquisition de pension au compte individuel desquels a été inscrite une moyenne annuelle de 160 journées de travail ou de repos pour blessure ou maladie, ont droit (art. 10b, 7°, de la loi du 25 février 1914) à une allocation de :

200 fr. s'il existe un orphelin;

250 fr. s'il existe deux orphelins;

300 fr. s'il existe trois orphelins ou plus.

La même allocation est attribuée aux orphelins des ouvriers retraités de vieillesse ou d'invalidité pour 15 ans de services.

Cette prestation est portée à 700 fr. :

a) pour les orphelins d'ouvriers au compte indivi-

duel desquels sont inscrites pour les 3 années qui ont précédé le début de la maladie ou de l'accident qui ont entraîné la mort du père, 792 journées de travail ou de repos pour blessures ou maladie (art. 2a, de la loi du 29 février 1928);

b) pour les orphelins des ouvriers bénéficiaires d'une allocation mensuelle d'invalidité (art. 2b de la même loi);

c) pour les orphelins des ouvriers ayant effectué 30 ans de services, bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou d'invalidité (art. 2c de la même loi).

L'allocation est augmentée de 100 fr. par enfant de moins de 16 ans à partir du deuxième et sans limitation de nombre (art. 2c de la même loi).

2° *Veuves.* — L'allocation est variable suivant les cas.

L'allocation de 150 fr. est servie :

a) aux veuves d'ouvriers ou d'employés décédés en cours d'acquisition de pension et au compte individuel desquels a été inscrite une moyenne annuelle de 160 journées de travail ou de repos pour blessure ou maladie (art. 10b, 7°, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 février 1914);

b) aux veuves de plus de 55 ans, d'ouvriers ou employés bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou d'invalidité dont les maris ont effectué 30 ans de travail à la mine (art. 10b, 7°, alinéa 2, de la même loi);

c) les veuves de plus de 55 ans des ouvriers bénéficiaires d'une allocation mensuelle d'invalidité (art. 4, alinéa 3, de la loi du 11 juillet 1925).

L'allocation de 600 fr. est payée aux femmes qui

n'ont pas atteint l'âge de la retraite et qui sont veuves :

a) d'ouvriers ou employés décédés en cours d'acquisition de pension au compte individuel desquels ont été inscrites pendant les 3 années ayant précédé le début de la maladie ou de l'accident qui ont entraîné la mort de leur mari, 792 journées de travail ou de repos pour blessure ou maladie (art. 2, alinéa a, de la loi du 29 février 1928) ;

b) d'ouvriers ou employés bénéficiaires d'une allocation mensuelle d'invalidité (art. 2, alinéa b, de la même loi) ;

c) d'ouvriers ou employés qui ont effectué 30 ans de travail à la mine et sont bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou d'invalidité (art. 2, alinéa c, de la même loi).

Quant aux veuves d'ouvriers retraités pour vieillesse ou invalidité qui ont effectué moins de 30 ans de services, elles ont droit suivant l'article 10b, 7°, du § 3, de la loi du 25 février 1914 et l'article 4, alinéa 3, *in fine*, de la loi du 11 juillet 1925, à une allocation de :

75 fr. si le mari a de 15 à 20 ans de services miniers ;
100 fr. si le mari a de 21 à 25 ans de services miniers ;
125 fr. si le mari a de 26 à 29 ans de services miniers.

L'article 10c, § 1^{er}, de la loi du 25 février 1914, indique les conditions à remplir par les veuves pour avoir droit à ces allocations.

Les veuves sans enfants âgés de moins de 16 ans de toutes les catégories ci-dessus ne peuvent avoir droit à l'allocation au décès que si leur mariage était an-

térieur de 3 ans au moins à la cessation des versements de leur mari au fonds d'assurance de la Caisse autonome et s'il n'y a pas eu divorce ou séparation de corps prononcé aux torts exclusifs de la femme. Toutefois, aucune condition de durée de mariage n'est exigible s'il existe un enfant né des conjoints au moment de la cessation du travail du mari. Lorsque la cessation du travail du mari est la conséquence d'un accident du travail, il suffit que le mariage soit antérieur à l'accident.

b) *Pensions aux survivants*

Ces pensions ne sont dues qu'aux orphelins et aux veuves.

1° PENSIONS D'ORPHELINS. — L'article 6 de la loi du 11 juillet 1925 prévoit que l'ascendant doit avoir travaillé dans une exploitation minière depuis 3 ans au moins avant son décès et cette période doit comprendre 792 journées de travail ou de repos pour blessure ou maladie, les jours de repos devant avoir donné lieu à paiement de l'indemnité statutaire obligatoire de maladie servie au taux plein.

La même allocation est attribuée si l'assuré était bénéficiaire d'une allocation mensuelle, d'une pension d'invalidité ou d'une pension de vieillesse correspondant à 15 ans de travail dans les mines.

Cette prestation est accordée aux orphelins légitimes ou reconnus âgés de moins de 12 ans (art. 6, § 1^{er}, de la loi du 11 juillet 1925) et peut se prolonger jusqu'à 14 ans pour les orphelins continuant à fréquenter l'école.

La pension est de 30 fr. par mois pour chacun des orphelins, elle est de 60 fr. pour les orphelins de père et de mère et la charge en est entièrement supportée par le fonds spécial de la Caisse autonome.

2° PENSIONS DE VEUVES. — Les conditions d'attribution de ces pensions sont prévues par les articles 10b et 10 c de la loi du 25 février 1914. En ce qui concerne la fixation de la durée des services à admettre, les versements correspondant aux services, les règles sont les mêmes que celles précédemment indiquées pour les ouvriers. La situation n'est pas la même suivant que les veuves sont ou ne sont pas remariées. Il faut donc distinguer les deux situations.

a) *Veuves non remariées.* — Ces veuves ont droit à pension si l'assuré décédé a accompli 15 ans de services miniers (art. 10 b, 3°, 4° et 6°, de la loi du 25 février 1914) et jamais si leur mari ne compte au moins cette durée de services; mais il n'est pas nécessaire que le mari soit décédé pensionné ou ayant droit à pension.

Les veuves non remariées doivent, pour avoir droit à une rente :

1° avoir atteint l'âge de 55 ans (art. 6, § 1^{er}, de la loi du 25 février 1914) : si elles ont déjà dépassé cet âge au décès de leur mari, la pension leur est accordée avec jouissance partant du lendemain du décès;

2° justifier que leur mariage est de 3 années au moins antérieur à l'époque où les versements ont cessé d'être effectués au compte individuel d'assurance ouvert au mari, soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Toutefois, aucune condi-

tion de mariage n'est exigible s'il existe un enfant né des conjoints au moment de la cessation du travail du mari (art. 10, § 1^{er}, de la même loi);

3° justifier qu'il n'y a point eu divorce ou séparation de corps prononcé à leurs torts exclusifs.

Le montant des pensions est déterminé par l'article 10b, 3°-6°, de la loi du 25 février 1914 et l'article 4, § 2, de la loi du 11 juillet 1925. Il est fixé à la moitié de la pension du mari ou de celle dont il aurait bénéficié. Le barème en est donné aux statistiques annexées au présent chapitre.

b) *Veuves remariées.* — Ces veuves perdent tout droit à pension, mais celles qui étaient déjà pensionnées, lors de leur nouveau mariage, touchent un capital égal à 3 annuités de leur pension (§ 4 de l'art. 10c de la loi du 25 février 1914).

La situation des veuves remariées dont le nouveau mariage vient d'être dissout est réglée par la loi du 29 février 1928.

La loi du 25 février 1914, art. 10c, § 3, limite le cumul de pension pour les veuves d'ouvriers mineurs qui, ouvrières elles-mêmes, seraient susceptibles de toucher 2 pensions. Le montant maximum est le chiffre de retraite prévu pour 30 années de services ou bien le chiffre de la pension correspondant au nombre d'années de services effectuées dans les mines par le mari, si celui-ci comptait plus de 30 années de travail à la mine, à l'âge de 55 ans.

D. — MODE DE PAIEMENT DES PENSIONS

Le titulaire d'une pension de retraite de la Caisse

autonome reçoit, ainsi que le prescrit l'article 38 du décret du 13 juillet 1914, un livret muni de coupons, dont la troisième page, qui forme l'extrait d'inscription, reproduit les nom, prénoms, qualité, date, lieu de naissance du titulaire, ainsi que l'indication des divers éléments qui concourent à former la pension et qui sont payables par la Caisse autonome.

Le paiement des pensions est assuré pour le compte de la Caisse autonome par les comptables du Trésor (art. 9, § 3 et 5, du décret du 13 juillet 1914) sur présentation du livret de pension.

Les arrérages des pensions, allocations, majorations sont payables trimestriellement et à terme échu. Lorsque les coupons du livret ont tous été payés, le livret ne peut être renouvelé que sur production d'un certificat de vie de l'intéressé.

§ 3. — RESSOURCES DE L'ASSURANCE

A.— PROVENANCE DES RESSOURCES

Le versement, la quotité et la répartition des fonds sont prévus par les articles 4, 6, 10 de la loi du 25 février 1914, combinés avec l'article 2 de la loi du 11 août 1926 et de l'article 4 de la loi du 16 avril 1929.

Les ressources sont réparties suivant deux fonds : le fonds d'assurance et le fonds spécial de répartition et comprennent :

1° pour le fonds d'assurance :

une contribution de l'ouvrier ou de l'employé ;
une contribution égale de l'employeur ;

les versements des Sociétés de secours correspondant aux indemnités de maladie qu'elles servent;

les revenus des fonds placés.

2° pour le fonds spécial de répartition :

une contribution de l'ouvrier ou de l'employé;

une contribution égale de l'employeur;

une contribution de l'Etat;

les revenus des fonds placés;

les dons et legs;

la moitié des offres spontanées faites par les concessionnaires en vue d'obtenir les actes de concession signés après le 1^{er} février 1912.

B. — COTISATIONS DE L'ASSURÉ ET DE L'EMPLOYEUR, PARTICIPATION DE L'ÉTAT

La cotisation de l'assuré est de 5,50 % du salaire. Il n'y a pas de minimum de salaire prévu pour être assujéti, mais un maximum a été fixé par la Caisse autonome en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 10 de la loi du 9 mars 1920. Ce maximum annuel est de 12.000 francs.

Le salaire comprend : le salaire normal proprement dit, le prix des heures supplémentaires, les gratifications de fin d'année, les primes, etc. Seuls, les salaires en nature (logement, chauffage, etc.) et les indemnités pour charges de famille ne donnent pas lieu à retenue.

La cotisation de l'employeur est égale à celle de l'assuré, soit 5,50 % du salaire.

Le total de ces cotisations, soit 11 % des salaires,

est réparti entre les deux fonds d'assurance et de répartition comme le décide l'article 4, § 2, de la loi du 25 février 1914, art. 2, § 1^{er}, de la loi du 11 août 1926 et article 10, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 25 février 1914, suivant la proportion suivante :

	Fonds d'assurance	Fonds spécial
Ouvriers âgés de moins de 30 ans.	2,50 %	8,50 %
Ouvriers âgés de plus de 30 ans .	4 %	7 %

Les ouvriers retraités ou titulaires de comptes liquidés, doivent continuer à verser la contribution de 5,50 % des salaires; cette retenue est versée, avec la contribution patronale correspondante au fonds spécial (art. 2, § 2, de la loi du 11 août 1926).

La participation de l'Etat est fixée à 4,50 % du salaire des ouvriers français ou étrangers appelés, en vertu d'un traité de réciprocité, à bénéficier des avantages accordés aux Français. Ce sont les Belges, les Italiens et les Polonais.

C. — RECOUVREMENT DES COTISATIONS OUVRIÈRES ET PATRONALES

La contribution ouvrière est prélevée par l'employeur au moment de la paye. Celui-ci est donc responsable du versement de la cotisation ouvrière. De son côté, la Compagnie minière ajoute sa propre cotisation.

Ces sommes sont versées dans les 8 jours de la paye afférente à chaque mois, aux Comptables du Trésor chargés de l'encaissement, qui les transmettent à la Caisse des Dépôts et Consignations. Cet établissement

porte ces versements au crédit du compte qui est ouvert à la Caisse autonome sur ses livres (art. 5 de la loi du 25 février 1914 et art. 9 du décret du 13 juillet 1914).

La Caisse autonome n'encaisse donc jamais ces cotisations; elle est simplement avisée des versements, par la réception des bordereaux sommaires qui lui sont adressés par les comptables du Trésor, et par la Caisse des dépôts qui informe mensuellement la Caisse autonome des encaissements faits pour son compte.

D. — RESSOURCES DIVERSES

Il y a lieu de tenir compte des revenus des capitaux placés par la Caisse autonome.

Les autres ressources proviennent des dons et legs, des offres spontanées faites par les concessionnaires en vue d'obtenir les actes de concession signés après le 1^{er} février 1912. Elles sont infimes et ont atteint depuis 16 ans, le chiffre de 145.111 fr. 51.

§ 4. — ORGANISATION FINANCIERE

A. — RÉGIME FINANCIER

Le principe du régime est une combinaison de la capitalisation individuelle et de la répartition.

On sait qu'il existe dans l'organisation financière de la Caisse deux fonds ; le fonds d'assurance et le fonds spécial. Le fonds d'assurance assure le service des rentes-vieillesse constituées par capitalisation. Le fonds spécial est destiné au service des majorations

de rente en faveur des ouvriers et de leurs veuves, des allocations et pensions d'invalidité, des allocations en faveur des orphelins et des allocations au décès et des frais d'administration de la caisse.

a) *Fonctionnement du fonds de capitalisation*

Les versements des ouvriers à leur compte individuel d'assurance sont productifs d'une rente-vieillesse calculée suivant les tarifs établis d'après l'article 31, § 2, du décret du 13 juillet 1914 en tenant compte :

1° de l'intérêt composé du capital, fixé conformément aux règles applicables aux différentes caisses d'assurance régies par la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes;

2° des chances de mortalité calculée provisoirement d'après la table de mortalité de la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse et ultérieurement d'après la table spéciale qui sera établie par le Conseil d'administration de la Caisse autonome, d'après les résultats des statistiques minières de mortalité sous réserve de l'approbation du Ministre du Travail et du Ministre des Finances.

Depuis 1914 on a successivement appliqué les taux suivants :

1914, 1915, 1916	3,50 %
1917, 1918	4,30 %
1919, 1920, 1921	4,50 %
1922, 1923, 1924	5,00 %
1925	5,30 %
1926	5,50 %
1927	5,80 %

Malgré les placements effectués antérieurement à un taux avantageux (les revenus de l'ensemble du portefeuille correspondent encore en 1929 à un taux de placement de 6,40 %), il ne sera plus possible de maintenir le taux de 5,80 % à partir de 1931 en raison de la baisse sensible du taux de l'intérêt; les placements des valeurs du fonds d'assurance au cours de 1930 n'ont pu être effectués qu'à un taux voisin de 4,75 %. En 1931, le taux d'intérêt a été de 5 % et il est probable qu'il ne dépassera pas 4,70 % en 1932.

En ce qui concerne la table de mortalité des ouvriers en cours d'acquisition de pension, celle-ci n'a pu encore être établie, parce que son élaboration se heurte à de très grosses difficultés: instabilité des ouvriers mineurs, grand nombre de travailleurs étrangers pour lesquels les observations sont insuffisantes; pénurie de moyens de contrôle de tous les décès de titulaires de comptes.

En attendant l'établissement de la table prévue par la loi du 11 août 1926, article 3, on utilise, d'une part la table de la population masculine française (P. M.) pour le calcul des rentes des ouvriers de moins de 55 ans, et d'autre part la table de mortalité des ouvriers mineurs retraités (O. M. R.) pour ceux qui sont âgés de plus de 55 ans.

b) Fonctionnement du fonds de répartition

La nécessité du fonds de répartition est due à la variation de l'effectif des cotisants et des retraités sur une longue période.

En effet, l'effectif actuel des retraités correspond à

l'effectif ouvrier existant il y a trente ans et plus. Or le nombre des mineurs est passé de 150.000 en 1892 à 330.000 en 1930. Dans l'avenir, les ressources seront les mêmes, si comme il y a lieu de le prévoir l'effectif du personnel minier n'augmente pas, alors que le nombre des parties prenantes ira chaque année en augmentant jusqu'à 330.000.

Il en résulte que la Caisse autonome est tenue de constituer à son fonds spécial des réserves importantes pour assurer le service des pensions dans l'avenir.

Les recettes du fonds spécial sont en majeure partie constituées par les ressources provenant de la retenue sur les salaires : les revenus des fonds placés représentent une proportion modeste de ces sommes, 25 millions de francs environ contre 245 millions de francs de cotisations ouvrière et patronale, soit le dixième environ.

D'autre part, la participation de l'Etat est elle-même fonction des salaires et s'est élevée à 143.589.152 francs pour 1931. On voit par là que c'est l'élément salaire qui est le facteur le plus important qui détermine les ressources du fonds spécial.

Or ce facteur est essentiellement variable et les prévisions qu'on peut faire à son égard sont assez peu précises. Il dépend en effet à la fois de l'effectif plus ou moins élevé des ouvriers et employés des mines et des fluctuations des salaires individuels.

Pour donner un exemple des variations de ces éléments, il suffit de donner l'effectif de la population minière de 1880 à 1930.

En 1880, effectif des travailleurs de la mine et des ardoisières	133.000
En 1890, effectif des travailleurs de la mine et des ardoisières	150.000
En 1900, effectif des travailleurs de la mine et des ardoisières	196.000
En 1910, effectif des travailleurs de la mine et des ardoisières	242.000
En 1913, effectif des travailleurs de la mine et des ardoisières	255.000
En 1930, effectif des travailleurs de la mine et des ardoisières	330.000

Les mêmes changements se sont produits dans la rémunération de la main-d'œuvre.

En face des recettes du fonds spécial, quelles sont les dépenses qu'il doit supporter ?

L'article 10 a, b, c, de la loi du 25 février 1914, l'article 5 de la loi du 24 décembre 1923, les articles 4 et 6 de la loi du 11 juillet 1925 et l'article 2 de la loi du 29 février 1928 énumèrent :

1° les majorations de pensions accordées aux ouvriers comptant au moins 15 ans de services dans les mines, en vue de leur permettre de bénéficier, compte tenu de leurs rentes de base, du chiffre de pension prévu pour la durée de services dont les intéressés ont justifié;

2° les majorations de pensions des veuves de ces ouvriers destinées à porter éventuellement leurs rentes de base aux chiffres de pension correspondant au temps de travail effectué dans les mines ou ardoisières par leurs maris;

- 3° les allocations et pensions d'invalidité;
- 4° les allocations aux orphelins;
- 5° les allocations au décès;
- 6° les frais d'administration de la Caisse autonome.

Ces dépenses sont de deux sortes: les majorations de pension, les allocations fixes.

Seules les majorations de pension varient et sont un élément d'incertitude dans les charges du fonds spécial.

Les majorations de pension varient en raison inverse du montant des pensions de base. Donc parmi les éléments variables des charges du fonds spécial, deux postes influenceront sur les dépenses de ce fonds:

1° les rentes de base entrant en compte pour le calcul des majorations;

2° le nombre des parties prenantes audit fonds.

En ce qui concerne les rentes de base il faut distinguer entre les ouvriers et les veuves.

Pour les ouvriers, il résulte du système que plus ceux-ci comptent d'ancienneté depuis le 1^{er} juillet 1895, plus leur rente de base est élevée et moins forte est la participation du fonds spécial.

Ainsi, des calculs les plus récents effectués pour déterminer le montant de ces rentes en ce qui concerne les mineurs comptant 30 ans et plus de services miniers, il résulte que ces rentes s'élèveront aux chiffres suivants :

585 fr. 24 en 1930	2.241 fr. 73 en 1950
879 fr. 61 en 1935	2.217 fr. 45 en 1955
1.225 fr. 78 en 1940	3.101 fr. 68 en 1960
1.672 fr. 66 en 1945	3.436 fr. 27 en 1965
	3.402 fr. 89 en 1970

Pour les veuves, on tend vers une diminution et ensuite vers une disparition de leurs rentes de base.

En ce qui concerne le nombre des parties prenantes au fonds spécial, les situations trimestrielles de la Caisse autonome constatent qu'il s'est accru considérablement depuis le 1^{er} septembre 1914, pour deux raisons: l'augmentation du nombre de catégories des bénéficiaires par suite des lois du 9 mars 1920 et 24 décembre 1923 d'une part, et l'accroissement du nombre des parties prenantes dans chaque catégorie de bénéficiaires d'autre part, ainsi que le montrent les chiffres suivants :

Années	Nombre d'ouvriers pensionnés pour 30 années et plus	Nombre de veuves pensionnées pour 30 années et plus
1926	33.293	16.399
1927	33.616	16.578
1928	34.912	17.196
1929	35.721	17.592

Ainsi donc, d'une part, les charges du fonds spécial diminuent du fait de l'augmentation des rentes servant de base à la liquidation des pensions des ouvriers ; mais elles s'accroissent du fait de la diminution des rentes de base des veuves et de la progression du nombre des parties prenantes, indépendamment de toute création de nouvelles catégories de bénéficiaires.

C'est la combinaison de ces éléments opposés qui doit consacrer l'équilibre financier du fonds spécial.

Des évaluations, les plus récemment faites au

moyen de calculs actuariels, il découle, que les charges nouvelles ressortant de l'accroissement du nombre des parties prenantes l'emporteront de longtemps sur la diminution des charges résultant de l'augmentation des rentes de base des ouvriers pensionnés.

Aussi la loi du 11 août 1926, article 5, a-t-elle préconisé la constitution d'un fonds de garantie en ces termes: « le solde du fonds spécial afférent aux opérations antérieures au 1^{er} janvier 1926 et les excédents ultérieurs de recettes de ce fonds seront mis en réserve pour constituer un fonds de garantie auquel il ne pourra être fait appel qu'en cas d'insuffisance des ressources annuelles du fonds spécial. Les intérêts du fonds de garantie s'ajouteront toutefois aux dites ressources ».

Il y a lieu en terminant ce paragraphe du régime financier de la Caisse, de remarquer la tendance actuelle à la baisse des ressources affectées au fonds d'assurance et au fonds spécial. Elle provient de la baisse des salaires, due à la réduction de leur taux et au chômage partiel d'une part, à la réduction des effectifs ouvriers dans les exploitations d'autre part. Le chômage pourra diminuer, mais il n'y a aucune raison de croire que le taux des salaires sera augmenté pendant les prochaines années.

B. — GESTION FINANCIÈRE

a) *Placement des fonds de la Caisse*

L'article 5 de la loi du 25 février 1914 modifié par les lois des 20 juillet 1921 et 11 août 1926 stipule que

les placements de fonds sont effectués dans les conditions prévues par le paragraphe 3 de l'article 15 de la loi du 5 avril 1910.

Cet article déclare :

« Les placements sont effectués :

1° en valeurs d'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat ;

2° en prêts aux départements, communes, colonies, ou pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce ou en obligations foncières ou communales du Crédit foncier ;

3° sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières, et jusqu'à concurrence de 1/400^e, en acquisition de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes ;

4° sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières et jusqu'à concurrence du 1/5^e, en prêts aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906 et en actions complètement libérées de sociétés de crédit immobilier constituées conformément à la loi du 10 avril 1908.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 5 de la loi du 25 février 1914 autorisent la Caisse autonome :

1° à acquérir et posséder des immeubles en vue de l'installation de ses services (disposition introduite par la loi du 20 juillet 1921) ;

2° à affecter un capital au plus égal à 1/10^e de l'ac-

tif du fonds d'assurance à l'acquisition de propriétés bâties dans les villes de la métropole de plus de 100.000 habitants (disposition introduite par la loi du 11 août 1926).

Les placements, en fait, comportent surtout des rentes et obligations de l'Etat français ou garanties par lui, des obligations de chemins de fer, des annuités pour dommages de guerre, des prêts aux communes, départements et offices publics d'habitation à bon marché.

Toutefois, il existe une différence dans la nature des placements. Au fonds d'assurance sont opérés de préférence, les placements de longue durée, comme les prêts aux communes et les acquisitions d'immeubles; les valeurs réalisables à court terme constituant les placements du fonds spécial.

b) Contrôle financier technique

Les modalités de ce contrôle sont prévues par les articles 46, 47 et 48 du décret du 13 juillet 1914.

Pour l'ensemble de ses opérations financières la Caisse est placée sous le contrôle du Receveur central des finances de la Seine qui doit s'exercer sur place au moins une fois par an.

Elle est soumise, en outre, à la vérification de l'Inspection Générale des Finances qui peut faire porter ses investigations sur toutes les parties du service.

Dans ces deux cas, la Caisse autonome est tenue de communiquer sans déplacement, ses livres, registres, documents de comptabilité, livrets et toutes pièces justificatives,

Le contrôle technique appartient au Ministère du Travail (art. 46, § 1^{er}, du décret du 13 juillet 1914) et s'exerce comme en matière de retraites ouvrières et paysannes. Il peut aussi revenir à l'Inspection générale des Finances qui « peut faire porter ses investigations sur toutes les parties du service ».

§ 5. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET CONTENTIEUX

A. — ADMINISTRATION

La Caisse autonome est un organisme central et unique, chargé d'assurer en conformité avec la loi du 25 février 1914 et des lois ultérieures le service des retraites des ouvriers mineurs. Elle possède la personnalité civile, c'est-à-dire qu'elle est apte à effectuer des actes juridiques et à ester en justice.

L'Administration est exercée par un Conseil de 18 membres composé comme suit (art. 2, § 2, et art. 3 de la loi du 25 février 1914).

1° 6 membres élus pour 4 ans par les ouvriers et employés en activité de service et les ouvriers et employés retraités pour vieillesse et comptant 15 années au moins de travail ;

2° 6 membres élus pour 4 ans par les exploitants de mine ;

3° 6 membres représentant l'Etat, désignés soit en raison de leurs fonctions, soit par le choix des Ministres du Travail, des Finances et des Travaux publics.

Neuf membres suppléants sont élus dans les mê-

mes conditions. L'élection des délégués est réglée par le décret du 31 mars 1914.

Le Conseil fait procéder à des vérifications dans les services de la Caisse autonome; il approuve les liquidations de pensions ou peut déléguer ses pouvoirs, et en fait il procède toujours ainsi, à une Commission des liquidations.

Les services de la Caisse sont chargés:

1° de l'ouverture et de la tenue des comptes d'assurance au nom des ouvriers et employés.

Il existe environ 1.100.000 comptes ouverts à ce jour au fonds d'assurance de la Caisse, mais chaque année 425 à 450.000 seulement donnent lieu à opérations. Le même service assure les rentrées des cotisations pour le fonds spécial et établit les bilans de la Caisse autonome;

2° de la liquidation des pensions. Il a été liquidé (allocations au décès non comprises) 10.614 dossiers de pensions de toute nature en 1929;

3° de l'émission des livrets de pension et de la radiation des pensionnés. Au 1^{er} octobre 1930, il existait 90.127 pensionnés de toute nature.

4° de l'émargement, c'est-à-dire de la vérification des paiements effectués pour le compte de la Caisse autonome par les comptables du Trésor;

5° du contentieux relatif à toutes les opérations de la Caisse;

6° de la gestion des immeubles appartenant à la Caisse.

B. — CONTRÔLE

Le contrôle des versements des cotisations ouvrières et patronales est exercé sur les exploitants par l'intermédiaire du Corps des Mines. Les fonctionnaires de ce service peuvent se faire représenter tous documents et pièces comptables leur permettant de procéder à leurs vérifications.

C. — CONTENTIEUX

Ce sont les tribunaux de droit commun qui sont compétents.

Les instances auxquelles peut donner lieu le recouvrement des cotisations dues à la Caisse autonome sont civiles en ce qui concerne le recouvrement de la contribution patronale. Elles sont de la compétence de la juridiction répressive lorsqu'il s'agit du montant des retenues opérées sur les salaires des ouvriers par l'exploitant et non versées par lui dans les délais.

Les jugements sont généralement longs à intervenir.

Des difficultés s'élèvent parfois au moment de la liquidation des droits des ouvriers ; elles portent soit sur la durée des services à retenir pour la détermination de la pension, soit sur l'entrée en compte de pensions ou allocations dont ils sont bénéficiaires par ailleurs.

L'établissement de la durée des services qui doivent servir de base à la liquidation des pensions a permis de constater des falsifications de certificats ou

de livrets d'ouvriers qui ont fait l'objet de poursuites devant les tribunaux répressifs.

Ex. : Béthune, 9 mars 1922: 8 jours de prison (femme Lebœuf).

Angers, 12 août 1922 : 100 fr. d'amende (Peli Jean).

Saint-Etienne, 30 juillet 1923: 15 jours de prison avec sursis (Gazagnon Victor).

Brioude, 8 janvier 1923: 100 fr. d'amende (Bayle Henri).

Angers, 26 février 1924: 15 jours de prison et 100 fr. d'amende (femme Brétault).

Rennes, 16 juin 1927: 2 mois de prison (femme Marsollier).

§ 6. — SITUATION DES TRAVAILLEURS

A. — FONCTIONNEMENT DE L'ASSURANCE

La situation des étrangers travaillant en France est réglée d'une manière générale par l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 25 février 1914 : « Les mineurs étrangers travaillant en France sont soumis au même régime que les mineurs de nationalité française. Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des allocations et majorations, soit de l'Etat, soit de la Caisse autonome que si des traités avec leurs pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents ».

Il résulte donc de la loi que tout salarié étranger est soumis à l'assurance obligatoire dans les mêmes conditions que les Français. Les contributions patronales et ouvrières sont chacune de 5,50 % du salaire, mais l'Etat ne verse pas 4,50 % des salaires des ou-

vriers pour les salariés étrangers, sauf pour ceux dont les pays ayant passé un traité de réciprocité avec la France sont dans les mêmes conditions que les nationaux.

Les prestations sont réduites aux rentes constituées au nom des travailleurs étrangers par les versements opérés à leurs comptes individuels d'assurance puisque les intéressés, sauf au cas de convention de réciprocité ne bénéficient pas des majorations de pension et allocation servies par la Caisse autonome; dans ce cas aussi les veuves de ces ouvriers ne peuvent davantage prétendre à des majorations de pensions ou à des allocations au décès et enfin leurs orphelins n'ont pas davantage droit aux allocations au décès, ni aux pensions d'orphelins.

Les conventions conclues par la France sont au nombre de 3 : traités avec l'Italie, la Pologne et la Belgique. Nous dirons aussi quelques mots de la convention franco-sarroise. Elles sont importantes eu égard au grand nombre d'ouvriers qu'elles intéressent: italiens de la frontière franco-italienne et du bassin de Briey, belges des bassins du Nord et du Pas-de-Calais, polonais, environ 80.000 répartis dans toutes les exploitations.

B. — LES CONVENTIONS INTERNATIONALES

- a) *Traité de travail du 30 septembre 1919 entre la France et l'Italie et convention du 14 octobre 1920, entre la France et la Pologne, relative à l'assistance et à la prévoyance sociale.*

Ces deux conventions ont un caractère général.

Elles ne concernent pas exclusivement le régime des retraites, mais les conditions générales du travail dans les deux pays. Les deux textes sont identiques.

L'article 7, § 1^{er}, du traité franco-italien et 1^{er} de la convention franco-polonaise définissent ainsi les droits des ressortissants de chaque Etat dans l'autre pays : « Le régime des retraites ouvrières et paysannes (y compris les retraites spéciales des ouvriers mineurs) en vigueur dans chacun des deux pays doit être appliqué aux ressortissants de l'autre, sans exclusion ou réduction des droits accordés aux ressortissants du pays : Les avantages prévus au présent article seront acquis aux assurés qui demanderont et obtiendront leur retraite après la date d'entrée en vigueur du présent traité. Ils seront acquis aux veuves et aux orphelins dont les droits naîtront après ladite date ».

b) Convention franco-polonaise du 21 décembre 1929

Cette nouvelle convention nécessitée par les nombreuses modifications législatives survenues depuis 1923 a trait uniquement à l'assurance vieillesse-invalidité-décès des ouvriers et employés de mines des deux pays.

Elle pose à nouveau le principe déjà reconnu par la Convention de 1920 « que les ouvriers et employés de nationalité française et polonaise et leurs ayants droit bénéficieront, sans aucune restriction ou réserve de tous les avantages à la charge, tant des deux Etats que des organismes d'assurance et des Caisses mi-nières prévues par la législation d'assurance invali-

dité, vieillesse, décès, de l'un et de l'autre pays sur le pied d'égalité avec les nationaux ».

Elle règle les diverses prestations dues aux ouvriers ayant travaillé exclusivement dans le pays étranger ou alternativement en France et en Pologne.

c) Conventions franco-belges

Elles sont au nombre de deux, la première du 14 février 1921 a été abrogée par celle du 21 mai 1927. Elles concernent les ouvriers mineurs des deux pays (à l'exclusion des employés), leurs veuves et leurs orphelins.

Leurs traits caractéristiques sont: la réciprocité et le cumul des services pour l'attribution d'une pension aux ouvriers ayant alternativement travaillé dans les deux pays, et à leurs veuves.

La convention de 1927 est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1930 et comporte les clauses essentielles suivantes :

Pour les ouvriers qui ont travaillé uniquement dans les mines d'un même pays, extension intégrale du régime des retraites des ouvriers mineurs de ce pays aux nationaux de l'autre pays.

Pour les ouvriers qui ont travaillé alternativement dans les deux pays, mais dont les services cumulés n'atteignent pas 30 ans, ces salariés bénéficient des avantages du régime des retraites en vigueur en France et en Belgique pour les périodes de travail accomplies dans chaque pays.

Les ouvriers qui ont été employés alternativement dans des exploitations des deux pays pendant 30 an-

nées au moins, dont 3 ans au moins dans chaque pays ont droit à la pension prévue par la législation la moins favorable; les parts à la charge des deux pays étant calculées sur cette base au prorata des années de travail accomplies dans chacun d'eux.

d) *Convention franco-sarroise*

C'est une convention du 27 mai 1926 d'un caractère très limité et qui vise plus particulièrement les ouvriers et employés des mines de nationalité française qui sont occupés par l'administration des mines domaniales de la Sarre.

Tout ouvrier ou employé de nationalité française, occupé en Sarre par un employeur de nationalité française est soumis au régime des assurances sociales en vigueur en Sarre, mais il est prévu que pour l'assurance vieillesse, invalidité, décès, les intéressés pourront, lors de leur embauchage, déclarer qu'ils désirent continuer à bénéficier de leur régime d'origine.

Un régime analogue est prévu pour les ouvriers sarrois qui travaillent en France pour le compte d'un employeur de nationalité sarroise.

C. — CONSERVATION DES DROITS A PENSION DES TRAVAILLEURS QUI PASSENT D'UN PAYS A L'AUTRE

Les ouvriers de nationalité française qui quittent la France avant d'avoir droit à pension, n'ont à remplir aucune formalité, ni à payer aucune taxe de rappel pour conserver leurs droits; s'ils sont retraités la

pension continue à leur être servie. Les veuves et orphelins conservent également tous les droits qu'ils tiennent de leur mari ou père en quittant la France.

Il en est encore de même des ouvriers de nationalité étrangère, de leurs veuves et orphelins, sauf en ce qui concerne les ouvriers de nationalité belge retraités pour invalidité par la Caisse autonome. Pour ceux-ci, en effet, la Convention franco-belge du 21 mai 1927 déclare que le service de l'allocation mensuelle d'invalidité prévue par la législation française, cesserait d'être effectué aux ouvriers de nationalité belge qui ne résidant pas sur le territoire français ne se soumettraient pas, tous les 6 mois au moins, à la visite d'un médecin désigné par la Société de Secours à laquelle ils étaient en dernier lieu affiliés.

APPENDICE

Le régime d'Alsace-Lorraine

Le régime alsacien-lorrain diffère sensiblement du système français ; l'ancienne législation allemande a été conservée plusieurs années après la guerre. La coordination des deux réglementations a été difficile et s'est effectuée en partie seulement par la loi du 22 décembre 1929 ; car elle n'entraîne pas la soumission complète du mineur alsacien-lorrain au système général français.

La loi alsacienne-lorraine sur les mines du 16 décembre 1876 avait prévu dans ses articles 142 et suivants, la création d'associations d'ouvriers mineurs, auxquelles les ouvriers de tous les établissements miniers d'une même circonscription et de même catégorie étaient obligatoirement affiliés ; l'affiliation des employés était facultative.

Le but de ces associations était de fournir aux membres et à leurs familles des secours en cas de maladie, de décès ou d'invalidité.

Ces secours se cumulaient avec les rentes servies par l'Institut des Assurances sociales, auprès duquel les ouvriers mineurs étaient de plein droit assurés contre l'invalidité et la vieillesse, comme tous les autres salariés d'Alsace-Lorraine. Le montant des coti-

sations et des prestations était fixé par les statuts de chaque Caisse.

SITUATION A L'ARMISTICE. — Par suite de la baisse du mark et des circonstances de la guerre, les caisses se sont trouvées dans une situation financière difficile, ne permettant pas de faire face, sans danger, aux dépenses courantes et *a fortiori* aux dépenses supplémentaires qu'allait entraîner l'augmentation des pensions nécessitée par l'élévation du prix de la vie.

Par ailleurs, le caractère de ces caisses qui sont des organismes d'invalidité ne permettait pas de réciprocité facile avec la Caisse autonome des mineurs français. C'est à la fois devant un problème d'assainissement financier et de réorganisation statutaire complète qu'on s'est trouvé placé en 1918.

La fusion des caisses minières en une seule, l'incorporation à la Caisse autonome, l'abandon de l'Institut d'Assurances Sociales ont tour à tour été étudiées.

Quelle était au lendemain de la guerre la situation des mineurs dans les départements recouvrés ?

Ces ouvriers, environ 43.000, étaient affiliés, aux termes de la législation locale, à huit caisses minières de secours, dont chacune avait été constituée au siège des sept principales sociétés particulières, la huitième, avec son siège à Metz, groupant les ouvriers des exploitations pour lesquels il n'existait pas de caisse particulière.

Les statuts de ces caisses étaient différents, les avantages consentis dissemblables, comme aussi le chiffre des cotisations.

Le Ministre du Travail, par un souci peut-être exa-

géré des traditions locales, a laissé subsister les huit caisses minières. Il a commis à un organisme unique, l'Union des Caisses minières, le soin de relier entre elles les Caisses existantes.

Ces caisses couvrent les risques invalidité-mineurs, maladie et décès.

Quant aux autres risques, ils sont couverts par l'Institut d'invalidité de Strasbourg qui comprend tous les ouvriers d'Alsace-Lorraine. Les prestations de l'Institution sont accordées en ce qui concerne la rente-vieillesse à 65 ans (au lieu de 55 pour les Caisses minières), et en ce qui concerne la rente d'invalidité moyennant un pourcentage d'incapacité générale supérieur au pourcentage exigé par les Caisses pour l'incapacité du mineur.

La loi du 22 décembre 1929 votée après beaucoup de lenteurs et de difficultés a eu pour but d'adapter autant que possible la législation d'Alsace-Lorraine au régime français. Cet ajustement était d'autant moins aisé à effectuer dans les trois départements recouverts, que les ouvriers mineurs ne bénéficient pas seulement d'un régime spécial, mais encore de l'assurance-invalidité du droit commun qui leur permet de cumuler des prestations différentes. Examinons les dispositions essentielles de la nouvelle législation.

LOI DU 22 DÉCEMBRE 1929

a) La retraite-vieillesse est accordée aux ouvriers de 55 ans dont les services accomplis sous l'un et l'autre régime atteignent au total 15 années.

Le calcul de la retraite s'opère de la manière pré-

vue à l'article 2 de la loi: La Caisse autonome d'une part; les Caisses minières d'Alsace et de Lorraine d'autre part, liquident pour ordre la retraite des intéressés d'après leur statut particulier, en tenant compte de la totalité des annuités dont ils justifient sous l'un et l'autre régime: chaque organisme détermine ensuite la fraction de pension à allouer pour sa part, en réduisant le chiffre de retraite ainsi obtenu au prorata des annuités accomplies sous le régime qui lui est propre.

Les retraites-vieillesse des veuves (art. 4 de la loi) sont calculées en tenant compte de l'ensemble des années de services, ou d'affiliation de leurs maris; la part à la charge de chaque organisme est déterminée de la même manière que pour les ouvriers et servie d'après les dispositions de son statut particulier, à partir du moment où la veuve remplit les conditions fixées par ce statut.

b) la retraite d'invalidité est accordée aux ouvriers qui réunissent les conditions exigées pour l'obtention de la retraite par les statuts de chacune des caisses auxquelles ils ont appartenu; la charge afférente à chaque organisme est calculée suivant les dispositions énoncées pour les retraites-vieillesse en faisant état des périodes de travail accomplies dans les anciens et nouveaux départements.

c) les allocations aux décès et les allocations d'orphelins sont dues par la Caisse à laquelle l'assuré décédé a appartenu en dernier lieu; elles sont fixées par cette Caisse d'après son statut, mais compte tenu de la totalité des années de services ou d'affiliation accomplies sous chaque régime.

§ 7. — CRITIQUES ADRESSEES AU SYSTEME

Bien que la Caisse autonome fonctionne d'une manière satisfaisante, des critiques se sont élevées rapidement.

L'offensive a été menée par les ouvriers réclamant une augmentation de pension. Ils admettent très bien d'ailleurs l'élévation de leur cotisation avec comme corrélation celle de la part patronale; mais ensuite lorsque les limites de cotisation semblent être atteintes, ils ne craignent pas de faire appel aux subventions de l'Etat.

Le patronat a répondu en invoquant l'augmentation de ses charges grevant lourdement ses frais généraux et entraînant une majoration des prix de vente.

Prise entre ces deux tendances, la Caisse a dû élever la voix pour maintenir un équilibre financier devant ces exigences contradictoires.

1° *Revendications ouvrières.* — Elles ont été formulées au Congrès national de Marseille en octobre 1929 et se résument ainsi :

1° relèvement du taux de la pension de 5 à 6.000 fr. pour les ouvriers ayant au moins 30 ans de mine ;

2° compte tenu du service militaire pour le calcul des années de travail en vue de la retraite;

3° abaissement de l'âge de la retraite de 55 à 54 ans.

Enfin, on a proposé d'autres améliorations subsidiaires ayant pour but de redresser certaines erreurs et injustices, mais n'ayant pas de grandes répercussions financières.

Ces réclamations sont fondées sur les raisons suivantes :

1° les ressources existantes;

2° les plus-values des intérêts du fonds d'assurance qui devront être destinées à alimenter le fonds spécial;

3° la mortalité qui est, pratiquement, plus élevée que les données théoriques fournies par la Caisse des Dépôts et Consignations et la Caisse autonome.

La corporation des travailleurs du sous-sol ne s'en est pas tenue à des vœux; elle a trouvé des défenseurs au Parlement. On lit dans un rapport de M. Isidore Thivrier, député, du 21 novembre 1930, sous le numéro 4106, fait au nom de la Commission des Mines et de la Force motrice, que les différents systèmes proposés actuellement se ramènent à trois.

« Trois propositions, dit-il, se trouvent aujourd'hui soumises à l'agrément de la Chambre; l'une, celle de notre collègue M. Desoblin et de ses collègues du groupe communiste, préconise une refonte entière du statut des retraites; une autre, due à l'initiative de M. de Ramel, sans être dans ses dispositions aussi audacieuse que la précédente, trace un programme de réformes qu'il ne semble pas facile de faire accepter à bref délai; la troisième enfin, qui est signée de votre rapporteur et de ses collègues du groupe socialiste, beaucoup moins ambitieux dans son objet, demeure dans le cadre des réalisations possibles ».

Le gros argument sur lequel se basent tous les réformateurs est que les tables de mortalité dont se sert la Caisse, ne sont pas à l'avantage de la corporation

minière. Les calculs de la Caisse autonome sont établis pour un nombre de survivants plus élevé que le nombre réel, car la mortalité est plus grande chez les mineurs, à cause des dangers et des fatigues de leur profession, que la moyenne générale des autres métiers.

2° *Observations patronales.* — Le patronat par l'intermédiaire du Comité Central des Houillères de France et celui de ses représentants au Conseil d'administration de la Caisse a fait valoir des arguments d'un autre ordre.

Il s'est surtout élevé contre l'augmentation de l'impôt sur le charbon qui porte atteinte à ses prix de vente et qui entraîne une diminution du tonnage vendu. Il a insisté en outre sur le caractère paritaire que devaient conserver les cotisations aux Assurances sociales. L'application du principe de parité, remarque-t-il, a assuré un bon équilibre social dans l'industrie minière. La constatation est à retenir et se trouve d'ailleurs confirmée par l'adoption de la même règle pour le régime général des Assurances sociales. Il serait d'une imprudence extrême de bouleverser ce statut, et c'est pourquoi les exploitants s'opposent à l'adoption de toute mesure qui, directement ou indirectement, fausserait cette parité nécessaire et ferait supporter au seul patronat par l'impôt, les frais d'une mesure sociale, sans participation des bénéficiaires. Ce serait un précédent plein de dangers.

Mais c'est la considération économique, très admissible dans la période de crise charbonnière que nous traversons, qui retient le plus les Compagnies minières.

res. Il leur paraît anormal qu'on envisage une augmentation des retraites alors que la situation du marché exige une diminution du prix de vente et par suite des salaires, réduction qui sera conditionnée par les prix de vente des charbons anglais et allemands.

Or, les perspectives à cet égard sont peu rassurantes : Dans la Ruhr, le rendement individuel journalier qui atteignait 943 kilos avant la guerre s'élève aujourd'hui à 1.140 kilos, soit 22 % d'augmentation. En France, au contraire, le rendement individuel a été réduit de 695 kilos en 1913 à 608 kilos en 1925, soit une diminution de 11 %.

3° *Observations de la Caisse.* — Les conditions économiques actuelles d'exploitation ont amené les exploitants à réduire momentanément leur personnel. Il faut tenir compte aussi de la rationalisation qui diminue les besoins en ouvriers.

Les actuaire de la Caisse autonome se sont alors trouvés devant les faits suivants :

1° diminution des salaires individuels du mineur et réduction des salaires totaux dues au congédiement d'un certain nombre d'ouvriers ;

2° baisse du taux de capitalisation.

Par ailleurs, les dépenses actuelles des retraites correspondent à l'effectif des ouvriers mineurs existant en 1894, soit 159.000, alors qu'aujourd'hui, le nombre des cotisants est de 325.000, c'est-à-dire du double. Or, dans l'avenir, le nombre des retraites augmentant, l'équilibre de la Caisse, même en le supposant réalisé à l'heure actuelle, viendra à être rompu. Si l'on ne modifie pas le système actuel, le fonds spé-

cial sera épuisé en 1932 et les réserves taries en 1940.

Tels sont les pronostics des actuaires de la Caisse autonome. Le seul remède est dans une élévation des cotisations et dans une augmentation de la part de l'Etat.

La caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs

TABLEAU SYNOPTIQUE

ASSUJETTIS :

Salarié au-dessous de 12.000 francs (au-dessus assujetti à concurrence de 12.000).

COTISATIONS :

Salarié	5,50 %	} 15,50 %
Patron	5,50 %	
Etat	4,50 %	

PRESTATIONS :

1° *Vieillesse* : 55 ans d'âge. } pension de 5.000 fr.
30 ans de services. }

Possibilité d'obtenir une rente inférieure ou supérieure.

2° *Invalidité* :

a) Conditions. — Incapacité de travail: 2/3.

6 mois de soins à la Société de Secours.

10 ans de services.

500 jours de travail durant les deux années précédant la maladie.

b) Prestations. — Avant 5 ans : 300 fr. par mois.

Après 5 ans : pension 3.600 fr.

ou liquidation de pension à 55 ans.

3° *Décès* :

Allocations. — a) Orphelins de moins de 16 ans : 200 à 700 fr., suivant conditions;

b) Veuves: 150 fr. à 600 fr., suivant conditions.

Pensions. — a) Orphelins de moins de 12 ans: 30 fr. ou 60 fr. par mois.

b) Veuves de 55 ans dont le mari a 15 ans de services : $1/2$ de la retraite du mari.

La Caisse autonome des ouvriers mineurs

Statistiques

1. — Ressources de la Caisse Autonome.
2. — Pensions de vieillesse (Rentes de vieillesse servies sur le fonds de capitalisation).
3. — Pensions de vieillesse (majorations de pensions de vieillesse servies sur le fonds spécial de répartition).
4. — Bénéfices des retraites : nombre d'assurés en cours d'acquisition de pension et nombre annuel de parties versantes).
5. — Statistique des assurés décédés chaque année.
6. — Barème des pensions des ouvriers et veuves d'orphelins.
7. — Allocation mensuelle d'invalidité.
- 7 bis. — Allocation mensuelle d'invalidité (1930-31).
8. — Pensions d'invalidité (Rentes d'invalidité servies sur le fonds de capitalisation).
9. — Pensions d'invalidité (majorations de pension d'invalidité servies sur le fonds spécial de répartition).

10. — Répartition par exercice des charges du fonds d'assurance et du fonds spécial.
11. — Allocations au décès (orphelins et veuves).
12. — Allocations aux survivants (orphelins et veuves).
13. — Frais d'administration.
14. — Portefeuille de la Caisse Autonome.
15. — Commentaires des tableaux statistiques.

I. — RESSOURCES DE LA CAISSE AUTONOME

VERSEMENTS DES ASSURÉS, DES EXPLOITANTS ET DE L'ETAT

Exercices	Assurance	Fonds spécial	
	Assurés et Exploitants	Assurés et Exploitants	Contribution de l'Etat
1914-15	7.213.184,33	3.437.438,11	3.500.000,00
1916	7.489.821,56	3.442.704,62	6.000.000,00
1917	12.280.195,86	5.328.151,24	4.500.000,00
1918	20.096.250,36	8.282.216,50	5.700.000,00
1919	23.571.699,40	19.476.334,05	5.700.000,00
1920	31.308.018,52	48.915.707,58	5.700.000,00
1921	47.758.550,31	50.560.082,02	5.700.000,00
1922	33.952.733,59	58.222.333,28	4.275.000,00
1923	44.449.999,92	85.263.811,20	7.125.000,00
1924	65.355.000,14	106.260.141,28	9.246.019,00
1925	84.370.511,75	105.906.576,74	21.267.730,73
1926	71.705.884,15	161.369.435,49	21.870.636,55
1927	73.579.808,71	194.382.631,79	26.089.000,00
1928	69.422.155,29	180.846.895,14	27.915.633,59
1929	74.641.411,79	207.926.252,64	31.890.681,98
1930	167.124.478,24	403.164.134,27	128.000.000,00
1931	220.180.492,83	362.736.684,70	148.000.000,00

Nota. — La contribution ouvrière et patronale étant de même taux, il n'a pas été fait de distinction entre les deux catégories de parties versantes.

Quant à la moyenne par assuré, elle n'aurait aucun sens, car le nombre des parties versantes comprend, à côté d'ouvriers qui ont cotisé toute l'année des ouvriers qui n'ont effectué que quelques journées de travail.

II. — PENSIONS DE VIEILLESSE

RENTES DE VIEILLESSE SERVIES SUR LE FONDS DE CAPITALISATION

Années	Nombre de rentes liquidées au cours de l'année	Nombre de rentes annulées au cours de l'année	Nombre de rentes existantes au 31 décembre	Montant total des rentes existantes au 31 décembre
1914	»	»	»	
1915	4	»	4	1,60
1916	319	»	323	1.281,20
1917	1.208	26	1.505	11.398,00
1918	1.147	67	2.585	28.193,20
1919	1.429	85	3.929	69.350,20
1920	3.266	306	6.889	142.262,80
1921	4.346	345	10.890	442.001,80
1922	3.983	477	14.396	708.624,80
1923	3.027	510	16.913	928.739,00
1924	2.846	768	18.991	1.177.262,80
1925	4.986	822	23.155	1.957.104,60
1926	4.953	1.082	27.026	2.702.136,20
1927	4.302	1.367	29.961	3.415.873,60
1928	5.563	1.386	34.138	4.462.806,20
1929	5.299	1.746	37.691	5.664.167,80
1930	5.782	1.612	41.861	7.149.124,00
1931	5.168	1.960	45.069	8.579.638,00

III. — PENSIONS DE VIEILLESSE

MAJORATIONS DE PENSIONS DE VIEILLESSE SERVIES SUR LE FONDS SPECIAL DE REPARTITION

Années	Ouvriers comptant de 15 à 29 ans de services à la mine		Ouvriers comptant 30 ans et plus de services à la mine	
	Nombre de bénéficiaires en fin d'année	Coût annuel correspondant	Nombre de bénéficiaires en fin d'année	Coût annuel correspondant
1926	14.254	19.193.062,40	33.293	93.362.740,00
1927	15.222	20.499.519,00	33.616	94.373.954,80
1928	16.838	26.680.385,00	34.912	116.263.017,60
1929	18.002	41.710.086,00	35.721	175.253.082,00
1930	19.461	44.913.319,40	37.144	181.569.044,60
1931	20.214	46.750.384,20	37.619	183.144.804,40

Nota. — Pour les années antérieures à 1926 la Caisse autonome n'a pas procédé à la ventilation de ses diverses catégories de pensionnés; un tableau annexe indique pour ces années et postérieurement les charges du fonds spécial pour l'ensemble des parties prenantes audit fonds.

IV. — BENEFICIAIRES DES RETRAITES

NOMBRE D'ASSURÉS EN COURS D'ACQUISITION DE PENSION
ET NOMBRE ACTUEL DE PARTIES VERSANTES

Années	Nombre d'assurés (en fin d'année)	Parties versantes (au cours de chaque année)
1914	94.444	94.444
1915	129.617	129.617
1916	162.400	132.727
1917	220.168	174.240
1918	262.571	205.799
1919	314.549	250.799
1920	413.790	250.559
1921	489.495	277.415
1922	557.848	299.143
1923	644.942	321.470
1924	729.312	357.556
1925	785.534	392.469
1926	849.778	431.012
1927	960.289 environ	408.596
1928	991.606 environ	418.901 environ
1929	1.047.173 environ	409.790 environ
1930	1.053.235	non déterminé
1931	1.076.495	

Nota. — Il n'a jamais été fait de distinction entre les hommes et les femmes qui ont été employés à la mine. D'ailleurs, le nombre de celles-ci est infime par rapport à l'ensemble des travailleurs de la mine.

V. — STATISTIQUE DES ASSURES DECEDES
CHAQUE ANNEE

Années	Nombre d'assurés décédés
1914-15	33
1916	454
1917	525
1918	1.834
1919	813
1920	849
1921	950
1922	940
1923	6.201 (1)
1924	2.353
1925	2.056
1926	1.936
1927	1.870
1928	1.760
1929	non déterminé

(1) Le nombre élevé de décès indiqué pour l'année 1923 provient du fait que c'est au cours de cette année qu'a eu lieu la première enquête près des Compagnies minières pour connaître la liste des décédés.

VI. — BAREME DES PENSIONS DES OUVRIERS
ET VEUVES D'OUVRIERS

Années de service	Ouvriers	Veuves
15 ans	1.500 fr.	750 fr.
16 —	1.632 —	816 —
17 —	1.768 —	884 —
18 —	1.908 —	954 —
19 —	2.052 —	1.026 —
20 —	2.200 —	1.100 —
21 —	2.396 —	1.198 —
22 —	2.596 —	1.298 —
23 —	2.808 —	1.404 —
24 —	3.024 —	1.512 —
25 —	3.252 —	1.626 —
26 —	3.536 —	1.768 —
27 —	3.836 —	1.918 —
28 —	4.144 —	2.072 —
29 —	4.470 —	2.235 —
30 —	5.000 —	2.500 —
31 —	5.060 —	2.530 —
32 —	5.120 —	2.560 —
33 —	5.180 —	2.590 —
34 —	5.240 —	2.620 —
35 —	5.300 —	2.650 —
36 —	5.360 —	2.680 —
37 —	5.420 —	2.710 —
38 —	5.480 —	2.740 —
39 —	5.540 —	2.770 —
40 —	5.600 —	2.800 —
41 —	5.660 —	2.830 —
42 —	5.720 —	2.860 —
43 —	5.780 —	2.890 —

VII. — ALLOCATION MENSUELLE D'INVALIDITE

Années	Nombre d'admis à l'invalidité au cours de l'année	Âge moyen d'admission à l'invalidité	Extinctions		Nombre de bénéficiaires d'allocations mensuelles d'invalidité au 31 décembre de l'année	Dépenses résultant de l'allocation mensuelle d'invalidité pour l'ensemble des bénéficiaires
			Invalides décédés au cours de l'année	Invalides devenus aptes au travail au cours de l'année		
1924 nov. à déc.	20	48 ans et 2 mois			20	82.819,28
1925	401	46 ans et 6 mois	48	6	328	499.709,36
1926	307	47 ans et 3 mois	102	15	479	782.903,24
1927	252	46 ans et 5 mois	113	15	521	1.106.704,13
1928	350	46 ans et 5 mois	122	11	658	1.383.099,25
1929	445	47 ans et 2 mois	146	10	811	1.991.824,92

Nota. — L'allocation mensuelle d'invalidité n'est attribuée que depuis le 1^{er} octobre 1924, date de mise en application de l'art. 2 de la loi du 24 décembre 1923, qui a créé ladite allocation.

VII bis. — ALLOCATION MENSUELLE

Année	Nombre d'admis à l'invalidité au cours de l'année	Répartition des cas d'invalidité d'après leur cause
1930	452	Affections des voies respira- toires 240 Affections du cœur et des vais- seaux 29 Affections du sang et des lym- phatiques 1 Affections du tube digestif 36 Affections du foie 7 Affections du rein 15 Affections du système nerveux 48 Affections des organes des sens 11 Maladies des membres, os, arti- culations 54 Maladies de la nutrition et in- toxication 6 Maladies de la peau 3 Affections des organes génitaux 2 452
1931	617	Affections des voies respira- toires 309 Affections du cœur et des vais- seaux 45 Affections du sang et des lym- phatiques 7 Affections du tube digestif. 7 Affections du foie 16 Affections du rein 17 Affections du système nerveux. 86 Affections des organes des sens 9 Maladies des membres, os, arti- culations 68 Maladies de la nutrition et in- toxication 6 Maladies de la peau 1 Cancer du sein 1 617

D'INVALIDITÉ

Age moyen d'admission à l'invalidité	Invalides aptes au travail au cours de l'année	Invalides décédés au cours de l'année	Nombre net de bénéficiaires d'allocation mensuelle d'invalidité au 31 décembre de l'année	Dépenses résultant de l'allocation mensuelle d'invalidité pour l'ensemble des bénéficiaires
46 ans, 11 mois, 6 jours.	14	163	931	2.616.955,38
46 ans 11 mois, 6 jours.	18	193	1.138	3.057.765,73

VIII. — PENSIONS D'INVALIDITE

RENTES D'INVALIDITÉ SERVIES SUR LE FONDS
DE CAPITALISATION

Années	Nombre de rentes liquidées au cours de l'année	Nombre de rentes annulées au cours de l'année	Nombre de rentes existantes au 31 décembre	Montant total des rentes existantes au 31 décembre
1914	»	»	»	»
1915	»	»	»	»
1916	1	»	1	12,60
1917	3	»	4	22,20
1918	19	6	17	46,00
1919	12	6	23	94,60
1920	12	1	34	247,20
1921	36	14	56	785,00
1922	17	9	64	1.149,60
1923	22	8	78	1.746,00
1924	27	19	86	2.922,60
1925	93	32	147	6.761,80
1926	37	17	167	7.854,80
1927	17	23	161	7.707,80
1928	9	28	142	6.476,20
1929	12	18	136	6.618,20
1930	37	25	149	9.358,20
1931	31	25	154	12.116,80

IX. — PENSIONS D'INVALIDITÉ

MAJORATIONS DE PENSION D'INVALIDITÉ

SERVIES SUR LE FONDS SPÉCIAL DE RÉPARTITION

Années	Nombre de majorations liquidées au cours de l'année	Nombre de majorations annulées au cours de l'année	Nombre de majorations existantes au 31 décembre	Montant total des majorations existantes au 31 décembre
1914	»	»	»	»
1915	»	»	»	»
1916	1	»	1	20,00
1917	3	»	4	80,00
1918	24	6	22	1.315,00
1919	12	14	20	1.270,00
1920	16	6	32	2.065,00
1921	59	15	76	5.050,00
1922	24	11	89	5.860,00
1923	24	12	101	6.530,00
1924	28	25	104	73.664,30
1925	99	28	175	232.965,60
1926	40	27	188	311.935,00
1927	17	31	174	289.670,00
1928	15	21	168	328.891,60
1929	28	25	171	490.863,40
1930	69	28	212	633.459,40
1931	53	33	232	709.746,60

X. — REPARTITION PAR EXERCICE DES CHARGES
DU FONDS D'ASSURANCE ET DU FONDS SPECIAL

Années	Fonds spécial	Fonds d'assurance
1914-15	1.969,51	9.987.920,54
1916	13.194,09	10.852.469,06
1917	35.341,32	10.204.445,41
1918	70.732,94	13.148.668,63
1919	134.375,23	19.441.325,25
1920	216.750,65	41.090.642,06
1921	543.762,82	48.648.597,67
1922	728.348,04	52.997.848,54
1923	1.074.426,26	68.445.251,78
1924	1.453.677,83	84.107.702,79
1925	2.574.819,58	106.864.789,83
1926	3.188.173,45	137.280.886,59
1927	3.870.533,09	180.740.103,95
1928	4.730.498,68	202.329.426,05
1929	6.019.841,94	247.418.514,76
1930	7.346.753,82	294.617.003,20
1931	8.817.732,53	302.276.246,10

XI. — ALLOCATIONS AU DECES

(ORPHELINS ET VEUVES)

Années	Nombre de décès ayant donné lieu à l'attribution d'allocations	Montant des allocations attribuées
1916	1.000 (1)	216.400,00
1917	1.412 (1)	307.050,00
1918	873 (1)	183.700,00
1919	2.626 (1)	570.600,00
1920	3.613 (1)	675.450,00
1921	1.452	304.950,00
1922	1.060	219.101,99
1923	1.070	216.307,69
1924	1.471	273.403,46
1925	1.979	356.811,44
1926	2.651	449.656,10
1927	2.947	486.936,51
1928	2.869	837.176,69
1929	3.113	1.217.697,71

(1) Sur le nombre de bons émis de 1916 à 1921 inclus, 5.000 environ correspondent à des veuves d'ouvriers tués à la guerre ou décédés des suites de blessures ou de maladies contractées au cours des hostilités.

XII. — ALLOCATIONS AUX

ALLOCATIONS D'ORPHELINS

Années	Nombre d'allocations liquidées au cours de l'année	Nombre d'allocations annulées au cours de l'année Années	Nombre d'allocations existantes au 31 décembre	Dépense annuelle totale
1925	1.197	18	1.179	509.398,75
1926	1.786	250	2.715	1.083.222,46
1927	942	580	3.077	1.216.283,36
1928	1.010	590	3.497	1.315.721,04
1929	1.164	511	4.150	1.501.078,65
1930	1.144	587	4.707	1.719.161,95
1931	1.230	524	5.413	1.975.163,70

Nota. — Les allocations aux orphelins ne sont attribuées que depuis le 1^{er} mai 1925 en application de la loi du 11 juillet 1925.

SURVIVANTS

PENSIONS DE VEUVES

Années	Veuves d'ouvriers comptant de 15 à 29 ans de services à la mine		Veuves d'ouvriers comptant 30 ans et plus de services à la mine	
	Nombre de bénéficiaires en fin d'année	Coût annuel correspondant	Nombre de bénéficiaires en fin d'année	Coût annuel correspondant
1926	7.737	5.618.485,40	16.399	24.025.307,20
1927	8.431	6.124.002,40	26.578	29.963.071,40
1928	9.280	7.914.727,20	17.196	24.499.872,80
1929	9.675	11.974.722,00	17.592	44.621.396,80
1930	10.326	12.778.070,00	17.921	45.517.390,00
1931	10.886	13.526.642,00	18.425	46.831.844,00

Nota. — Pour les années antérieures à 1926, la Caisse autonome n'a pas procédé à la ventilation de ses diverses catégories de pensionnés; un tableau annexe indique pour ces années et postérieurement les charges du fonds spécial pour l'ensemble des parties prenantes audit fonds.

XIII. — FRAIS D'ADMINISTRATION

Années	Montant des frais d'administration	Pourcentage des frais d'administration		
		par rapport aux cotisations (part de l'Etat non comprise)	par rapport aux dépenses	par rapport aux recettes et dépenses cumulées
	Frs	%	%	%
1915	200.178,71	2,33	7,65	1,74
1916	260.921,21	2,48	5,90	1,70
1917	325.777,16	2,02	4,96	1,44
1918	468.825,14	1,93	6,04	1,46
1919	855.319,39	2,11	4,30	1,40
1920	1.291.092,64	1,64	3,43	1,10
1921	1.513.821,88	1,56	3,38	1,06
1922	1.631.533,57	1,76	3,57	1,17
1923	1.719.474,23	1,48	3,10	0,96
1924	2.235.047,51	1,26	2,95	0,86
1925	2.457.377,38	1,31	2,17	0,82
1926	3.065.608,47	1,25	2,26	0,85
1927	3.286.241,20	1,37	2,00	0,77
1928	3.512.923,53	1,38	1,73	0,77
1929	3.747.637,18	1,44	1,81	
1930	4.048.808,29			
1931	4.047.716,46	Non déterminés.		

XIV. — PORTEFEUILLE DE LA CAISSE AUTONOME

	Valeur du Portefeuille calculée d'après les cours de la dernière bourse de chaque année		Intérêts et Revenus des Valeurs en Portefeuille	
	Assurance	Fonds spécial	Assurance	Fonds spécial
1914-1915	5.589.845,75	3.605.855,00	125.604,37	59.868,96
1916	13.930.739,85	6.099.600,00	682.729,16	230.601,20
1917	25.944.297,14	7.080.468,89	1.131.751,51	318.942,89
1918	43.549.997,95	12.270.817,06	1.994.106,73	462.948,76
1919	69.194.037,17	25.783.130,44	3.220.818,40	1.749.024,15
1920	104.538.214,61	54.611.167,33	6.253.938,04	2.825.293,39
1921	146.490.094,02	72.841.756,86	6.830.313,04	3.797.229,16
1922	189.658.484,90	60.261.159,75	10.548.451,28	2.415.969,95
1923	224.216.807,01	77.811.646,62	13.488.683,75	4.084.044,73
1924	275.587.970,44	143.939.746,03	18.980.373,12	6.450.335,93
1925	343.120.237,62	180.202.070,41	26.342.364,81	10.481.527,90
1926	501.728.061,84	239.390.771,24	33.325.947,57	12.780.441,26
1927	723.932.518,24	337.798.105,25	44.798.274,86	22.018.395,06
1928	900.471.726,23	386.367.662,86	47.853.142,76	20.937.780,56
1929	1.129.523.552,09	444.115.710,88	59.222.166,09	26.655.544,46
1930	1.071.198.170,01	461.408.972,40		
1931	1.270.928.440,06	529.489.289,03		

XV. — COMMENTAIRES DES TABLEAUX STATISTIQUES

I. — *Ressources de la Caisse autonome* (tableau 1)

L'accroissement continu des ressources depuis 1914, provient de plusieurs facteurs :

- a) augmentation du salaire du mineur;
- b) augmentation du chiffre maximum du salaire sur lequel est effectué le prélèvement; 3.000 fr. en 1914 et 12.000 fr. en 1930.
- c) augmentation de la quotité du prélèvement sur le salaire.

Ce taux est passé de 2 % en 1914, à 2,5 % et peut atteindre 3 % à partir du 1^{er} juin 1914 et même 3,5 % à dater du 1^{er} janvier 1930.

d) augmentation de la quotité de la cotisation de l'Etat passant de 1 % sur le chiffre des salaires jusqu'en 1930, à 4,5 % à partir de cette année-là.

Cette extension des ressources de la Caisse a eu pour contre-partie une élévation de taux des différentes retraites servies par cet organisme.

II. — *Pensions de Vieillesse* (tableau 2)

L'augmentation du nombre des rentes liquidées s'explique par la date de création relativement récente de la Caisse. A mesure que le nombre des ouvriers atteignant l'âge de la retraite augmente, le chiffre des rentes s'accroît parallèlement. Il arrive d'ailleurs un moment où le nombre des retraités est

sensiblement constant pour chaque année. C'est ce qui ressort de l'examen du tableau 4.

Un autre facteur d'accroissement du total des rentes, en plus de celui du nombre des rentes est l'augmentation du taux de la retraite passé de 730 fr. en 1914 à 5.000 fr. au 1^{er} juin 1929.

III. — *Pensions d'Invalidité* (tableaux 8 et 9)

L'examen de ces deux tableaux révèle une extension du nombre et du montant des rentes d'invalidité. Il s'explique par les mêmes raisons que celles des pensions de vieillesse.

IV. — *Répartition par exercice des charges du fonds d'Assurance et du fonds spécial* (tableau 10)

Contre-partie des ressources de la Caisse, les charges des deux fonds marquent un accroissement constant d'année en année.

Il est dû, d'une part, à l'élévation du taux des diverses pensions; d'autre part, à l'augmentation des catégories et du nombre des bénéficiaires créés par les lois de 1914 à 1930: attribution d'une retraite en faveur des ouvriers comptant 30 ans de travail salarié, dont 15 au moins dans les mines, avec reversibilité sur la tête de la veuve; assimilation des administrateurs de syndicats aux délégués-mineurs pour les avantages et obligations du régime des retraites minières; extension du bénéfice de la législation aux ouvriers ardoisiers et à leurs veuves; etc.

V. — *Pensions aux survivants* (tableau 11)

Mêmes observations que pour les pension de vieillesse et d'invalidité.

V. — *Frais d'administration* (tableau 13)

Les facteurs de l'accroissement sont :

- a) l'augmentation des services de la Caisse qui a dû faire face à un travail accru chaque année;
- b) l'augmentation des traitements du personnel de la Caisse, pour les mettre en harmonie avec ceux des autres administrations.

CHAPITRE IV

Etude comparative des Assurances sociales dans les mines et dans la législation générale

Le régime d'assurances sociales des mineurs tel qu'il fonctionnait en 1930 était, avec celui des marins et des cheminots, un des seuls régimes de prévoyance englobant la majorité des risques qui peuvent atteindre le travailleur au cours de sa vie. Régime d'avant-garde qui, depuis 1894, avec des perfectionnements apportés durant trente ans constitue un organisme qui rend de grands services aux intéressés et dont la corporation minière est fière à juste titre.

Le législateur, cependant, continuant le grand mouvement de protection des classes laborieuses qui a pris naissance vers la fin du siècle dernier et qui s'est continuellement affirmé et raffermi au cours du vingtième siècle, avait mis sur le chantier, depuis plus de dix ans, une loi générale d'assurances sociales qui devait être promulguée le 5 avril 1928.

Cette loi du 5 avril 1928, modifiée par celle du 30 avril 1930 apporte un bouleversement profond et un changement important dans la situation des salariés.

Nous n'avons pas la prétention d'examiner ici le système général des Assurances sociales, ce qui sortirait manifestement des cadres de notre étude; mais seulement de comparer les deux régimes des institutions: prévoyance minière et prévoyance générale.

Cette étude, tout en mettant en lumière le vaste effort de la corporation minière, le haut degré de perfectionnement auquel est arrivée son assurance en France, nous sera utile pour comprendre la coordination des deux systèmes réalisée par le décret du 30 juin 1931.

Nous restreignant donc aux grandes lignes, notre rapprochement portera dans ces régimes sur deux points :

- 1° les prestations ;
- 2° l'organisation financière et administrative.

Il nous permettra de comprendre l'œuvre de la Commission de coordination instituée par le Ministère du Travail, dont les travaux ont donné naissance au décret du 30 juin 1931.

I. — Les prestations dans les deux régimes (étude comparative)

La loi sur les Assurances sociales a pour but de garantir les travailleurs « économiquement faibles » contre les risques de maladie, d'invalidité et de vieillesse et de leur apporter une aide au moment de la maternité et en cas de décès.

Elle prévoit deux catégories de bénéficiaires : les assurés obligatoires qui sont des salariés et les assurés facultatifs qui travaillent à leur compte et ne tirent de leur travail qu'un revenu limité.

Les uns et les autres obtiennent par la loi des avantages particuliers lorsqu'ils ont des charges de famille. Les agriculteurs sont soumis à un régime spécial plus avantageux que celui qui est appliqué aux autres professions.

Définition du salarié. — Bien que le terme de « salarié » n'ait pas été défini dans les deux régimes, il résulte d'une circulaire adressée aux préfets en août 1930 par le Ministre du Travail que le critérium à adopter est le « rapport de subordination personnelle ou de dépendance économique à l'égard de l'employeur ».

Toutefois, une jurisprudence récente donne du salarié une définition un peu différente. (Cassation, 6 juillet 1931. Dalloz périodique, 1931, I, p. 121, note de M. Pic). « La condition juridique d'un travailleur, déclare expressément la Chambre civile, ne saurait être déterminée par la faiblesse ou la dépendance économique dudit travailleur et ne peut résulter que du contrat conclu entre les parties; la qualité de salarié implique nécessairement l'existence d'un *lien juridique de subordination* du travailleur à la personne qui l'emploie ».

Dorénavant, c'est de cet arrêt qu'il faudra s'inspirer pour discerner le personnel assujetti aux Assurances sociales dans les deux régimes.

Les bénéficiaires obtiennent dans les deux systè-

mes un ensemble de prestations sensiblement différentes qu'il s'agit maintenant de bien distinguer.

I. — *Maladie*

Assurances sociales générales. — Il faut avoir cotisé soixante jours dans les trois mois qui précéderont l'origine constatée de la maladie. Les prestations comprennent des allocations en argent et des allocations en nature.

a) *Prestations en argent.*

Pendant six mois, à partir du sixième jour de maladie (du quatrième jour, s'il y a trois enfants à la charge de l'assuré), les caisses versent une allocation égale au demi-salaire de base. Cette allocation est réduite en cas d'hospitalisation.

Comme l'assuré, en cas de maladie d'une certaine durée, ne pouvait pas verser sa cotisation pour l'assurance vieillesse, c'est la caisse qui, à partir du seizième jour, versera pour le compte de l'assuré, la moitié de la cotisation (ouvrière et patronale) nécessaire pour constituer la retraite.

b) *Prestations en nature.*

L'assuré, son conjoint, ses enfants de moins de 16 ans s'ils ne sont pas salariés, et s'ils sont à sa charge, les pupilles de la nation dont il est tuteur, ont droit au remboursement des frais de médecine générale et spéciale, des frais pharmaceutiques et d'appareils, des frais d'hospitalisation et de traite-

ment dans un établissement de cure et des frais de transport, enfin des frais d'interventions chirurgicales.

L'assuré a le libre choix du praticien et de l'établissement hospitalier.

Les prestations sont dues dès le premier jour de la constatation médicale et pendant six mois.

Mais il y a lieu de noter trois restrictions importantes au droit des assurés malades :

1° Le total des frais médicaux et pharmaceutiques remboursés ne pourra en aucun cas excéder par journée de maladie 50 % du salaire de base moyen de l'année précédente. Ainsi un assuré gagnant 40 francs par jour, qui appartient à la cinquième catégorie, ne pourra toucher pour frais médicaux plus de 18 francs par jour (le salaire de base de sa catégorie étant de 36 francs).

Cependant, en cas de maladie exigeant un traitement spécial, ce maximum pourra être dépassé.

2° L'assuré conserve à sa charge de 15 à 20 % des frais médicaux et pharmaceutiques suivant sa catégorie.

3° Les 80 à 85 % qui sont remboursés à l'assuré sont calculés, non pas sur sa dépense réelle, mais sur un tarif, dit « tarif de responsabilité » que la Caisse établira et qui fixera le prix des divers « actes médicaux ».

Pour connaître le prix de « l'acte médical » dont l'assuré sera remboursé, il faut considérer deux cas :

a) Un accord est intervenu entre la Caisse d'Assurances Sociales et les syndicats professionnels de pra-

ticiens de la région. C'est l'hypothèse la plus favorable pour le malade. Celui-ci paye le médecin et le pharmacien et ses frais lui sont remboursés, à concurrence de 80 à 85 % ;

b) Un accord n'a pu être conclu avec les Syndicats professionnels.

Les Caisses pourront alors : soit établir un tarif de responsabilité, voisin des prix médicaux ; mais ce tarif opposable au malade ne pourra l'être au médecin ; soit verser à l'assuré une indemnité journalière forfaitaire ; dans ce cas la retenue de 15 à 20 % ne joue pas.

Hospitalisation. — En dehors des frais médicaux et pharmaceutiques, l'assuré a droit aux traitements dans les dispensaires, cliniques, etc...

On voit combien sont larges les prestations de la loi en ce qui concerne la maladie.

Toutefois, un vice très grave est que les « tarifs de responsabilité » sont trop bas.

Le Ministre du Travail, dans une série de circulaires parues au *Journal Officiel* des 4 et 23 septembre 1930, a indiqué que les Caisses ne sauraient allouer, étant donnée l'expérience faite en Alsace, des prix trop élevés.

Si l'on considère le tarif ministériel que beaucoup de médecins n'ont d'ailleurs pas accepté, la participation du malade en cas d'intervention chirurgicale ou de traitement dans un hôpital est très importante.

Voici à titre d'exemple le tarif ministériel :

	Villes de plus de 200.000 hab.	Villes de moins de 200.000 hab.
Consultation ou visite de médecin ou de spécialiste	15 »	12 »
Hospitalisation (par jour) :		
Frais dans les services ma- ladie	20 »	13 »
Frais dans les services chi- rurgie	24 »	16 »
Accouchement simple . . .	400 »	300 »
Accouchement gemellaire .	550 »	400 »
Tarif kilométrique de déplacement du médecin :		
0 fr. 75.		

Assurances sociales des mineurs. — Tout mineur inscrit sur les contrôles de la Mine participe aux allocations de la Caisse de secours. Quoique la loi ne le prévoit pas, la grande majorité des statuts accordent les mêmes prestations au mineur et aux membres de sa famille à sa charge (ceux-ci comptés dans un esprit très large).

Les allocations sont perçues à partir du deuxième ou du troisième jour au lieu du sixième dans le système général. La durée des prestations (six mois) est la même dans les deux régimes.

L'indemnité quotidienne de maladie, variable suivant les sociétés, est sensiblement inférieure à celle des Assurances sociales générales ; elle est de 20 à 30 % du salaire, au lieu de 50 %. Le versement de la moitié de la cotisation pour l'assurance vieillesse aux assurances sociales est remplacé chez les mineurs

par un versement à la Caisse autonome (5 % de l'indemnité quotidienne).

Quant aux prestations en nature, les allocations sont toutes à l'avantage des travailleurs du sous-sol. Les caisses minières dans la plupart des cas assurent intégralement les soins médicaux et pharmaceutiques ainsi que les traitements et opérations dans les hôpitaux sans demander de participation à leurs membres.

Il y a lieu de signaler que les malades n'ont pas le libre choix du praticien ou de l'hôpital mais que ceux-ci sont désignés par le Conseil d'Administration de la Caisse.

II. — *Maternité.*

Assurances sociales générales. — Des indemnités sont accordées aux femmes salariées personnellement assurées et aux épouses des assurés. Elles comprennent :

a) Des prestations en nature, qui sont celles accordées en cas de maladie. Elles sont dues pendant la durée de la grossesse et six mois après l'accouchement ;

b) Des prestations en espèces.

L'assuré (mais non la femme de l'assuré) a droit à son demi-salaire six semaines avant et six semaines après l'accouchement, sous certaines conditions de cotisation.

Des primes d'allaitement décroissant de 150 fr. à 50 fr. dans les derniers mois sont accordées et des

bons de lait remplacent ces primes pour les femmes dans l'impossibilité physique de nourrir leur enfant.

Assurances sociales des mineurs. — Le régime semble plus favorable pour les mineurs, en ce qui concerne les soins et les frais d'accouchement, qui comptés comme frais de maladie sont intégralement remboursés par les Caisses de secours; ce qui n'a pas lieu pour les caisses d'assurances sociales générales.

Quant aux autres allocations, elles sont minimales : Une prime de naissance de 50 francs à 100 francs et quelquefois des bons de lait.

Si le régime général est supérieur, c'est que dans le cas optimum (prestation du demi-salaire pendant douze mois) la femme est assurée personnellement et cotise à la Caisse, tandis que l'épouse du mineur ne participe aux allocations que par l'intermédiaire de son mari, sans verser de cotisation spéciale.

III. — *Décès et charges de famille.*

Assurances sociales générales. Décès. — Pour avoir droit à l'assurance décès, l'assuré doit avoir été immatriculé un an au moins avant sa mort et avoir dans le cours de cette année versé au moins 240 cotisations journalières. Les conditions sont sensiblement les mêmes pour l'obtention des pensions d'orphelins.

En cas de décès, les ayants droit de l'assuré (conjoint survivant, descendants et ascendants à défaut) reçoivent un capital égal à 20 % de son salaire annuel moyen, avec minimum de 1.000 francs.

Charges de famille. — Des majorations des diverses allocations (maladie, grossesse, invalidité, décès, vieillesse) sont accordées aux chefs de famille ainsi que des pensions pour orphelins. La loi entend par charges de famille les enfants de plus de six semaines et de moins de seize ans, non salariés, à la charge de l'assuré.

Les pensions pour orphelins sont au minimum de 120 francs par an. Elles ne se cumulent pas avec les pensions versées par l'Etat, les départements et les communes aux orphelins de leurs fonctionnaires et employés.

Ces diverses majorations et pensions accordées pour charges de famille sont peu importantes.

Il y a lieu de signaler ici, que la loi du 21 janvier 1932 rendant obligatoire l'institution des allocations familiales, vient encore améliorer le sort des salariés.

Assurances sociales mineurs. — Bien meilleure est la situation du mineur qui touche, et combien davantage, à deux sources différentes : la Caisse autonome et la Société de secours.

Si on ne lui donne pas des allocations croissantes avec ses charges, celles-ci sont bien compensées par des prestations largement calculées.

Décès. — Les Caisses de secours versent des indemnités qui varient suivant les organismes de 50 à 200 francs. En outre, des secours renouvelables mensuellement sont remis aux veuves, orphelins et enfants de moins de 13 ans et aux ascendants de certains participants. Ces versements sont en réalité modiques. Mais les ayants droit du mineur à son décès, s'adres-

sent à la Caisse autonome qui se montre très tutélaire en leur accordant :

a) Des allocations de 300 francs à 900 francs pour les orphelins et de 150 à 600 francs pour les veuves. Ces secours qui se cumulent sont au moins aussi importants que ceux des assurances sociales générales.

b) Une pension à la veuve atteignant 55 ans. La rente se chiffre à la moitié de la retraite du mari, si celui-ci avait 15 ans de services au moins.

Nous verrons que le système général prévoit la faculté de versement de la moitié de la retraite du mari, à la femme atteignant 55 ans. Mais cette disposition est moins favorable que pour les mineurs, puisqu'il faut que l'assuré réunisse les deux conditions de 30 ans de service et 60 ans d'âge pour que la rente réversible soit accordée à son conjoint.

IV. — *Chômage.*

C'est le seul risque qui ne soit pas couvert par les organismes miniers et qui fait l'objet d'un versement dans le système général. On peut expliquer cette situation en remarquant que le chômage est très rare dans le métier de mineur, sauf dans certaines périodes de crises très aiguës, heureusement exceptionnelles. Cela tient au fait que notre pays est largement importateur de houille et que les Compagnies minières sont même obligées de faire appel à la main-d'œuvre étrangère pour compléter leur personnel.

A vrai dire, dans le système général, le chômeur n'a droit à aucune indemnité, mais pendant la durée

de son chômage, la caisse verse pour lui, sous certaines conditions, la double cotisation ouvrière et patronale, afin qu'il ne perde pas son droit à la retraite et à l'assurance contre les divers risques de répartition.

Les cotisations ne sont versées par la Caisse pour le compte de l'assuré que pendant quatre mois au plus dans le cours d'une année.

V. — *Invalidité.*

Assurances sociales générales.

Si après les 6 premiers mois de sa maladie ou de son accident (autre qu'un accident du travail) l'assuré conserve une affectation ou une infirmité réduisant des $\frac{2}{3}$ au moins sa capacité de travail, il a droit à titre provisoire, puis à titre définitif s'il y a lieu, à une pension d'invalidité.

Cette pension n'est due qu'après une immatriculation de 2 ans au moins avant la maladie ou l'accident qui entraîne son incapacité.

La pension est, en principe, de 40 % du salaire annuel moyen. Il faut distinguer deux périodes :

Dans la première période, la pension est fixée pour 5 ans. Pendant ce temps, l'assuré touche les soins médicaux et pharmaceutiques comme en cas de maladie.

Dans la deuxième période si, après examen médical, l'assujetti est reconnu avoir une invalidité de 50 % ou plus, sa pension est maintenue, sinon elle est supprimée.

L'assuré titulaire d'une pension d'invalidité passe à 60 ans au service de l'assurance-vieillesse.

Assurances sociales des mineurs.

Les conditions d'admission à l'invalidité sont sensiblement les mêmes, sauf que la législation minière exige 10 années de services dont 2.640 jours de travail ou de maladie dont 500 au moins de travail effectif, alors que la législation générale n'exige que 2 ans. Pendant 5 ans, le mineur touchera une indemnité mensuelle de 300 francs (3.600 francs par an). Après 5 ans, cette pension sera supprimée si le taux d'invalidité devient inférieur à $\frac{2}{3}$ ou consolidée à 3.600 francs par an jusqu'à son passage dans l'assurance vieillesse à 55 ans.

Les prestations accordées en ce qui concerne les rentes sont donc plus avantageuses dans le système général.

VI. — Vieillesse.

Assurances sociales générales.

L'assurance-vieillesse garantit une pension de retraite au salarié qui atteint 60 ans avec possibilité d'ajourner la liquidation de sa pension jusqu'à 65 ans.

Il faut en outre qu'il ait cotisé pendant 30 ans (à raison de 240 jours au minimum par an).

Ces conditions remplies, il a droit à une pension égale à 40 % de son salaire de base moyen, résultant des cotisations obligatoires qu'il a versées depuis l'âge de 16 ans. La pension est augmentée ou dimi-

nuée de 1/30 par année de versement en plus ou en moins des 30 ans. Elle peut être touchée à partir de 55 ans dans certains cas.

La pension vieillesse est en principe calculée à capital aliéné, c'est-à-dire que les héritiers n'ont aucun droit. Toutefois, l'assuré peut demander que le capital, moyennant réduction de la pension, serve à la constitution d'une rente réversible par moitié sur la tête de son conjoint survivant, avec jouissance pour ce dernier à 55 ans au plus tôt.

Le retraité peut conserver pour lui et son conjoint le bénéfice de l'assurance-maladie.

Assurances sociales des mineurs.

La Caisse autonome des mineurs exige les conditions de 55 ans d'âge et de 30 ans de services pour l'obtention d'une pension de retraite à 5.000 francs.

Pour le personnel ne réunissant pas ces conditions, c'est-à-dire ayant de 15 ans à 29 ans de mines mais 55 ans d'âge, il est prévu des retraites proportionnelles s'échelonnant de 1.500 francs à 4.470 francs par an.

Des suppléments de retraite (de 60 francs par an) sont alloués aux mineurs travaillant au delà de la durée réglementaire.

Enfin le même système prévu par les Assurances sociales de réversibilité de la moitié de la retraite fonctionne pour la veuve atteignant 55 ans.

La comparaison des retraites-vieillesse est nettement en faveur du mineur : il touche d'abord une pension à 55 ans au lieu de 60 ans, avantage très

appréciable, le nombre des assurés ne bénéficiant pas de leur pension par suite de décès entre 55 et 60 ans étant élevé dans le monde ouvrier.

D'autre part, sa retraite est souvent plus élevée.

Supposons un salaire moyen de 12.000 francs par an pendant 30 ans ; chiffre bien rarement atteint par les ouvriers ordinaires, en raison de la modicité des salaires de début et des périodes de chômage. Le chiffre de la retraite dans ce cas est de 40 % de 1.200 francs, soit 4.800 francs.

Or le mineur, qui a peu de chômage, touche obligatoirement en bout de 30 ans de service 5.000 francs de retraite à 55 ans. Sa situation est nettement meilleure et plus sûre.

II. — Organisation financière et administrative des deux systèmes

L'ampleur des organismes destinés à assurer les services de prévoyance sociale dans les deux régimes nécessite une administration importante et un contrôle rigoureux. Les mêmes principes ont présidé à leur fonctionnement. Ce sont, du côté financier, la répartition et la capitalisation combinées, ayant pour réplique dans l'organisation administrative deux genres de caisses.

Seul le régime général, beaucoup plus important, possède comme régulateur, une caisse générale de garantie.

Organisation financière

Assurances sociales générales

Les fonds nécessaires proviennent :

- 1° Des cotisations ouvrières et patronales ;
- 2° Des cotisations spéciales que les employeurs versent pour certains non assujettis ;
- 3° D'une participation de l'Etat se décomposant en :

- a) une contribution annuelle de 540 millions ;
- b) la moitié des économies réalisées par les départements et les communes sur les crédits ordinaires moyens correspondant au budget d'assistance des cinq précédentes années ; la totalité des mêmes économies en ce qui concerne l'Etat ;
- c) contributions diverses.

Les cotisations ouvrières et patronales sont versées par l'employeur qui précompte sur le salaire la part de l'employé. Les deux cotisations sont égales et réparties en cinq catégories.

Limites de salaires réels par catégories	Salaire quotidien de base	Cotisation mensuelle	
		Assuré	Employeur
1 ^{re} catégorie au-dessous de 8 fr. par jour	6 »	6 »	6 »
2 ^e catégorie de 8 à 14 fr. 99 par jour	12 »	12 »	12 »
3 ^e catégorie de 15 à 19 fr. 99 par jour	18 »	18 »	18 »
4 ^e catégorie de 20 à 31 fr. 99 par jour	24 »	24 »	24 »
5 ^e catégorie de 32 francs et plus ...	36 »	40 »	40 »

Conditions de salaires. — Sont affiliés obligatoires, tous les salariés dont la rémunération totale annuelle, quelle qu'en soit la nature, à l'exclusion des allocations familiales, ne dépasse pas 15.000 francs. Ce chiffre est porté à 18.000 francs dans les villes de plus de 200.000 habitants et dans un certain nombre de circonscriptions industrielles. Le chiffre limite est augmenté pour les salariés ayant des charges de famille.

Assurances sociales des mineurs

Les ressources proviennent des patrons et des ouvriers et d'une cotisation de l'Etat mais elles ont une affectation spéciale.

Les caisses de secours reçoivent : 1,75 % du montant des salaires au maximum versé par le salarié, autant de l'exploitant et une allocation de l'Etat : soit 3,50 % du montant des salaires, plus la part de l'Etat.

La Caisse autonome encaisse des exploitants, des mineurs et de l'Etat, 15,5 % du montant des salaires.

On voit donc que les services de prévoyance miniers absorbent 19 % des salaires sans compter les subventions gouvernementales.

Il est aisé de constater que les ressources des Assurances sociales générales sont beaucoup plus faibles, puisque le système des catégories établies par la loi correspond à 8 à 10 % environ du salaire. Dans ces conditions, la part de l'Etat qui est au minimum de 540 millions de francs devra être considérable si l'on veut que les caisses ne soient pas en déficit.

Organisation administrative

Assurances sociales générales

L'organisation financière basée sur la capitalisation et la répartition conjuguées a donné naissance à deux genres de caisses : les Caisses de capitalisation et les Caisses primaires de répartition dont la régularité et le contrôle sont assurés par la Caisse générale de garantie.

1° *Caisses primaires de répartition.* — Ce sont, soit des caisses privées, soit des caisses départementales, régies par la loi de 1898 sur les Sociétés de secours mutuels.

Elles ont pour rôle d'assurer le fonctionnement de la loi en ce qui concerne l'assurance-maladie, maternité, décès et soins aux invalides, classés comme risques de répartition.

Ces organismes reçoivent une part des cotisations aux Assurances sociales, et placent ces fonds d'une manière strictement prévue par la loi. 5 % des sommes reçues constituent une part de réassurance et vont au fonds de garantie et de compensation.

2° *Caisses de capitalisation.* — Leur but est d'assurer le service des prestations invalidité et vieillesse.

Il y est pourvu, soit par les Caisses mutualistes de retraites ouvrières de la loi de 1910, soit par les Caisses autonomes de la loi du 1^{er} avril 1898, soit par les Caisses patronales, soit par la Caisse Nationale des Retraites.

3° *Caisse générale de garantie.* — La liaison entre

les Caisses, pour harmoniser leur action et créer entre elles une certaine solidarité financière, est assurée par la Caisse générale de Garantie, organe national qui relève directement du Ministre et qui jouit de la personnalité civile et d'une autonomie financière complète.

Cet organisme gère deux fonds :

le fonds de majoration et de solidarité ;

le fonds de garantie et de compensation.

Ils sont destinés à parer au déficit des caisses et à assurer le service normal des pensions et des allocations diverses.

Assurances sociales des mineurs.

Ainsi que nous l'avons vu (chapitre III) les organismes financiers des mineurs, basés sur les mêmes principes, sont moins compliqués. On peut attribuer cette simplicité relative au nombre moins important d'assurés mineurs, aux allocations moins variées, aux Sociétés de secours, organismes autonomes évitant les inconvénients d'une trop grande centralisation.

Il est trop tôt encore pour porter un jugement sur le fonctionnement financier et administratif des Caisses d'Assurances sociales, et il est nécessaire de voir la loi en application depuis plusieurs années avant de se prononcer.

Les Caisses minières ont, au contraire, derrière elles un long passé plus que trentenaire. De sévères critiques leur ont été adressées ; elles ont su en profiter et pallier peu à peu aux insuffisances de leurs

débuts. L'opinion leur est nettement favorable aujourd'hui. On en veut seulement pour preuve l'attachement des assurés à leurs Caisses de secours et l'intérêt qu'ils portent à la Caisse autonome qui leur procure, dans leurs vieux jours, une aisance modeste et la jouissance d'un repos bien gagné.

CHAPITRE V

Le Décret du 30 Juin 1931

I. — But du décret

Dès la promulgation de la loi du 5 avril 1928 organisant en France un système général d'Assurances sociales, il était apparu qu'une coordination des régimes spéciaux avec les dispositions nouvelles de prévoyance sociale était nécessaire. C'est cette œuvre qu'ont réalisée les décrets du 30 juin 1931, mettant en harmonie avec le système général la réglementation sociale particulière des mineurs, des cheminots et des marins.

Une Commission avait été constituée par le Ministre du Travail afin de coordonner le régime des Assurances sociales et celui des retraites et des secours aux mineurs. Réunie à la Caisse autonome, elle adoptait, dans sa séance du 30 novembre 1929, le texte d'une réglementation nouvelle. Celle-ci, remaniée plusieurs fois pour tenir compte des modifications de la loi du 30 avril 1930, devenait, après avis de la Commission donné le 13 juin 1931, le décret du 30 juin 1931.

Quoiqu'on en ait dit, il était utile de prévoir le régime auquel serait soumis le personnel minier qui passe au service d'industries diverses ou qui en provient, et qui tenait à profiter des avantages des assurances sociales, malgré ses migrations successives.

Il était peut-être moins opportun, d'accorder quelques prestations de la législation générale à des assurés qui étaient largement protégés par leur régime spécial, au détriment de l'équilibre financier des Caisses de secours.

L'étude du décret du 30 juin 1931 va nous montrer cependant, que l'armature de la législation minière de 1930 a été conservée, pour la masse du personnel, les modifications n'intéressant qu'une faible proportion des travailleurs.

II. — Le décret du 30 Juin 1931

L'article premier du décret déclare : « Le régime d'assurances-maladie, maternité, invalidité, vieillesse et décès des ouvriers et employés des mines et assimilés est celui prévu par la législation des Sociétés de secours de mines et la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs, complété par les dispositions suivantes en ce qui concerne les assurés dont la rémunération totale annuelle, telle qu'elle est définie à l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 30 avril 1930, sur les Assurances sociales, n'excède pas les chiffres fixés audit article (c'est-à-dire 15.000 francs ou 18.000

francs suivant les localités, avec augmentation jusqu'à 25.000 francs pour charges de famille).

Il résulte de ce texte que rien ne doit être changé au régime des mineurs. Les deux grands organismes : la Caisse de secours et la Caisse autonome, sont maintenus. Seules quelques prestations complémentaires devront être accordées dans les conditions suivantes.

1° ASSURANCES-MALADIE-MATERNITÉ, SOINS AUX INVALIDES

L'article 2 du décret stipule que « les statuts des Sociétés constituées par application de la loi du 21 mars 1930 doivent contenir des clauses assurant à leurs affiliés, ainsi qu'aux membres de leur famille, énumérés à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 30 avril 1930, des avantages équivalents à ceux que prévoit ladite loi en cas de maladie et de maternité et pour les soins aux invalides.

Cette prescription peut être considérée comme satisfaite par avance, par la plupart des Sociétés de secours, sauf peut-être en ce qui concerne les allocations de maternité. Nous avons vu en effet (chapitre III, section I), que la majorité des Sociétés de secours sont très larges dans les prestations et donnent à l'expression « membres de la famille » une interprétation très extensive.

D'après l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 30 avril 1930, les membres de la famille sont : « l'assuré, son conjoint, leurs enfants à charge non salariés âgés de moins de 16 ans et les pupilles de la Nation remplis-

sant les mêmes conditions, dont l'assuré est tuteur ». Que devront faire les Caisses pour se mettre en accord avec le titre premier du décret ?

Les statuts seront modifiés d'une manière très simple, ainsi que le conseille une circulaire n° 1080 du 19 août 1931 du Comité Central des Houillères de France : « Si, comme c'est généralement le cas, les statuts actuels des Caisses de secours prévoient que les familles des sociétaires (femme, enfants et ascendants) ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques, il n'y a pas lieu à modification des statuts. Dans le cas contraire, il convient d'introduire dans les statuts un article stipulant que les membres de la famille des sociétaires, tels qu'ils sont énumérés par l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 30 avril 1930, ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques... Pour les soins et allocations en cas de maternité, non prévus par les statuts d'un nombre assez élevé de Caisses, il suffira d'inscrire dans les statuts : « qu'en cas de maternité, l'adhérent et la femme de l'adhérent bénéficieront d'avantages équivalents à ceux que prévoit l'article 9 de la loi du 30 avril 1930 ».

Le service des soins médicaux et pharmaceutiques continuera à être assuré par les caisses de secours, ainsi que le prévoit l'article premier du décret. Les mineurs et assimilés n'ont pas le libre choix du praticien comme les salariés des Assurances sociales.

2° ASSURANCE-INVALIDITÉ

L'assurance-invalidité est réglée par l'article 5 du

décret du 30 juin 1931. Celui-ci classe les ouvriers en trois catégories :

1° L'ouvrier ou employé ayant effectué 15 ans et plus de services dans les mines.

Celui-ci, s'il remplit les conditions exigées par la législation de retraites des ouvriers mineurs pour bénéficier des prestations d'invalidité, ne peut prétendre qu'aux prestations prévues par cette législation.

2° L'ouvrier ou l'employé ayant effectué de 10 ans à moins de 15 ans de services miniers.

Cet assujetti, s'il remplit les conditions prévues par la législation de retraites des ouvriers mineurs pour avoir droit à une pension d'invalidité, peut opter entre les prestations prévues par le régime des Assurances sociales et celles prévues par le régime spécial des mineurs.

3° L'ouvrier ou l'employé ayant effectué moins de 10 ans de services miniers, qu'il ait été exclusivement occupé à la mine ou alternativement soumis au régime des Assurances sociales et au régime spécial des mineurs, peut obtenir les prestations du régime des Assurances sociales dans les conditions générales de ce régime.

Quel est donc le régime des assujettis de la troisième catégorie et de ceux de la deuxième catégorie qui opteront pour le régime des Assurances sociales ? Il est indiqué par les articles 10, 11 et 12 de la loi du 30 avril 1930.

Ces assurés peuvent, jusqu'à l'âge de 60 ans (et non 55 ans comme dans les mines), à condition qu'ils soient atteints d'une incapacité de travail des 2/3

constatée après six mois de soins à la Caisse de secours ou d'Assurances sociales, obtenir une pension d'invalidité dont le maximum dans les cas les plus avantageux sera de 40 % du salaire annuel moyen de base.

Montant de la pension d'invalidité. — Il varie selon l'âge des bénéficiaires au 1^{er} juillet 1930 et l'âge auquel ils ont été affiliés soit à la Caisse autonome, soit à un organisme d'Assurances sociales après cette date.

1^o Ouvriers et employés âgés de moins de 30 ans au 1^{er} juillet 1930, occupés à la mine à cette date et ouvriers et employés affiliés postérieurement à cette date avant l'âge de 30 ans, soit à la Caisse autonome, soit à un organisme d'Assurances sociales.

La pension est égale à 40 % du salaire annuel moyen, résultant des cotisations obligatoires payées, chaque année, avant l'âge de 16 ans, si l'assuré n'a pas atteint cet âge au moment où il devient invalide, et depuis l'âge de 16 ans, s'il a dépassé cet âge. Ce taux est augmenté jusqu'à concurrence de 50 % et de 1 % du salaire pour chaque année d'assurance en plus de 30 ans de versements et correspondant au minimum de 240 cotisations journalières.

Pour l'assuré qui ne compte pas 30 années entières d'assurance qui a interrompu ses versements pendant une année et plus, la pension d'invalidité est réduite de 1/30^e par année d'interruption ou par fractions réunies d'année équivalant au moins à une année entière

2^o La pension est majorée de 100 francs par enfant

de plus de 6 semaines et de moins de 16 ans non salarié, à la charge de l'assuré, qu'il soit légitime, naturel, reconnu, recueilli, adoptif ou pupille de la Nation dont l'assuré est tuteur et qui est à sa charge.

2° Ouvriers et employés âgés de plus de 30 ans au 1^{er} juillet 1930, occupés à la mine à cette date et ouvriers et employés qui, âgés de moins de 30 ans à cette date, n'ont été affiliés qu'après cet âge à la Caisse autonome, soit à un organisme d'Assurances sociales.

La pension de 40 % du salaire annuel moyen de base, calculée comme il est dit pour les ouvriers de la 1^{re} catégorie est réduite de 1/30^e par année ou fraction d'année d'âge comprise entre 30 ans et l'âge d'affiliation.

Elle est également réduite comme il a été indiqué à propos de la 1^{re} catégorie ci-dessus pour les ouvriers qui ne comptent pas 30 années d'assurance et qui ont interrompu leurs versements pendant une année ou plus.

La pension ne peut toutefois être inférieure à 1.000 francs, si l'assuré compte 6 ans au moins de versements.

Au-dessous de 6 ans, les pensions s'élèvent au minimum à :

900 francs pour 5 ans de versements ;

800 francs pour 4 ans de versements ;

700 francs pour 3 ans de versements ;

600 francs pour 2 ans de versements.

L'avantage de la législation nouvelle est qu'il suffit d'un délai d'affiliation de deux ans et du versement

de 480 cotisations journalières pour toucher les prestations d'invalidité.

Comme dans la législation minière d'ailleurs, la pension d'invalidité n'est que provisoire. Elle donne lieu à une fixation définitive au bout de 5 ans.

Les paragraphes 4 à 7 de l'article 5 indiquent quels sont les organismes qui supporteront la charge des pensions, suivant la date d'affiliation des assurés à l'une ou l'autre caisse. Pour les mineurs, la Caisse autonome est chargée du service invalidité.

3° ASSURANCE-VIEILLESSE

Le régime des assurés comporte deux grandes catégories :

1° Les ouvriers et employés qui ont travaillé exclusivement à la mine ;

2° Les ouvriers et employés qui ont été soumis alternativement au régime de retraites des ouvriers mineurs et à celui des Assurances sociales.

1° *Ouvriers et employés*

qui ont travaillé exclusivement à la mine

Il y a lieu de faire une sous-distinction :

a) Assurés ayant atteint l'âge de 55 ans et comptant au moins 15 ans de services miniers.

Ils sont soumis au régime spécial de retraites des mineurs (Cf Chapitre III).

b) Assurés, âgés de plus de 30 ans au 1^{er} juillet 1930, qui ont travaillé exclusivement à la mine et qui,

au moment où ils demandent la liquidation de leur pension, ne justifient pas de 15 ans de services.

Ils pourront, s'ils ont continué à travailler jusqu'à 60 ans et à effectuer leurs versements au fonds d'assurance, obtenir à cet âge, pour leurs services postérieurs au 30 juin 1930, une pension calculée comme en matière d'Assurances sociales, après leur reclassement, dans les catégories de salariés auxquelles ils auraient appartenu sous le régime des Assurances sociales. Leur droit à pension ne peut être obtenu que s'ils ont effectué les versements prévus dans les conditions de l'article 6, § 2, du décret du 30 juin 1931.

2° Ouvriers et employés qui ont été soumis alternativement au régime de retraites des ouvriers mineurs et à celui des Assurances sociales.

Ils sont divisés en trois catégories :

a) Assurés, âgés de plus de trente ans au 1^{er} juillet 1930 et qui ne justifient pas de quinze ans de services de mine. Ils ont droit à pension, à condition qu'ils aient versé, soit à la Caisse autonome, soit à un organisme d'Assurances sociales depuis le 1^{er} juillet 1930 jusqu'à l'âge de soixante ans, le nombre minimum de cotisations journalières prévu à l'article 15, § 2, de la loi du 30 avril 1930 (soit 1/30 de la pension de base, qui est elle-même de 40 % du salaire moyen de base, par année de versement, avec minimum de pension de 600 francs).

b) Assurés, âgés de moins de trente ans au 1^{er} juillet 1930 et qui, ayant moins de 15 ans d'affiliation au

régime des retraites des ouvriers mineurs, comptent soit à la Caisse autonome, soit à un organisme d'Assurances sociales, trente années au moins de versements postérieurs au 30 juin 1930, correspondant chacune à un minimum de 240 cotisations journalières, ont droit, à l'âge de soixante ans, à la pension minimum prévue par le paragraphe premier de l'article 15 de la loi du 30 avril 1930 (soit 40 % du salaire annuel de base).

c) Assurés comptant quinze ans et plus de services dans les Mines.

Leur pension est liquidée suivant la législation de retraites des ouvriers mineurs. Ils n'ont droit pour leurs années d'affiliation aux Assurances sociales qu'à la rente constituée à leur compte individuel d'assurance par les organismes d'Assurances sociales.

4° ASSURANCE-DÉCÈS

Les assurés sont classés en deux catégories :

1° Assurés exclusivement occupés à la mine ;

2° Assurés soumis alternativement aux deux régimes.

1° Assurés exclusivement occupés à la mine

Ils sont soumis à la législation des ouvriers mineurs. Toutefois, le décret apporte une amélioration à la situation de ceux qui ne réalisent pas les conditions de temps pour l'obtention des prestations (quinze ans de services).

L'article 8 du décret prévoit que si le défunt rem-

plissait les conditions fixées par l'article 19, § 4, de la loi du 30 avril 1930, c'est-à-dire immatriculation depuis un an au moins et cotisation durant trois mois antérieurs au décès ou 240 jours durant douze mois; la veuve et les orphelins de moins de seize ans pourront obtenir des allocations égalant celles prévues par la loi du 5 avril 1910.

2° Assurés soumis alternativement aux deux régimes

On applique dans ce cas le régime des Assurances sociales. Les prestations comportent le paiement aux ayants droit de l'assuré (conjoint, descendants et à défaut ascendants) d'un capital égal à 20 % de son salaire annuel. Toutefois l'assuré doit avoir été immatriculé depuis un an au moins et satisfaire aux conditions prévues à l'article 5, § 2, de la loi du 30 avril 1930 pour obtenir l'allocation.

L'innovation du décret est de rendre obligatoire l'allocation pour charges de famille en cas de décès (article 9 du décret), aux Caisses qui ne la prévoyaient pas et qui étaient d'ailleurs en minorité.

5° ALLOCATIONS POUR CHARGES DE FAMILLE EN CAS DE DÉCÈS

Deux régimes sont prévus :

a) Les orphelins ont droit aux allocations mensuelles prévues par la législation des retraites des ouvriers mineurs. On applique cette législation.

b) Les orphelins n'ont droit à aucune de ces allocations.

Dans ce cas, que les assurés soient soumis exclusivement au régime des retraites minières ou aient été alternativement sous le régime des Assurances sociales et sous celui des mines, les orphelins et les veuves sont bénéficiaires du régime des Assurances sociales.

Les prestations sont prévues par l'article 20, § 5, de la loi du 30 avril 1930 et comportent des allocations de décès de 100 francs par enfant et des pensions d'orphelins dont le minimum est de 120 francs par an et par enfant.

Le système des pensions minières aux orphelins est sensiblement plus avantageux que celui des Assurances sociales. Il est à remarquer que la grande majorité du personnel en reste bénéficiaire.

6° ASSURÉS DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE (article 10 du décret du 30 juin 1931)

Assurances invalidité et décès : L'article 10 prévoit deux catégories :

1° Personnel remplissant les conditions d'affiliation du personnel français (quinze ans de services miniers) pour l'obtention d'une pension d'invalidité de la Caisse autonome et en outre de la condition suivante prévue à l'article 1^{er} de la loi du 25 février 1914. « Les étrangers ne peuvent bénéficier des allocations et majorations soit de l'Etat, soit de la Caisse autonome que si des traités avec leurs pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents. »

Ce personnel est assimilé aux Français pour le service des prestations de la Caisse autonome.

2° Tout le reste du personnel étranger, à condition qu'il travaille en France, dans des conditions régulières depuis trois mois, bénéficie du régime des Assurances sociales et des prestations prévues par elles, à l'exception des allocations et des fractions de pensions imputables sur le fonds de majoration et de solidarité de la loi du 30 avril 1930.

7° DISPOSITIONS DIVERSES

Elles sont de peu d'importance, étant donné le petit nombre d'intéressés qu'elles visent.

L'article 11 du décret dispose : « Un compte individuel d'assurances peut être ouvert jusqu'à 60 ans aux ouvriers et employés qui entrent à la mine après 55 ans. Il peut même être ouvert sans limite d'âge, aux assurés et employés affiliés antérieurement à une Caisse d'Assurances sociales qui ont demandé l'ajournement au delà de soixante ans de la pension, à laquelle ils peuvent prétendre par application de la loi du 30 avril 1930.

L'article 12 prévoit l'hypothèse peu fréquente où, dans une Société minière, il n'a pas été constitué de Caisse de secours. Dans ce cas, les ouvriers et employés de cette exploitation sont placés pour les assurances maladie, maternité, décès et invalidité, sous le régime des Assurances sociales. Les cotisations à verser pour ces risques sont celles prévues par la loi des Assurances sociales. Toutefois, pour tenir compte

de la couverture du risque vieillesse par la Caisse autonome, la cotisation due par l'employeur seul pour les salaires compris entre le minimum légal des Assurances sociales et 25.000 francs (article 2, § 6, de la loi du 30 avril 1930) est réduite de moitié.

III. — L'accueil de la nouvelle réglementation

On peut, au point de vue financier, résumer ainsi la nouvelle réglementation : les mineurs bénéficient des prestations de leur régime spécial et des avantages réservés, dans quelques cas exceptionnels, par la nouvelle législation aux salariés en général. Des dépenses supplémentaires dont la majeure partie incombe aux Sociétés de secours doivent être engagées de ce fait sans être couvertes par une augmentation de ressources.

Toutefois, ces allocations nouvelles sont peu importantes et ne sont attribuées qu'à une catégorie restreinte de membres ; les charges financières des Caisses ne seront donc pas fortement augmentées.

Le décret du 30 juin 1931 n'a cependant pas reçu un accueil très favorable dans le monde minier. Faut-il l'attribuer aux critiques adressées au régime des Assurances sociales auquel les mineurs ont pu se croire assimilés ; ou plutôt à une raison plus tangible, parce que plus immédiate : un équilibre financier difficile, que les prestations nouvelles allaient compromettre ?

Cet état d'esprit s'est traduit dans une résolution

des représentants des Caisses de secours du bassin du Gard le 21 mars 1932. Ils déclarent :

« 1° Ne pas être contre l'augmentation des avantages prévus par ledit décret concernant l'assurance-maladie, la maternité, le décès, etc...

« 2° Etre contre toute augmentation nouvelle de la cotisation ouvrière.

« Mais considérant que le décret entraîne des charges supplémentaires, pour les Caisses de secours, alors que les diminutions des salaires, le chômage, l'augmentation du nombre des malades dus à la rationalisation et à la sous-alimentation des sociétaires, occasionnent pour elles une réduction très importante de leurs ressources financières ;

« Considérant que devant cette situation, l'ensemble des Caisses de secours, du bassin minier du Gard, sont dans l'impossibilité d'accorder les prestations que le décret leur recommande d'appliquer ;

« Les représentants décident :

« 1° De revendiquer que l'argent nécessaire, pour faire face aux nouvelles dépenses qu'occasionne le décret du 30 juin 1931, soit versé par les exploitants et par l'Etat ;

« 2° Que les Caisses de secours ne modifieront pas leur statuts, tant que le Gouvernement n'aura pas accepté de discuter avec la délégation de la Fédération Nationale Unitaire des travailleurs du sous-sol qui a été désignée pour discuter de cette situation, etc... »

Ces protestations ont été appuyées par les Parlementaires, en particulier par M. de Ramel, député du Gard, qui a déposé une proposition de loi inspirée de ces directives.

CHAPITRE VI

Les Assurances sociales des mineurs en droit comparé

§ I. — Organisation générale de la protection à l'étranger

La grande majorité des législations étrangères n'assujettissent pas les mineurs à un régime spécial et les protègent grâce au système général d'Assurance sociale. Toutefois, certains pays ont cru bon de soumettre la corporation minière à des règles particulières, à l'exemple de la France, de la Belgique, de l'Allemagne, etc... Nous passerons rapidement en revue les caractéristiques de ces régimes spéciaux dans les divers pays, pour consacrer une plus longue étude à trois grands pays miniers : l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique.

A. — PENSIONS DE VIEILLESSE

Des pensions de vieillesse spéciales aux mineurs sont accordées dans les pays suivants, à des conditions variables selon les législations.

Allemagne et Belgique. — (Voir plus loin les paragraphes consacrés à ces pays).

Hongrie. — Pension à 65 ans ou à 60 ans, après 40 ans de travail minier ou 25 ans de travail souterrain.

Pays-Bas. — 60 ans ; toutefois la pension n'est attribuée que si l'intéressé cesse de travailler dans une entreprise minière ; elle dépend du montant des cotisations versées.

Roumanie (Ardéal). — Les mineurs sont répartis en 3 catégories professionnelles, suivant la nature des travaux qu'ils exécutent. La pension se compose :

D'une pension minimum différente pour chaque catégorie ;

D'une majoration, variable avec chaque Caisse, afférente aux cotisations versées au delà de la 8^e année. La pension peut atteindre jusqu'à 35.200 lei par an.

Yougo-Slavie. — 55 ans et 30 ans d'assurance.

La pension annuelle se compose : d'une somme de base égale à 20 % du salaire de base moyen des 5 dernières années et d'une majoration égale à 2,40 % dudit salaire de base pour chaque année passée en assurance.

B. — PENSIONS D'INVALIDITÉ

Suivant les législations, il y a lieu de distinguer celles qui couvrent le risque d'incapacité générale, comme la Hongrie et la Roumanie, et celles qui ne couvrent que le risque d'incapacité professionnelle, telles que l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la

Tchéco-Slovaquie. De même, les prestations sont différentes selon les pays et une classification peut être établie de la manière suivante :

a) *Législations où la pension est indépendante du gain et de la durée de période de cotisation :*

Pologne (départements du Sud). Le minimum garanti est de 240 zloty par an ; mais le taux effectif de la pension varie avec les ressources de la Caisse d'assurance.

b) *Législations où la pension est indépendante du gain, mais dépend de la durée de période de cotisation :*

Belgique. — (Voir paragraphe suivant, étude détaillée).

Pays-Bas. — La pension est égale à autant de fois 0,95 florins que l'intéressé a versé de cotisations mensuelles.

c) *Législations où la pension comprend une partie fixe et une partie indépendante du gain, mais variable avec la durée de période de cotisation.*

Tchéco-Slovaquie. — La pension se compose, d'une rente annuelle de base de 900 couronnes acquise dès le stage de 5 ans accompli, et d'une majoration annuelle de 8 couronnes par mois de cotisation à l'assurance.

d) *Législations où la pension comprend une partie variable avec le salaire, mais indépendante de la durée de cotisation et une partie variable à la fois avec le salaire et la durée de période de cotisation :*

Roumanie (Ardéal) et Yougo-Slavie. — Le régime est le même que celui des pensions de vieillesse.

C. — ASSURANCE-DÉCÈS

Cette assurance comprend des pensions aux survivants et des capitaux versés au décès.

1° *Pensions aux survivants*

La veuve est toujours, à une exception près (la France pour le régime général), comprise parmi les personnes qui lorsqu'elles satisfont aux autres conditions exigées par la loi peuvent prétendre à pension. Le veuf est compris dans un nombre assez important de législations dans le cercle des ayants droit aux prestations.

De même, toutes les législations y comprennent les enfants à charge, mais la définition « d'enfants à charge » varie considérablement de système à système.

Le montant des prestations dans les législations nationales est très variable. La classification suivante peut être envisagée.

a) *Législations où les prestations sont indépendantes du gain et de la période de cotisation :*

1° Veuve : Pologne (départements du Sud). — La veuve a droit à 50 % de la pension que percevrait le mari ou à laquelle il aurait eu droit en cas d'invalidité. Minimum garanti : 120 zloty par an.

2° Orphelins : Pays-Bas. — L'orphelin de père ou de mère touche 36 florins par an. La prestation est doublée pour l'orphelin de père et de mère.

Pologne (départements du Sud). — L'orphelin a droit à 25 % de la pension que percevrait le père ou

à laquelle il aurait eu droit en cas d'invalidité. Minimum garanti : 60 zloty.

Pologne (Haute-Silésie). — L'orphelin de père et de mère touche 174 zloty par an et 132 zloty s'il est orphelin de père ou de mère.

b) *Législations où les prestations comprennent une partie fixe et une partie indépendante du gain, mais variable avec la période de cotisation :*

1° Veuve : Tchéco-Slovaquie. — La pension est de 50 % de celle que percevrait le mari, ou à laquelle il aurait pu prétendre en cas d'invalidité.

2° Orphelins : Tchéco-Slovaquie. — L'orphelin de père ou de mère touche 25 % de la pension que percevrait l'assuré ou à laquelle il aurait pu prétendre. L'allocation est doublée pour l'orphelin de père et de mère.

2° *Capitaux au décès*

L'indemnité unique versée, en cas de décès, par l'assurance a, selon les législations, pour but de couvrir les frais funéraires ou de fournir un capital plus ou moins important permettant aux ayants droit de s'adapter aux conditions économiques nouvelles résultant de la disparition de l'assuré.

Pays-Bas. — En cas de décès d'un pensionné ou de la femme d'un pensionné, la Caisse des retraites alloue au conjoint survivant ou à défaut de conjoint aux enfants de moins de 16 ans une indemnité funéraire de 50 florins.

Pologne. — a) Départements du Sud. — L'allocation

est due soit au pensionné lui-même en cas de décès d'un membre de sa famille, soit à la veuve pensionnée en cas de décès d'un orphelin, soit enfin aux personnes ayant supporté les frais d'enterrement lorsqu'il n'existe ni veuve, ni orphelin. Cette indemnité s'élève à 50 zloty en cas de décès de l'assuré pensionné, de sa femme ou de sa veuve et à 30 zloty en cas de décès d'un enfant.

b) Haute-Silésie. — L'indemnité funéraire est due, soit à l'assuré lui-même en cas de décès d'un membre de sa famille, soit en cas de décès de l'assuré aux personnes vivant à son foyer. Cette indemnité, affectée par priorité au paiement des frais d'enterrement n'est due que dans la mesure où il n'y a pas lieu à attribution d'un secours au décès au moins équivalent à la charge de l'assurance-maladie.

Le montant de l'indemnité funéraire varie suivant les Caisses et s'élève à 50 ou 52 zloty en cas de décès d'un enfant, à 100 ou 105 zloty en cas de décès de la femme ou de la veuve d'un assuré et à 120 ou 124 zloty en cas de décès de l'assuré lui-même.

Roumanie (Ardéal). — Les survivants d'un pensionné pour vieillesse ou invalidité ont droit à une indemnité funéraire variable suivant la catégorie professionnelle à laquelle appartenait l'intéressé.

1^{re} catégorie : 4.000 lei ;

2^e catégorie : 3.000 lei ;

3^e catégorie : 3.000 lei.

Yougo-Slavie. — Une indemnité funéraire est due soit à l'assuré lui-même en cas de décès d'un membre

de sa famille, soit en cas de décès de l'assuré aux survivants qui ont payé les frais d'enterrement.

En cas de décès de l'assuré, l'indemnité funéraire est égale à 30 fois le salaire journalier et au plus à 1.500 dinars ; en cas de décès d'un enfant elle varie de 100 à 300 dinars suivant l'âge de l'enfant.

Prestations en nature. — Les principales prestations de l'assurance-invalidité-vieillesse-décès sont des allocations en espèces : pensions, versements complémentaires, paiements uniques.

De nombreux systèmes d'assurances accordent en outre, des prestations en nature, soit sous forme de remplacement de pension, soit sous forme d'assistance sanitaire (soins médicaux, mesures de conservation sanitaire et de prévention) destinées à écarter un danger d'invalidité ou à faire disparaître une invalidité existant déjà.

D. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE DES ASSURANCES VIEILLESSE-INVALIDITÉ-DÉCÈS

Dans tout système d'assurance l'organisation financière comporte l'établissement de l'équilibre entre les prévisions de recettes et les prévisions de dépenses. Selon les transformations qu'ils font subir aux ressources et la liaison qu'ils opèrent dans le temps entre les ressources et les dépenses, les régimes ressortent de la répartition ou de la capitalisation.

Les ressources dans les divers régimes peuvent provenir de deux ou de trois sources ou comporter

seulement la participation de l'employeur ou de l'employé.

Nous classerons les législations en 3 groupes et nous donnerons dans chaque Etat les caractéristiques de l'organisation administrative et financière.

1° Législation comportant la participation des assurés, de l'employeur et des pouvoirs publics :

Allemagne. — La cotisation de l'assuré est des $\frac{3}{5}$; celle de l'employeur des $\frac{2}{5}$. Le système est celui de la répartition. L'organisation administrative comprend la caisse minière du Reich, une assemblée générale et un comité directeur.

Belgique. — Voir étude détaillée au paragraphe suivant.

Hongrie. — La cotisation de l'assuré est de $\frac{1}{2}$, celle de l'employeur $\frac{1}{2}$.

Pologne (départements du Sud). — L'administration est confiée à des Caisses minières et à un Conseil d'administration.

2° Législation comportant la participation des assurés et des employeurs :

Dans tous ces pays la participation des deux parties est paritaire.

Pays-Bas. — L'administration est assurée par la Caisse générale d'assurance des ouvriers mineurs.

Pologne (Haute-Silésie). — L'organisation administrative comporte des Caisses minières et un Conseil d'administration.

Roumanie (Ardéal).

Tchéco-Slovaquie. — Caisse centrale. Assemblée

générale et Comité directeur constituent l'administration de l'assurance.

Yougo-Slavie. — 5 Caisses composent les organes administratifs.

3° *Législation comportant la participation exclusive des employeurs :*

Yougo-Slavie. — Assurance invalidité des mineurs.

L'exposé des systèmes de prévoyance sociale des mineurs dans les divers pays montre que, si variées que soient les régimes, les législations de tous les pays industrialisés posent le principe de l'obligation. Constatant ce fait, le Bureau International du Travail dans les conclusions de son rapport à la Conférence internationale du Travail de 1932, en ce qui concerne l'assurance sociale générale des travailleurs a inscrit « au frontispice du projet de conclusions qu'il présente à la Conférence, le principe de l'obligation d'assurance ».

Cet assujettissement obligatoire doit être aussi, à notre avis, appliqué aux régimes spéciaux de certaines corporations, comme celles des mineurs ; régimes que nous allons étudier d'une manière plus complète, en Angleterre, en Allemagne et en Belgique.

§ II. — Angleterre

Tous les salariés sont soumis au même régime. Depuis le 1^{er} janvier 1926 fonctionne un système complet d'Assurances sociales (All Insurance) auquel

participent les ouvriers mineurs au titre commun. Ceux-ci n'ont pas de régime spécial. Ils n'ont de particulier qu'une Caisse dite fonds de bien-être, destinée à des œuvres de bienfaisance et alimentée de minimes cotisations ouvrières et patronales. Cet organisme a été remanié par la Loi du 13 novembre 1929.

Les différents fonds d'assurance reçoivent des cotisations ouvrières, des cotisations patronales et des subventions de l'Etat.

Les prestations sont analogues à celles des autres législations.

Les pensions de vieillesse ne sont liquidées qu'à 65 ans.

§ III. — Allemagne

Les mineurs allemands jouissent du régime de protection générale de la population salariée et de pensions spéciales attribuées par des caisses minières.

Assurances-maladie. — L'assurance-maladie obligatoire est organisée par le Code d'Assurances sociales du 15 décembre 1924 dont les dispositions principales peuvent se résumer ainsi :

Tout salarié est obligatoirement assujetti et a droit aux cas de maladie :

1° Aux soins médicaux et aux médicaments ainsi qu'à tous moyens thérapeutiques (lunettes, bandages, etc.). Les malades ne participent pas aux frais médicaux mais payent une partie des médicaments. Des

prestations supplémentaires en nature peuvent être introduites par les Caisses dans la mesure prévue par le Code. L'assistance médicale à la famille de l'assuré est une prestation facultative pouvant être introduite par voie de statuts. Les 4/5 des Caisses l'ont introduite et près des 9/10 des membres de la famille de l'assuré reçoivent les secours de maladie.

2° A la moitié du salaire de base pour chaque jour de l'année, pendant vingt-six semaines.

Assurance-décès. — Une indemnité funéraire est due soit à l'assuré lui-même en cas de décès d'un membre de sa famille, soit en cas de décès de l'assuré, aux personnes vivant à son foyer. Cette indemnité, affectée par priorité au paiement des frais d'enterrement, n'est due que dans la mesure où il n'y a pas lieu à l'attribution d'un secours au décès au moins équivalent, à la charge de l'assurance-maladie.

En cas de décès de l'assuré, l'indemnité funéraire égale un trimestre de pension : cette indemnité est réduite de 40 % en cas de décès de la femme ; elle est réduite de 80 % en cas de décès d'un enfant.

Assurances-maternité. — Des prestations sont accordées aux assurés qui, inscrits depuis deux ans, ont cotisé pendant dix mois. Les allocations comportent :

- a) Des secours en nature ;
- b) Une indemnité forfaitaire de 10 reichmarks ;
- c) Une indemnité périodique égale à l'indemnité de maladie pendant les quatre semaines qui précèdent et les six semaines qui suivent l'accouchement ;
- d) Une prime d'allaitement.

Ressources. — Elles proviennent de cotisations ver-

sées par l'assuré pour 2/3 et par l'employeur pour 1/3. Elles permettent de couvrir les risques de maladie, décès et maternité.

Invalidité et vieillesse. — Ces pensions sont constituées par la Corporation Minière du Reich (Reichsnappschafft) et ses organes locaux ; les corporations minières de district (Bezirkskrappschaften) et les Caisses spéciales de maladie (besondere Krankenkassen).

La création de la Corporation minière du Reich a lieu sur la base d'un statut établi par elle et confirmé par le Ministre du Travail. Elle établit les statuts des corporations de districts et ceux des Caisses spéciales.

La pension est accordée en principe à 65 ans ; elle peut, à la demande de l'assuré, être liquidée dès 50 ans, à condition que l'intéressé, d'une part ait cotisé pendant 300 mois, dont 180 au titre du travail minier, d'autre part qu'il ne puisse plus accomplir des travaux salariés équivalents aux travaux les mieux rémunérés, autres que ceux ayant un caractère temporaire, effectués au cours de sa carrière. Le taux de la retraite atteint 40 % du salaire moyen.

LA CAISSE D'ASSURANCE DES MINEURS DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Cet organisme a été réorganisé en 1924. Il avait dû, à ce moment, accepter l'actif et le passif de toutes les Caisses d'assurance des mineurs d'Allemagne. Or, ces Caisses avaient, du fait de l'inflation, perdu les

fonds qu'elles avaient constitués pour la couverture des pensions. Pour permettre à la Knappschaft d'équilibrer son budget, le législateur lui imposa le régime de la répartition des charges. Sous ce régime la génération active des mineurs supporte par ses contributions les pensions dues à la génération précédente. Jusqu'en 1929, les fonds liquides de la Caisse furent suffisants et celle-ci put même constituer des réserves. Mais elle se trouva ensuite en déficit.

En effet, la rationalisation des mines avait permis d'augmenter la production tout en diminuant le personnel. Les mines congédièrent d'abord les mineurs les plus âgés et ceux-ci firent, bien entendu, valoir leurs droits à l'Assurance-Pensions. Quelques chiffres témoigneront de la diminution des cotisants et de l'accroissement du nombre des pensionnés :

Au milieu de 1924, il y avait environ 900.000 assurés et le nombre des pensions (vieillesse, invalidité, survivants), s'élevait à 288.000. A la fin de 1929, il y avait 776.000 assurés et 366.000 pensionnés ; au 1^{er} janvier 1931 : 567.000 cotisants et 383.000 pensionnés ; soit 2,84 cotisants pour 1 pensionné, au 1^{er} janvier 1930, et 1,47 cotisant pour 1 pensionné, au 1^{er} janvier 1931.

En outre, les salaires — sur lesquels sont calculées les cotisations — ont été diminués de 6 % en 1930 ; d'autre part, la crise de débit a entraîné une réduction de l'extraction et l'institution de postes chômeurs ce qui a réduit encore le montant total des salaires. Pour la circonscription de Dortmund, seulement le

total des cotisations ouvrières et patronales à la Knappschaft est tombé ainsi de 239 millions RM. en 1929 à 201,5 millions RM. en 1930.

Il fallait donc soit procurer à la Caisse des recettes supplémentaires, soit réduire ses dépenses en diminuant les prestations.

Il n'était pas possible d'augmenter le taux déjà élevé de la cotisation. En 1929 la contribution totale — patronale et ouvrière à toutes les branches d'Assurances sociales — représentait 28 % du salaire.

Le Gouvernement décida donc en 1929 de verser à la Caisse d'Assurance des Mineurs, en vertu de la loi Brüning, le produit de l'impôt sur les salaires au delà de 1.300 millions RM., la somme affectée ne devant pas dépasser 75 millions. Malgré une nouvelle avance de 16 millions, la Caisse d'Assurance n'a pu effectuer le paiement de ses pensions qu'en entamant son patrimoine. Consistant principalement en propriétés immobilières, ce patrimoine s'élevait, à la fin de 1929, à 176.500.000 RM. ; il n'était plus que de 143 millions de RM. à la fin de 1930.

D'après certaines évaluations officieuses, le déficit total de l'exercice 1931 atteindrait 122 millions de RM. calculé conformément aux dispositions légales et statutaires en vigueur avant l'ordonnance présidentielle de juin 1931. C'est pour parer au déficit que le Reich et la Knappschaft ont pris les mesures précitées. La réduction de pensions dûment fixées paraît aller à l'encontre des droits acquis, mais on justifie ce sacrifice imposé en faisant ressortir l'importance de la contribution extraordinaire qui est demandée au bud-

get du Reich, et par là indirectement aux autres industries. pour assurer le fonctionnement de la Caisse des Mineurs.

L'exemple de « Rheinstahl » montre les sommes affectées aux charges sociales dans les mines de la Ruhr.

D'après le rapport annuel des Rheinische Stahlwerke, d'Essen, les charges et dépenses sociales de la Société ont atteint, pendant l'exercice se terminant au 31 mars 1932, 4.709.738 marks, soit 8,88 % du chiffre d'affaires. De leur côté, les ouvriers et employés de l'entreprise ont versé 3.302.510 marks de cotisations, si bien que les charges sociales patronales et ouvrières ont représenté, au total, 8.012.240 marks, ou 29,35 % du total des traitements et salaires payés.

Si l'on ajoutait la cotisation à l'assurance-chômage de 6,5 % des salaires et traitements dont les ouvriers du fond et leurs employeurs ont été dégrevés depuis le 1^{er} octobre 1931, le Trésor ayant pris en charge ces cotisations, plus de 32 % des salaires et traitements se trouveraient absorbés par les dépenses sociales.

Le rapport déplore une fois de plus l'hypertrophie des charges sociales supportées par l'industrie houillère de la Ruhr, sous le poids desquelles toute économie est condamnée à succomber. Des dépenses sociales qui représentent le tiers environ des salaires cessent d'être un bien ; elles sont, en réalité, un fléau, parce que l'entreprise qui les supporte perd son pouvoir de concurrence ; elles provoquent la multiplication des chômages, entraînent des réductions de plus en plus fortes de salaires, et finalement, la fermeture et la misère, malgré toutes les prestations accordées.

Le rapport mentionne, d'autre part, que les charges fiscales totales, avec 7.460.000 marks, ont représenté 14 % du chiffre d'affaires.

Dans une industrie où les résultats sont aussi aléatoires que l'industrie minière, il n'est pas possible de supporter les frais de personnel qui absorbent 51 % du chiffre d'affaires et des charges fiscales et sociales qui amputent de 23 % ce qui reste du chiffre d'affaires.

Le rapport rend responsable de la chute du débit l'excès de ces chages, dû à une mauvaise politique économique et sociale.

Appréciation critique

L'Allemagne a constitué un des régimes d'assurances sociales le plus complet et le plus étendu. Elle a progressivement mis sur pied : 7.302 Caisses contre la maladie ; 147 Sociétés contre l'invalidité ; 16 Assurances de pensions aux mineurs ; 13 Offices régionaux et 361 bureaux de travail contre le chômage.

D'après une statistique d'avril 1931, bénéficient actuellement des assurances contre l'invalidité : 3.500.000 individus ; contre les accidents : 1.070.000 ; contre la maladie : 670.000 ; contre le chômage : 1.769.000 ; contre la vieillesse : 382.000. Ce n'est d'ailleurs là que la moitié des « assistés ». En fait, pour le total, on obtient le chiffre de 14 millions, à peu près le quart de la population de l'Allemagne.

On ne peut nier qu'il y ait là un effort magnifique et louable.

Ce système cependant n'a pas été à l'abri des difficultés. Le journal « Bergwerk-Zeitung », du 15 mai

1932, signale que la crise économique s'est traduite, en 1931, pour presque toutes les Caisses d'Assurances sociales (maladie, accidents, invalidité, pensions) par des insuffisances de recettes. Il rappelle que le revenu du peuple allemand est d'environ 50 milliards et que les Caisses publiques n'exigent pas moins de 26 milliards ; plus de la moitié du revenu allemand passe ainsi aux mains de l'Etat. Sur ces 26 milliards, 1/3 environ ou 1/6 du revenu du peuple allemand, soit 8,6 milliards, sont absorbés par les diverses assurances sociales.

Devant ces résultats, on peut se demander pourtant, si la manière dont il a été compris n'a pas été une des causes de la grande crise économique ou tout au moins n'a pas contribué à l'aggraver. C'est un fait que beaucoup de chômeurs pourraient être occupés si les « charges sociales » qui s'ajoutent au salaire de l'ouvrier n'obligeaient pas un très grand nombre de petits employeurs à se passer d'apprentis ou de compagnons ; c'en est un second que les Caisses d'assurance contre la maladie (Krankentasse), ainsi que les hôpitaux se sont développés et installés dans des palais avec un luxe exagéré ; c'en est enfin un troisième que l'ouvrier a perdu le sens de l'épargne, assuré à l'inverse de son patron, de ne jamais connaître le dénûment succédant à la prospérité.

§ IV. — Belgique

Les mineurs belges sont soumis à un régime de retraites, spécial à leur profession dont la base est

aujourd'hui la loi du 1^{er} août 1930 et l'arrêté royal du 26 décembre 1930, dont les dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1931.

Les deux grands principes de l'institution sont :

- 1° L'obligation de tous les assujettis à l'assurance ;
- 2° La combinaison de la capitalisation et de la répartition pour la couverture des divers risques assurés.

CHAMP D'APPLICATION. — L'assurance en vue de la vieillesse, de l'invalidité et du décès est obligatoire pour les ouvriers houilleurs belges et autres salariés, à eux assimilés : ouvriers de mines métalliques, délégués-mineurs, ouvriers des exploitations souterraines, des usines de sous-produits de la houille annexées aux charbonnages (art. 1^{er} de la loi).

Les ouvriers étrangers sont soumis au même régime que les ouvriers belges, mais ils ne pourront bénéficier des avantages dus à l'intervention de l'Etat, que si les pays d'origine garantissent aux Belges des avantages équivalents (art. 2 de la loi).

ORGANISMES D'ASSURANCE. — Il y en a deux (art. 3 de la loi) :

1° Le « Fonds national de retraite des ouvriers mineurs », complété par des organes régionaux, dénommés « Caisses de Prévoyance » ;

2° La « Caisse Générale d'Epargne et de Retraite ».

Les ressources nécessaires à la constitution des charges de l'assurance sont assurées par :

a) Des versements obligatoires des assurés et des exploitants affiliés dans la proportion de 3 % des salaires (cotisation pouvant être portée à 3,50 %) à

la charge des ouvriers, et dans la proportion de 4 % à la charge des exploitants (cotisation pouvant être portée à 4,50 %) ;

b) Une contribution de l'Etat ;

c) L'avoir du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

**PRESTATIONS ACCORDÉES
ET AFFECTATION DES RESSOURCES**

Assurance-Vieillesse et Assurance-Décès

Tout ouvrier remplissant les conditions prévues par les articles 19 et 20 de la loi (55 ans ou 60 ans d'âge et 30 ans de services) a droit (art. 9) :

1° Par capitalisation : à une rente de vieillesse annuelle et viagère à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, rente réversible sur la tête de la veuve ;

A un complément de rente à la charge du Fonds national réversible sur la tête de la veuve.

2° Par répartition : à un supplément et à une allocation au profit des ouvriers mineurs et des veuves. Eventuellement à une allocation au profit de la veuve, par enfant à sa charge ; à une allocation au profit des orphelins et à une fourniture gratuite de charbon.

3° En outre, à la charge de l'Etat : pour tout ouvrier réunissant les conditions déterminées, à une majoration de rente ; pour toute veuve d'ouvrier assujetti ou pensionné à une majoration de rente de veuve.

Les ouvriers soumis à l'assurance sont affiliés à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et versent des cotisations variant de 25 à 175 francs par an, d'après leur catégorie. Il existe 7 catégories s'échelonnant de 4.800 francs à 16.800 francs de salaires annuels.

Ces versements sont majorés par le Fonds national de retraites qui intervient par l'octroi d'un complément de rente de 188 % du montant de la rente annuelle acquise au moyen des versements effectués à la Caisse Générale.

Ils sont augmentés, en outre, d'une participation de l'Etat égale à 50 % du total de la rente acquise à la Caisse Générale et du montant de l'intervention du Fonds national (art. 14 et 15 de la loi).

Quels sont les montants des rentes et la destination des versements ?

Les versements effectués au compte d'un assujetti du sexe masculin sont affectés :

A l'assurance d'une rente viagère de vieillesse prenant cours à 60 ou 55 ans suivant les cas prévus par les articles 19 et 20 de la loi ;

A l'assurance d'une rente viagère de veuve au profit de son époux s'échelonnant de 35 % de la rente viagère de l'ouvrier en cas de décès de l'assujetti avant 41 ans, à 50 % en cas de décès de l'assujetti à 55 ans et plus.

Les versements effectués au compte d'une salariée sont affectés à l'assurance d'une rente viagère à son profit à l'âge de 60 ans.

Cet âge peut être abaissé à 55 ans pour l'ouvrier

qui a été occupé dans les travaux souterrains pendant au moins 30 ans, lorsqu'il abandonne le travail de la mine après 55 ans. Il a aussi la faculté de proroger jusqu'à l'âge de 65 ans la liquidation de sa rente (art. 20 de la loi).

Allocations pour enfants. — La veuve d'un assuré touche une allocation annuelle par enfant âgé de moins de 16 ans dont l'assuré avait la charge. Cette prestation varie de 360 francs pour un enfant à 990 francs par enfant quand il y a 8 enfants et plus. Un tiers des dépenses résultant du présent article sera couvert par un subside de l'Etat.

Assurance-Invalidité

L'ouvrier mineur atteint de maladie entraînant une incapacité de travail et justifiant des conditions d'âge et de services prévues par l'article 32 de la loi, obtient du Fonds National une allocation de 120 francs par année de service pour les intéressés mariés et de 90 francs pour les intéressés célibataires, veufs ou divorcés, sans que le montant de cette allocation puisse être inférieur à 1.800 francs, ni supérieur à 3.600 francs pour les intéressés mariés et 2.700 francs pour les intéressés célibataires, veufs ou divorcés.

A l'âge de 55 ou de 60 ans suivant les catégories, la pension d'invalidité de l'ouvrier comptant 30 ans de service est transformée en pension de vieillesse.

FONCTIONNEMENT FINANCIER DES ORGANISMES DE RETRAITE

Il est rappelé que l'institution de retraite comporte : la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

et le Fonds National complété par des organismes régionaux, dits Caisses de prévoyance.

1° *Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.* — Elle est chargée, sous la garantie de l'Etat, de la constitution des rentes de vieillesse à l'aide des sommes inscrites au compte de chaque intéressé. Il est fait usage, pour le calcul des rentes, des tables de mortalité utilisées pour l'application de la loi générale sur les pensions (art. 42 et 43 de la loi du 1^{er} août 1930).

2° *Fonds National de retraite des ouvriers mineurs* (art. 45 et suivants de la même loi). — Il a été créé par la loi du 20 août 1920, modifiée par la loi du 30 décembre 1924, sous la garantie de l'Etat et le Contrôle du Ministère des Finances et du Ministère du Travail. Il jouit de la personnalité civile et peut recevoir les dons et legs.

Les ressources du Fonds National sont constituées par :

1° Les intérêts des capitaux du fonds, les dons et legs ;

2° Les versements des ouvriers et les cotisations des exploitants, défalcation faite des sommes affectées à la constitution des rentes de vieillesse.

Il faut y ajouter les versements effectués en application de l'article 18, 1 b, de la même loi, c'est-à-dire, faits au compte d'un assujetti du sexe masculin pour la constitution d'une rente viagère de veuve au profit de son époux.

3° Les subsides de l'Etat divisés en deux catégories. La première est une allocation annuelle dont le montant est fixé par arrêté royal, à titre de participation

aux frais nécessités par l'affiliation à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. La deuxième est un subside égal au $\frac{1}{3}$ des dépenses résultant de l'application des articles 22 et 23 de la loi du 1^{er} août 1930, c'est-à-dire des charges d'allocations aux orphelins.

En regard de ces recettes, les dépenses du Fonds National se classent en divers postes qui sont (art. 47 à 55 de la loi) :

Les frais de gestion et d'administration de l'assurance, la constitution d'un fonds de réserve et de réserves mathématiques ;

Certains suppléments et allocations de pensions ;

Les charges administratives de son fonctionnement et les frais entraînés par l'exécution des conventions conclues avec les pays étrangers et relatives au régime de retraites des ouvriers mineurs ;

La charge de la fourniture gratuite de 3.400 kgs de charbon par an aux mineurs et à leurs veuves.

La gestion du Fonds national est confiée à un Conseil d'Administration, à un comité technique et financier et au directeur général. Les placements sont effectués en valeurs d'Etat, ou jouissent de la garantie de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes ; en prêts aux provinces, communes, etc. ; en cédules ou prêts hypothécaires ; en immeubles, etc...

Organismes régionaux. — Ils sont représentés par les Caisses de prévoyance qui complètent l'organisation du Fonds National. Les exploitations houillères du royaume ainsi que les exploitations assimilées sont réparties en 6 circonscriptions territoriales

(Mons, Centre, Charleroi, Namur, Liège, Campine)
qui forment chacune le ressort d'une Caisse de pré-
voyance.

Ces organes assurent l'encaissement des versements
ouvriers et des cotisations des patrons ; elles effec-
tuent le service des rentes acquises à la Caisse Géné-
rale d'Epargne et de Retraite et le paiement des
pensions.

Conclusion

Arrivé au terme de cette étude, nous voudrions dégager les points essentiels de l'évolution et les caractéristiques dominantes de l'institution de prévoyance sociale des mineurs français.

Etabli par l'initiative privée, le système a été rendu obligatoire dès 1894. Par la suite, les Compagnies minières ont augmenté bénévolement la variété ou la quotité des prestations. Celles-ci, sous la pression des syndicats sont devenues exigibles légalement : épisode pacifique de la lutte constante des ouvriers pour améliorer leur sort.

La profession de mineur n'est plus privilégiée, quoique sa condition soit encore nettement plus avantageuse que celle des salariés protégés par la Loi d'Assurances sociales du 30 avril 1930. Partie la première, à la conquête pour l'amélioration de sa situation, « la corporation d'élite » est encore socialement favorisée vis-à-vis des autres travailleurs. Retraites de 5.000 francs, soins gratuits largement répartis aux malades pendant une longue durée, pensions avantageuse aux invalides, aux orphelins et aux veuves.

Il y a bien quelques inconvénients : les mineurs aux colonies ne bénéficient pas du régime métropo-

litain ; l'application d'une table de mortalité spéciale à la profession permettrait d'augmenter la retraite, jusqu'à 6.000 francs assurent certains ; enfin, le mineur couvert de tous les risques n'a pas à se préoccuper de l'avenir, et n'acquiert pas ainsi le sens de l'économie.

Malgré cela, le système dans ses grandes lignes fonctionne depuis près de quarante ans à la satisfaction générale et s'améliore sans cesse au cours de sa longue existence. La modification la plus importante lui a été apportée par la Loi du 25 février 1914 créant la Caisse autonome des Ouvriers Mineurs et par le décret du 30 juin 1931, destiné à mettre en harmonie le système avec le régime général des Assurances sociales. Aucune restriction n'est apportée aux avantages dont les ouvriers et employés des mines bénéficient à l'heure actuelle.

Les avantages nouveaux prévus par le décret ont uniquement pour but, d'assurer aux intéressés des avantages équivalents, pour chaque risque, à ceux que prévoient les Assurances sociales, pour le cas où les dispositions de la législation actuellement en vigueur ne leur accorderaient pas ces prestations.

Le système paritaire des cotisations ouvrière et patronale s'est maintenu depuis son origine, mais avec une participation de l'Etat qui a tendance à s'accroître d'année en année.

Le bon fonctionnement des Caisses minières est un exemple à méditer. Il montre quels résultats féconds peut obtenir une corporation puissante, d'un système harmonieusement et logiquement construit.

Les régimes spéciaux sont donc à maintenir, tout au moins pour les professions où le travailleur est essentiellement stable et continue de longues années, toute sa vie parfois, l'exercice du même métier. Tels sont les mineurs, les métallurgistes, les marins, les cheminots. Nous souhaitons que ces régimes soient conservés et que le système général de la loi d'Assurances sociales du 30 avril 1930 ne soit applicable qu'aux salariés — la majorité d'ailleurs — dont l'activité s'exerce dans des professions différentes au cours de leur vie. C'est dans ce sens, croyons-nous, qu'il conviendrait d'envisager la refonte, si souvent réclamée, de notre régime d'Assurances sociales.

Vu :

LE DOYEN,
BERTHELEMY.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
S. CHARLETY.

Bibliographie

- CAPITANT et CUCHE. — Précis de législation industrielle. Dalloz, 1930.
- CHAUDIÉ. — Retraites des ouvriers mineurs. Thèse Paris, 1907.
- CONDEVAUX. — Le mineur du Nord et du Pas-de-Calais; sa psychologie, ses rapports avec le patronat. Thèse Paris, 1928.
- LEDOUX. — Législation des Caisses de retraites des ouvriers mineurs en France. Thèse Paris, 1928.
- MIRIMONDE. — Manuel pratique des Assurances. Payot, 1928.
- Annales des Mines*, 13^e série, t. I, 2^e livr., 1932, Dunod.
- Bulletin du Ministère du Travail*, oct.-nov.-décembre 1925.
- Bulletin du Ministère du Travail*, avril-mai-juin 1930.
- Bureau International du Travail*, Etudes et Documents, 1925.
- Bureau International du Travail*, Etudes et Documents, 1927.
- Bureau International du Travail*, Conférence internationale du Travail, 16^e session 1932, l'Assurance Invalidité-Vieillesse-Décès.
- Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs*, — Lois, Décrets, Conventions internationales et Documents divers, relatifs au régime de retraites des ouvriers mineurs, 1929.
- Comité Central des Houillères de France*. — Circulaire n° 1078 du 25 juillet 1931.
- Comité Central des Houillères de France*. — Circulaire n° 1080 du 19 août 1931.
- Comité Central des Houillères de France*. — Législation minière et ouvrière. Texte des principales lois, édit. 1931.
- Revue d'Economie politique*, 1928, t. 42. Oualid, La Législation sociale.
- Revue de l'Industrie Minérale*, 15 avril 1929.
- Revue de l'Industrie Minérale*, 1^{er} février 1931.
- Revue de l'Industrie Minérale*, 15 février 1932.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
<i>Chapitre Premier. — PRÉCOCITÉ DE L'INSTITUTION DES ASSURANCES SOCIALES DANS LES MINES.</i>	7
§ 1. — Les ouvriers mineurs devant l'opinion publique	7
§ 2. — Les institutions sociales favorisent le re- crutement d'un bon personnel	11
<i>Chapitre II. — EVOLUTION DU RÉGIME DES ASSURAN- CES SOCIALES DANS LES MINES</i>	21
§ 1. — Les Caisses de retraites et de maladie jusqu'en 1894	21
§ 2. — Les Caisses de secours et de retraites de la loi du 29 juin 1894.	25
§ 3. — La Caisse autonome de retraites des ou- vriers mineurs (loi du 25 février 1914).	30
§ 4. — Les modifications de la législation de 1914 à 1930	32
<i>Chapitre III. — LE RÉGIME DES ASSURANCES SOCIALES CHEZ LES MINEURS</i>	37
<i>Section I. — Les Sociétés de Secours mutuels. .</i>	37
<i>Section II. — La Caisse autonome de retraites. .</i>	51
§ 1. — Principe du fonctionnement et champ d'application de la loi	51
§ 2. — Risques couverts et prestations.	55
§ 3. — Ressources de l'assurance	68

§ 4. — Organisation financière	71
§ 5. — Organisation administrative et conten- tieux	81
§ 6. — Situation des travailleurs étrangers.....	84
Appendice. — La législation d'Alsace-Lorraine...	90
§ 7. — Critiques adressées au système	94
<i>Annexes : Statistiques</i>	103
 <i>Chapitre IV. — ETUDE COMPARATIVE DES ASSURAN- CES SOCIALES DANS LES MINES ET DANS LA LÉGIS- LATION GÉNÉRALE .</i>	
	123
§ 1. — Les prestations dans les deux régimes.	124
§ 2. — Organisation financière et administra- tive des deux systèmes	137
 <i>Chapitre V. — LE DÉCRET DU 30 JUIN 1931.....</i>	
	143
§ 1. — But du décret	143
§ 2. — Le décret du 30 juin 1931	144
§ 3. — L'accueil de la nouvelle législation....	156
 <i>Chapitre VI. — LES ASSURANCES SOCIALES DES MINEURS EN DROIT COMPARÉ.....</i>	
	159
§ 1. — Organisation générale de la protection.	159
§ 2. — Angleterre .	167
§ 3. — Allemagne .	168
§ 4. — Belgique .	175
 <i>CONCLUSION .</i>	
	183
 <i>BIBLIOGRAPHIE .</i>	
	187



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

°° °° IMPRIMEURS-ÉDITEURS °° °°

°° 42, QUAI GAILLETON, 42 °°

°° °° °° °° LYON °° °° °° °°



